

« Initiatives » : L'entreprise d'insertion

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14897 - 6 F

MERCREDI 29 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

BOURSE

La Russie au FMI

APRÈS quarante-huit ans de boycottage de ces organisations considérées comme des armes au service du capitalisme, les Républiques de l'ex-URSS - dont la Russie - ont obtenu lundi 27 avril leur ticket d'entrée au FMI (Fonds monétaire international) et à la Banque mondiale. Cet événement marque une étape importante dans le processus de réintégration de l'ancien empire soviétique à l'économie mondiale.

L'adhésion de la Russie et des autres Républiques de l'ex-URSS au FMI résulte d'abord d'un changement d'attitude des pays occidentaux. Lors du sommet du G7, à l'été 1991 à Londres, les chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays industriels avaient longuement débattu de l'opportunité d'un soutien financier à M. Gorbatchev, alors à la tête du Kremlin. A la question « Faut-il aider l'URSS ? », les Occidentaux apportaient des réponses bien différentes. Les Américains recommandaient la prudence, les Allemands poussant à une aide immédiate et importante. Moscou n'obtenait alors qu'un vague statut d'« associé » au FMI et la promesse d'une assistance technique.

CHANGEMENT radical aujourd'hui : les pays industriels sont désormais clairement déterminés à aider les Républiques de l'ex-URSS. Ils l'ont fait savoir à Washington en confirmant un vaste plan d'aide de 40 milliards de dollars (dont 24 pour la seule République de Russie). Le putsch raté d'août 1991 à Moscou, le départ de M. Gorbatchev du Kremlin et l'écroulement de l'empire soviétique : tous ces événements ont largement favorisé l'attitude des Occidentaux, des États-Unis en particulier. La détermination récente de la Russie en faveur de l'économie de marché a aussi pesé.

Depuis six mois, le gouvernement russe de M. Eltsine a en effet engagé, avec brutalité et parfois résistances, une véritable révolution économique. Sa détermination a beaucoup impressionné. Après les six années gorbatchévienne de quasi-immobilisme dans ce domaine, de nombreuses réformes ont été amorcées, notamment avec la libération des prix. Des résultats ont déjà été obtenus, même si la production continue de s'effondrer et le niveau de vie de se détériorer.

A l'issue des débats au Congrès des députés du peuple il y a quelques jours, le gouvernement russe a annoncé un assouplissement dans sa politique d'austérité, mais il a aussi confirmé sa volonté de poursuivre les réformes. Avec le FMI, les Occidentaux veulent lui donner des moyens supplémentaires. Au 1^{er} juillet, une convertibilité partielle autour d'un taux unique du rouble devrait être introduite. De nombreux obstacles sur le chemin de l'économie de marché subsistent (la propriété de la terre). Surtout, les temps vont encore être très durs pour la population. « Nous n'avons pas l'intention de travailler sous la dictée du FMI », a déjà averti mardi M. Eltsine. Le FMI, ce ne sera pas seulement de l'argent et des conseils. Il sera aussi un utile « bouc émissaire » pour les responsables russes. Un métier qu'il a déjà exercé dans bien des pays du tiers-monde.

Lire page 19

l'article de FRANÇOISE LAZARE

M0147 - 0429 0 - 6,00 F



L'intervention serbe en Bosnie-Herzégovine

Violents bombardements sur Sarajevo

Le président bosnien Alija Izetbegovic a exigé le retrait de l'armée serbo-fédérale après la proclamation, lundi 27 avril à Belgrade, d'une nouvelle Fédération yougoslave réduite à la Serbie et au Monténégro, tandis que des combats se poursuivaient en Bosnie-Herzégovine, dont la capitale, Sarajevo, a été le théâtre de violents bombardements. Des tirs ont également eu lieu en Slavonie orientale (est de la Croatie), où un « casque bleu » belge a été blessé.

« Logique de guerre »

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

« Ce que nous avons fait est fou, idiot », Milivoje se effondre. Il ne cesse de secouer la tête, l'air désespéré. Dans ses yeux : incompréhension, désolation devant le gâchis qui s'étale partout à Sarajevo, ville « multinationale » par excellence, à l'image d'une Yougoslavie aux peuples innombrables les uns aux autres. Certains, ici, ont décrété le divorce, décidé que Serbes, Croates et Musulmans (des Slaves islamisés lors de l'occupation ottomane) ne pouvaient et ne devaient plus vivre ensemble, qu'ils devaient faire Etat à part après des décennies de cohabitation.

Milivoje, lui, un cadre supérieur bosnien d'une quarantaine d'années, n'accepte pas le divorce qu'on veut lui imposer et qu'il considère comme une « catastrophe ». Il désigne les responsables du gâchis : des dirigeants politiques qui se sont faits chefs de bandes pour obliger la population à sombrer dans le cauchemar. Pour Milivoje, le peuple de Bosnie-Herzégovine est, à une écrasante majorité, opposé à la division que ces leaders cherchent à lui faire consommer par la force après l'avoir trompé sur leurs intentions véritables.

« Leur langage peut paraître moderne, européen, mais leur pensée est du dix-neuvième siècle. Tout ce qui arrive aujourd'hui est de leur faute », explique-t-il. « Chacun d'entre eux veut son territoire à administrer, mais c'est irréaliste dans la vie quotidienne tant les gens sont - au moins matériellement - proches les uns des autres, dépendants les uns des autres », poursuit-il. Mais si les Bosniaques, toutes origines confondues, sont aussi hostiles à la politique de leurs dirigeants, pourquoi les laissent-ils faire ? « La vie, ici, n'a rien à voir avec celle d'une démocratie occidentale », répond Milivoje, qui rappelle les vaines tentatives, sous forme de grandes manifestations en faveur de la paix, pour ramener les combattants à la raison.

En fait, si le rejet par une grande partie de la population de la logique de guerre des dirigeants de Bosnie-Herzégovine a eu quelque effet sur ces derniers - parallèlement aux fortes pressions internationales - il les a surtout amenés à modifier leur discours sans toutefois modifier leurs positions de fond.

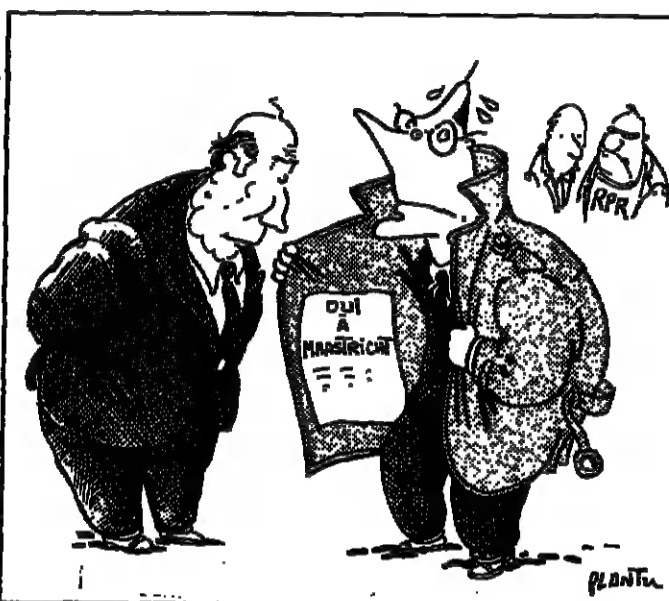
YVES HELLER

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 4

La construction de l'Union européenne

Le débat constitutionnel s'ouvre au Parlement

Le Parlement a ouvert, mardi matin 28 avril, la procédure qui conduira les députés et les sénateurs à débattre du projet de révision de la Constitution en préalable à la ratification des accords de Maastricht. Le ministre de la justice et le ministre délégué aux affaires européennes devaient être « auditionnés », en public, par la commission des lois de l'Assemblée nationale. Le RPR, qui espère encore « infléchir » les orientations de M. Mitterrand, a demandé, en vain, un report du débat.



Lire

■ L'épreuve décisive s'engagera au Sénat

par THIERRY BRÉHIER

■ Le RPR souhaite « infléchir » la démarche de la France

par OLIVIER BIFFAUD

page 8

POINTS DE VUE :

■ Maastricht, et alors ?

par ALAIN CARIGNON

page 6

■ L'accessoire et l'essentiel

par ALAIN MINC

page 2

■ Quelle démocratie ?

par RAPHAËL HADAS-LEBEL

page 2

Olivier Messiaen est mort

Le compositeur français Olivier Messiaen est mort dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 avril, à Paris, des suites d'une opération. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

L'oiseleur mystique

par Jacques Lonchamp

« Je ne suis pas un Français catholique », a dit Olivier Messiaen, mais un Français des montagnes, comme Berlioz. Il était né pourtant le 10 décembre 1908 en Avignon où son père Pierre Messiaen (qui traduisait Shakespeare quelques douze ans plus tard) était professeur d'anglais, mais très vite la famille déménageait à Amboise, puis, en 1914, à Grenoble où les Alpes marquaient définitivement l'âme du petit garçon. Il passera sa jeunesse et y composera ses grandes œuvres.

Se mère était le poète Cécile Sauvage, qui avait écrit en l'attendant un recueil, l'« Ame en bourgeon », poèmes de méditation d'une très pure et charnelle beauté, où la femme dialogue avec l'enfant qu'elle porte en elle. Messiaen leur attachait une sorte d'influence prophétique sur sa destinée.

Précocement, il apprend à lire à quatre ans (entre huit et quinze ans, j'ai dû dévorer quatre mille ouvrages) ; à huit-neuf ans, il joue du piano, compose une « Dame de Shalott » d'après Tennyson, découvre la « Damnation de Faust », Orphée, Alceste et Don Giovanni, dont on lui a donné les partitions, et tout le théâtre de Shakespeare qu'il déclame devant son petit frère Alain, ainsi que des tragédies de Calderon.

Lire la suite page 14

Les grumeaux de la « soupe » cosmique

La découverte par le satellite américain *Cobe* de filaments de matière aux confins de l'univers apporte une pièce essentielle au puzzle de la genèse du monde

par Jean-François Augereau et Jean-Paul Dufour

Les cosmologistes étaient heureux. Au fil des années, le Big Bang, leur belle explication de la genèse du monde, résistait tant bien que mal à tous les assauts. Certes, quand une nouvelle découverte survenait, quelques petites retouches étaient parfois nécessaires, mais l'ensemble n'était pas remis en cause.

Un point faible subsistait pourtant. Pour que les galaxies se forment et s'organisent comme on peut l'observer actuellement, il fallait que l'univers ait présenté, dans sa prime jeunesse, une certaine hétérogénéité. Or les observations les plus récentes semblaient prouver le contraire. Au moment où certains envisageaient de « revoir leur copie », le satellite *Cobe* (Cosmic Background Explorer), de la NASA, vient de mettre un terme à leurs doutes.

A l'issue d'une campagne de plus de 300 millions de mesures, réparties sur trois ans et demi, *Cobe* a enfin détecté, aux confins de l'univers, ces infimes variations de densité de matière qui pourraient être les reliques de ces « germes » (1) autour desquels se sont formés ces gigantesques ensembles de plusieurs milliards

d'étoiles que sont les galaxies (le Monde du 25 avril). Des galaxies dont la distribution dans l'univers est tout sauf homogène. Plus les instruments d'observation progressent, plus les preuves s'accroissent. « Vers le milieu des années 80 », raconte John Horgan (2), une équipe dirigée par Margaret Geller et John Huchra découvrit que les galaxies avaient tendance à s'agréger en longs filaments et en feuillets (3) et qu'elles avaient tendance à être réparties à la surface d'énormes bulles contiguës, un peu comme la mousse de la bière.

Plus tard, « une autre équipe mit en évidence une immense région vide, dans la direction de la constellation du Bouvier ». Phéno-

SCIENCES • MÉDECINE

■ L'ordinateur apprend à lire : doté d'un « stylo », il ne satisfait pas encore l'écriture, mais rend déjà bien des services. ■ Espèces imaginaires : la théorie des « primates volants » réfutée. ■ Au Cameroun, essai de purge du lac Monoun.

pages 17 et 18

mène unique ? Non. « Quelques autres ont depuis été identifiées ». Mieux, d'autres chercheurs, connus sous le nom des « sept samouraïs », ont montré que « la Voie lactée et de nombreuses galaxies voisines (semblaient) tomber vers une énorme masse à laquelle on a donné le nom de Grand Attracteur (le Monde du 24 janvier 1990) ».

Mais les astronomes ne parvenaient toujours pas à déterminer de façon indubitable les origines lointaines de ces hétérogénéités que l'observation prouvait à l'évidence. Aussi, pour expliquer la formation des galaxies et des amas de galaxies, recherchaient-ils des indices de ces agrégations de matière dans cette soupe que constituait l'univers primordial quelque 300 000 ans après cette gigantesque explosion que fut, voici 15 milliards d'années environ, le Big Bang.

Lire la suite page 18

(1) Même si l'image est simplifiée, c'est un peu comme ces poussins qui, dans les nuages, servent de germes de points d'ancrage aux futurs galaxies.

(2) Pour la science (décembre 1990).

(3) Des articles publiés en 1989 dans des revues spécialisées ont fait état de l'existence d'un Grand Mur constitué d'une bande de galaxies longue d'au moins 500 millions d'années-lumière, large de 200 millions d'AL et épaisse de 15 AL. (le Monde du 29 novembre 1989).

YANN QUEFFÉLEC

PRENDS GARDE AU LOUP

JULLIARD

Yann Queffélec
Prends garde
au loup



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 96 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Maastricht

L'accessoire et l'essentiel

par Alain Minc

AVEC Maastricht, la France est-elle en train de s'offrir un de ces psychodrames dont elle est familière et qui laissent l'Europe entière ? La grandiloquence ruse : le lyrisme mensonge ; le unilatéralisme d'instinct. Identité nationale contre citoyenneté ; les mânes de Jeanne d'Arc contre celles de Jean Monnet... Dans ce contexte, le débat se polarise sur les modalités - référendum ou non - sur les scores - droit de vote aux élections municipales, politique des visas, - jamais sur l'essentiel. Il en ira de ces inquiétudes comme des réminiscences que suscitant, au premier abord, l'union politique, et qui se sont effacées une fois évident le byzantinisme de la construction, voire son surréalisme : décider à l'unanimité de ce qui s'applique à la majorité...

L'union monétaire relève, elle, du pari pascalien. Si elle se fait, nous y gagnons ; si le passage à la monnaie unique ne réussit pas, évitons d'en porter la responsabilité. L'irréversibilité est un leurre élégant : ce ne sont pas des critères technocratiques de convergence qui serviront de frein à la situation européenne du moment vs à rebours de cet acte fondateur.

Que l'Allemagne réinstallée au cœur d'une grande Europe, n'y trouve plus son intérêt ; que la France s'inquiète d'un tête-à-tête monétaire avec l'Europe saxonne, parce que l'Italie, incapable de sortir de son déficit public, nous aura fait défaut ; et aucune clause d'irréversibilité n'y pourra rien. Un affrontement violent sur ce point n'en paraît que plus illusoire.

La dynamique d'une histoire

Rien ne nous garantit la monnaie unique, mais, aujourd'hui, nous devons en jouer la comédie, car, toutes choses égales par ailleurs, elle nous serait diablement utile. Par la reconnaissance partielle de souveraineté qu'elle permettrait si nous parvenions à fédérer, au sein de la Banque centrale, un bloc latin : chef de file de ce lobby, la France pèserait davantage qu'elle ne le fait aujourd'hui, avec une politique monétaire fixée à Francfort, et ce, sans la moindre échappatoire possible, n'en déplaise à tous les partisans, non plus du « socialisme dans un seul pays », mais du « corporatisme dans un seul pays ».

Par la rente éternelle de compétitivité que nous pourrions, par miracle, obtenir : face à des revendications salariales allemandes qui nous rappellent le temps où nous étions guère vertueux, l'engrangement, chaque année, un avantage de productivité, dès lors que le mark ne sera évidemment pas dévalué ; autant inscrire, dans le marbre des parités irrévocables, un écart de 10 % à 20 % qui nous serait ainsi à jamais acquis. Par l'intérêt que nous avons à contourner la lancinante question du financement de notre balance des paiements, contrainte dont l'économie française, même à ses meilleurs moments, n'a pas su s'évader. C'est la dynamique d'une histoire, désormais aléatoire, qui

sur le plan monétaire, tranchera : ne pas ratifier en préjuger ; ratifier la laisse libre. De là de vrais arguments en faveur de la ratification.

Premier argument : ne pas porter la responsabilité d'un échec, et éviter à nouveau le syndrome, près de quarante ans plus tard, de la Communauté européenne de défense. Sans Maastricht, l'Europe devient une zone de libre-échange, naturellement dominée par l'Allemagne, trop molle pour servir d'antidote aux forces centrifuges qui ont commencé à se manifester.

Avec Maastricht, le même panorama peut s'imposer, mais au moins n'est-il pas certain...

Si ce dérapage doit se produire, ce sera à l'initiative de l'Allemagne : qu'elle en porte, dès lors, la responsabilité historique ! Mais de grâce, évitons la politique de gribouille, qui, refusant Maastricht par crainte de la toute-puissance allemande, crée la seule situation qui lui permettra de se déployer à coup sûr, bonne conscience européenne en prime.

Deuxième argument : avec un continent à nouveau en liberté, le mythe européen demeure un des rares instruments de stabilité. Les pays de l'Est se sont libérés au nom de l'Europe, et ils continuent de lui prêter des vertus qu'elle est loin de présenter. Si cette illusion s'efface, il n'existera plus aucun frein à la balkanisation. Ni idéologique : seul ce rêve internationaliste tient lieu de contrepoids à la pression populiste. Ni politique : de quel droit nous préoccupons-nous du maintien d'un ordre minimal à l'est de feu le rideau de fer ? Ni économique : à gérer la régression de notre Europe, nous ne serions guère en état de prendre en charge l'autre. Ce serait à Varsovie, Prague et Kiev que les dégâts provoqués par l'échec de Maastricht seraient paradoxalement les plus grands.

Troisième argument : le traité clôt un chapitre de l'Europe, bien davantage qu'il en ouvre un. C'est la dernière étape d'un processus dont Staline fut autant le père que Jean Monnet. La construction communautaire classique est davantage un sous-produit de la crainte du communisme que du lyrisme fédéraliste. Maastricht en constitue le point d'orgue. Avec Brejnev à Moscou et Honecker à Berlin-Est, la négociation n'aurait guère été différente ; à peine plus facile. C'est une fois une conclusion convenable apportée à cette construction-là que nous pourrions enfin nous intéresser à l'Europe telle que l'histoire et la géographie l'ont reprise en charge.

Ratifier Maastricht, l'accessoire, afin de nous préoccuper de l'équilibre en Europe, désormais l'essentiel. La Communauté mesurera-t-elle, de ce point de vue, que son tempo n'est plus à la mesure d'une Histoire qui s'emballe ? Comprendra-t-elle que l'occident de l'Europe ne pourra durablement s'isoler des soubresauts de son orient ?

Au défi du désordre, les Français répondent par une fin de non-recevoir : ils condamnent les anciennes

démocraties populaires à attendre, pour adhérer à la Communauté, d'avoir fait leurs canons de l'économie de marché. Etrange paradoxe qui voit des socialistes français, peu désireux de privatiser à domicile, encourager les pays de l'Est à accélérer leurs propres privatisations s'ils veulent nous rejoindre.

L'approche des Allemands ressemble, elle, à la réaction des États-Unis décidant de réduire la pression migratoire mexicaine en embarquant le Mexique dans le grand marché nord-américain : ils prônent un élargissement rapide, avec la certitude d'une superproduction peu menacée par les productions à bas coûts de main-d'œuvre des nouveaux adhérents et persuadés de mieux les contrôler au sein de la Communauté que de l'extérieur.

Le politique avant l'économique

Il n'existe à ce dilemme de l'élargissement de la Communauté qu'une seule réponse. Elle doit inventer une démarche qui vrait l'adhésion politique précéder l'adhésion économique. Adhérer politiquement à la Communauté supposerait l'acceptation de règles précises : respect de la démocratie, un statut type pour les minorités, l'acceptation de l'arbitrage pour régler les différends territoriaux et la légitimation, en cas de non-exécution desdits arbitrages, d'un droit d'intervention communautaire. Membres politiques de la Communauté, les nouveaux adhérents en auraient les attributs symboliques et participeraient aux mécanismes de la coopération politique et à d'autres actions communes comme en matière d'environnement.

Une fois admis à l'étape politique, les anciens pays communistes discuteraient, avec un calendrier moins contraignant, de leur intégration au sein des procédures économiques. Et ce jour-là apparaîtraient les évidences : ce qui est possible à terme de cinq ans pour la Hongrie requerra peut-être le double pour la Pologne, et à l'aboutir jamais pour la Bulgarie ou la Roumanie, qui devront se contenter, sur ce seul plan, d'une association à l'instar des pays du Maghreb.

Au moins échappera-t-on à la fatalité qui conduit aujourd'hui à violer artificiellement les structures économiques, afin de répondre à une exigence d'adhésion, qui relève, elle, de l'ordre politique.

A hiérarchiser à nouveau les ordres, politique d'abord, économique ensuite, les Européens ne feront d'ailleurs que revenir à la réalité historique. C'est parce que Yalta avait congelé l'Europe que la construction européenne avait pris le détour de l'économie. Lorsque l'histoire est froide - au sens où Lévi-Strauss parlait de sociétés froides -, l'économie prime la politique ; lorsqu'elle est chaude, la politique reprend l'ascendant. Maastricht ratifié, ne nous trompons pas de parti.

Quelle démocratie ?

par Raphaël Hadas-Lebel

DERRIÈRE les controverses en cours autour de la souveraineté nationale se profile un autre débat non moins central sur une question simple : quelle démocratie pour l'Europe ? Ceux qui attendaient de Maastricht une transformation révolutionnaire de l'équilibre des pouvoirs entre les diverses institutions de la Communauté européenne auront sans doute été déçus. Le bel édifice en forme de temple grec construit à Maastricht comporte en principe trois piliers. Mais deux d'entre eux, portant respectivement sur la politique étrangère et la sécurité commune (PESC), et sur la coopération judiciaire et policière (avec notamment le dossier éminemment sensible de l'immigration) relèvent plutôt des techniques intergouvernementales classiques, qui mettent en présence les exécutifs nationaux.

Seul le pilier central, celui du marché unique complété par l'union économique et monétaire, revêtira un caractère communautaire, toute référence à sa « vocation fédérale » ayant été supprimée pour ne pas faire de peine aux Britanniques. Or les réformes envisagées de l'organisation communautaire ne font apparemment qu'une place modeste au renforcement des procédures démocratiques, alors que le domaine d'action de la Communauté devrait être sensiblement élargi : pas moins de vingt-quatre domaines d'action sont énumérés dans le projet de traité, dont plusieurs matières nouvelles (industrie, énergie et circulation des personnes (avec le problème des visas), réseaux trans-européens, protection de la santé, protection des consommateurs, éducation-formation et même culture).

Primauté de l'exécutif

L'organe communautaire par excellence, la Commission, titulaire à la fois du pouvoir de proposition et de mise en œuvre des politiques communautaires, continue de n'avoir qu'un lien ténu avec la volonté populaire. Le président de la Commission - c'est assurément le cas de M. Jacques Delors - s'est certes acquis une autorité incontestée. Mais, avec ses dix-sept membres désignés (pour cinq ans au lieu de quatre à partir de 1995) par les dirigeants des douze États membres, la Commission demeure une structure lourde, qui chapeaute une abondante bureaucratie de plus de douze mille fonctionnaires souvent regardée comme technocratique et échappant à tout contrôle. A quoi s'ajoute cette multitude d'organes de gestion regroupés sous le terme éloquent de « comitologie ». Un seul élément de ceu de la Commission - jusqu'ici théorique - dont pourrait disposer le Parlement européen à la majorité des deux tiers : l'association du président de la Commission et surtout l'investiture de cette Commission par l'Assemblée.

L'Assemblée européenne devient-elle pour autant un véritable Parlement ? Outre ce pouvoir d'investiture de la Commission, le futur traité lui donne le droit de constituer des commissions d'enquête, de recueillir des pétitions, de désigner un médiateur. Il

introduit surtout, pour un ensemble de treize domaines (principalement liés au marché unique, mais pouvant toucher aussi à l'éducation, la formation, l'environnement, la santé et la culture, la protection des consommateurs), une procédure passablement lourde dite de codécision entre le Conseil et l'Assemblée, comportant l'intervention d'une instance puritaine de conciliation et surtout un pouvoir de veto final pour le Parlement.

Dans d'autres domaines, la procédure de coopération issue de l'acte unique continue de s'appliquer : elle comporte un système de navettes au terme desquelles le Conseil ne peut passer outre aux amendements du Parlement qu'à l'unanimité. Même si l'acquis est loin d'être négligeable, le Parlement européen fait apparemment la fine bouche sur les résultats obtenus.

Cette appréciation est partagée par certains États, dont l'Allemagne, qui voient dans le Parlement européen le principal garant de la « légitimité démocratique » de la future Union. Mais force est de constater que l'idée selon laquelle le Parlement européen pourrait devenir à terme le véritable détenteur du pouvoir législatif, face à une Commission titulaire de l'exécutif et à un conseil des ministres réduit au statut d'une Chambre des États, relève plus de l'utopie que d'une juste appréciation des réalités politiques actuelles.

Tout laisse prévoir qu'en matière de politique étrangère et - plus encore - de défense, les esprits ne sont pas mûrs pour autre chose qu'un dispositif faisant une grande place au Conseil européen. C'est-à-dire aux chefs d'État et de gouvernement des États membres statuant le plus souvent à l'unanimité, et sur quelques rares mesures d'application, à la majorité qualifiée. Le développement de l'union économique et monétaire confèrera à terme un rôle décisif à une banque centrale européenne, dotée d'un large statut d'indépendance - à l'égard de tous les pouvoirs démocratiquement élus - pour la gestion de la monnaie unique : encore heureux qu'elle n'interfère pas trop dans la définition des grandes options économiques dont les ministres voudront conserver la maîtrise.

La Cour de justice des Communautés européennes, autre organe indépendant et sans rattachement démocratique, continuera à jouer un rôle actif dans le contrôle de l'application du droit communautaire. Quant au conseil des ministres, son rôle restera dominant, surtout après l'extension du vote à la majorité qualifiée - et non plus à l'unanimité - pour toute une série de domaines nouveaux couvrant, au-delà de la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, une bonne partie du domaine économique et - selon une procédure *ad hoc* excluant les Britanniques - social.

Quatre propositions

Faut-il se plaindre de ce primat donné à l'exécutif ? Outre qu'il est la condition d'un minimum d'efficacité, il n'est pas sûr que tout accroissement de la légitimité démocratique doive passer exclusivement par un renforcement des compétences du Parlement européen, trop souvent guetté par les travers du régime d'assemblée. Cette institution n'aura guère qu'une légitimité relative tant que ses membres - à commencer par les membres français, élus à la proportionnelle sur une liste nationale - n'auront pas un lien direct avec l'électeur de base, à l'égard duquel ils se sentent fort peu responsables. Quant au Conseil européen et au conseil des ministres, pour n'avoir pas d'enracinement populaire direct, ils n'en sont pas moins l'émulsion de gouvernements démocratiquement élus et responsables devant leurs Parlements.

Au demeurant, la Communauté qui se construit actuellement relève moins du transfert unilatéral - et nécessairement controversé - de la souveraineté des États à l'Union que d'un système original - et même inédit - de partage de souveraineté. Dès lors le caractère démocratique de son fonctionnement ne devra pas seulement s'appuyer au niveau communautaire, même si les progrès de la démocratie y passent en effet par le renforcement du rôle du Parlement européen, mais aussi au niveau des États membres. C'est d'autant plus évident que cet ensemble de trois cent quarante millions d'habitants est promis, tôt ou tard, à un élargissement plus ou moins marqué de son périmètre : une communauté à quinze ou vingt États ne pourra fonctionner comme la

bonne vieille communauté à six en 1958.

Il n'est donc pas trop tard pour réfléchir dès maintenant aux moyens d'insuffler un supplément de démocratie dans la future Union communautaire. Quatre orientations peuvent en particulier inspirer cette réflexion. En premier lieu, de sensibles progrès peuvent être accomplis pour mieux associer les Parlements nationaux au fonctionnement de la Communauté. Ainsi, rien ne s'oppose à ce que, comme le fait la Chambre des communes, les Parlements des États membres soient associés de façon précoce, systématique et approfondie à l'examen des projets communautaires avant leur discussion en conseil : les ministres se sentiraient plus directement responsables des positions qu'ils prennent à Bruxelles.

Quant à l'institution, proposée par Paris, d'une conférence des Parlements ou d'un congrès réunissant des députés européens et des représentants des Parlements nationaux, elle constituerait un bon moyen de créer un climat de coopération entre des institutions dont les intérêts sont moins contradictoires qu'il n'y paraît.

Le souci démocratique trouverait, en second lieu, une utile application dans une mise en œuvre effective du principe - souvent perçu de manière abstraite - de « subsidiarité » : si l'on veut éviter la réaction de rejet que l'on constate aujourd'hui à l'égard de la multiplication des réglementations communautaires, il convient de ne réaliser au niveau de l'Union que les actions qui, en raison de leur dimension et de leurs effets, ne peuvent pas être plus utilement réalisées au niveau des États ou des régions, plus proches des citoyens auxquels elles s'appliquent.

Le recours, notamment en matière sociale, à des accords entre partenaires sociaux est un autre moyen - alternatif à la loi - d'assurer concrètement une participation démocratique. Enfin, il ne faut pas exclure, pour certains problèmes d'importance majeure - comme l'élargissement de la Communauté - ou intéressant directement l'opinion, le recours à certaines formes de démocratie directe qui puissent donner aux habitants de l'Europe le sentiment concret qu'ils sont les citoyens d'une même Communauté.

Beaucoup a été écrit sur le « déficit démocratique » dont souffrirait une Communauté perçue comme technocratique, voire oligarchique. Ce diagnostic reflète dans une large mesure la réalité. Mais nous ne nous trompons pas de remède. Au niveau de l'Union européenne comme à celui des États, une démocratie strictement institutionnelle et abstraite ne peut que s'étioler. Elle ne s'enracine que si elle est imaginative, concrète et plurielle.

► Raphaël Hadas-Lebel est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile : « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Imprimé au « Monde » 12, r. M.-Gambourg 94852 IVRY-CEDEX (1991)

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.808 F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Cro, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc : MONDIPUB 634 128 F

Téléc : 46-62-72-71 - Société mère de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléc : 281.311 F

ABONNEMENTS 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-ITALIE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 630 F	2 065 F	2 980 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Facile à avoir l'obligation d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP. Paris 92 201 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

- Jacques Lesourne, gérant
- Brune Freppet, directeur de la publication
- Jacques Gulu, directeur de la rédaction
- Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

- Jean-Marie Colombani
- Robert Solé (présent au directeur de la rédaction)

Yves Agnès

Jacques Amalric

Thomas Feraucy

Philippe Hottelmann

Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

- Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
- Jacques Fauriol (1959-1983)
- André Laurens (1983-1985)
- André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

ÉTRANGER

ALLEMAGNE : après l'annonce de la démission de M. Genscher

L'annonce, lundi 27 avril, par M. Hans Dietrich Genscher, ministre allemand des affaires étrangères, de sa prochaine démission (*Le Monde* du 28 avril) a suscité de nombreuses réactions en forme d'hommage. M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, a souligné (*nos dernières éditions* du 28 avril) que le ministre démissionnaire « a marqué son temps (...), a compté et comptera encore sur la scène internationale ». M. Genscher est « un homme éminemment pacifiste dans le bon sens du terme, démocrate dans le bon sens du mot », a précisé M. Dumas, qui a ajouté : « Je souhaite qu'il puisse poursuivre sa vie publique pour le bien de son pays, celui de la

construction européenne et la consolidation de la paix dans le monde. »

A Washington, M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, a exprimé à M. Genscher sa « tristesse de savoir que son ami ne serait plus le doyen des ministres des affaires étrangères » et « lui a dit qu'il lui manquait », a indiqué lundi le porte-parole du département d'Etat.

A Londres, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a lui aussi fait part de sa « tristesse personnelle » et a jugé que M. Genscher a été « un dirigeant européen exceptionnel et l'un de ceux qui ont le plus contribué à la fin de la guerre froide ».

Le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, dont les relations

avec M. Genscher n'étaient pas des plus cordiales, a déclaré que le départ de ce dernier « constituait une grosse perte pour la diplomatie internationale, dans laquelle il occupait une place prééminente ». Il a, par ailleurs, estimé que le nouveau ministre allemand des affaires étrangères « travaillerait pendant un certain temps dans l'ombre de l'empreinte profonde laissée par M. Genscher ».

M. Mario Soares, le président de la République portugaise, a jugé que M. Genscher, qualifié d'« ami du Portugal », a « joué un rôle fondamental » dans la construction de l'Europe.

M. Kohl va renforcer son autorité sur la politique étrangère

BERLIN

de notre correspondant

La nomination rapide de M. Imgard Schwaezter (voir ci-contre) pour remplacer M. Hans Dietrich Genscher à la tête du ministère des affaires étrangères a coupé court, lundi 27 avril, aux

discussions sur un éventuel remaniement du gouvernement allemand, prévu seulement pour la fin de l'année.

Le départ, annoncé le même jour, du ministre de la santé, de M. Gerd Hasselhoff, membre du parti chrétien-social (CSU) de Bavière, a été immédiatement suivi, lui aussi, par la promotion

d'un autre Bavarois, M. Horst Seehofer, jusqu'alors secrétaire d'Etat aux affaires sociales. M. Hasselhoff, dont la gestion était critiquée, s'est retiré, après que l'un de ses plus proches collaborateurs eut été convaincu d'espionnage, dans le passé, au profit d'un ex-pays communiste.

En laissant au Parti libéral (FDP) le ministère des affaires étrangères, le chancelier Helmut Kohl n'a sans doute pas fait plaisir à tous ceux qui, au sein de son propre parti, le Parti chrétien-démocrate (CDU), et dans la CSU bavaroise, souhaitaient récupérer le plus vite possible la diplomatie allemande. Mais il s'est épargné d'interminables négociations au sein de la coalition, à un moment déjà difficile.

Le départ de M. Genscher suscite dans la presse et les milieux politiques, encore sous le choc, de multiples spéculations. L'effacement du devant de la scène d'un tel poids lourd rend beaucoup plus incertaines les chances du Parti libéral de demeurer la charnière indispensable qu'il a été depuis la première coalition formée entre les libéraux et les sociaux-démocrates, en 1969. Dans l'immédiat, il va forcer M. Kohl, dont M. Genscher était le seul véritable contrepoint au sein du gouvernement, à assumer à lui tout seul la réalité du pouvoir. Cela est particulièrement vrai dans le domaine de la politique étrangère et de l'unification européenne.

Logiques divergentes

Le président du Parti social-démocrate, M. Björn Engholm, a rendu hommage, lundi, à M. Genscher, en soulignant qu'il avait su préserver, d'une coalition à l'autre, « la continuité et la stabilité de la politique étrangère allemande ». Cette déclaration n'est pas sans piment si l'on se rappelle les violentes attaques du Parti social-démocrate en 1982 contre la politique de sécurité du nouveau gouvernement lors de la crise des missiles de l'OTAN. En revanche, il est vrai que sa présence a permis de maintenir le cap d'une politique

Le chancelier avait, peu à peu, pris personnellement en main, ces dernières années, les affaires de la Communauté européenne. Après le remplacement de M. Gerhard Stoltenberg par M. Volker Rübe, un de ses proches, au ministère de la défense, le départ de M. Genscher va renforcer l'autorité de la Chancellerie sur la définition de la politique étrangère.

« Ces changements permettent au chancelier de poursuivre la mise en place de la relève de son choix au sein de son propre parti. Il a annoncé lui-même, lundi, la nomination de M. Peter Hinz, quarante-deux ans, comme nouveau secrétaire général de la CDU en remplacement de M. Rübke. C'est à cet ancien pasteur, originaire de la région de Bonn, que revient désormais la tâche de poursuivre l'intégration des deux partis de l'Est et de l'Ouest et de préparer la grande année électorale de 1994.

HENRI DE BRESSON

o Régulateur en procès Schwammberger. — La réduction criminelle à perpétuité a été requise, lundi 27 avril à Stuttgart, contre l'ancien adjudant nazi Josef Schwammberger, dont le procès, ouvert en juin 1991, est considéré comme l'un des derniers d'un grand criminel de guerre nazi. — (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : élection « historique » à la Chambre des communes

« Madam Speaker ! »

La Chambre des communes a élu, lundi 27 avril, M^{me} Betty Boothroyd, parlementaire travailliste de la circonscription de West-Bromwich (région de Birmingham), au poste de « speaker », en remplacement de M. Bernard Weatherill (conservateur), qui ne se représentait pas. M^{me} Boothroyd l'a emporté avec une majorité de 134 voix (372 voix contre 238) sur M. Peter Brooke, ancien ministre chargé de l'Irlande du Nord, candidat officiel des Tories.

LONDRES

de notre correspondant

Depuis sa création, en 1258, le poste de speaker de la Chambre des communes — dont le titulaire, assisté de trois *deputy-speakers*, préside les débats — a toujours été occupé par des hommes. En rompant ainsi avec plus de sept siècles de tradition, les parlementaires ont corrigé, symboliquement, le déséquilibre des sexes aux Communes, où les femmes ne représentent que 9 % des élus.

C'est aussi la première fois, depuis plus de quarante ans, que la désignation du speaker donne lieu à une élection disputée, la tradition voulant que ce choix soit le résultat d'un consensus.

Enfin, en général, l'élu est issu des rangs du parti majoritaire. Le premier ministre, M. John Major, avait fait savoir que tel était son souhait, mais M. Brooke avait contre lui d'avoir appartenu au dernier gouvernement de M. Major : le délai était un peu court pour occuper les fonctions de speaker, dont le rôle est aussi de défendre les droits des empiétements de l'exécutif.

M^{me} Boothroyd, qui est âgée de soixante-deux ans, et dont le titre officiel devient « *Madam speaker* », a bénéficié des divisions dans les rangs du parti conservateur qui, outre M. Brooke, présentait trois autres candidats. Soixante-quatre parlementaires Tories ont voté en sa faveur, soulignant ainsi le soul d'indépendance de la Chambre des communes : *deputy-speaker* depuis 1987, M^{me} Boothroyd s'est acquise une réputation d'autorité, d'impartialité et de sens de l'humour — qualités réputées indispensables pour ce poste — qui lui ont valu d'être soutenue par cette forte proportion de parlementaires conservateurs.

Ancienne danseuse professionnelle, et parlementaire depuis 1973, elle devient le cent cinquante-cinquième speaker des Communes, et le premier, depuis la seconde guerre mondiale, à être issu des rangs de l'opposition.

LAURENT ZECCHINI

M^{me} Schwaezter : une bagarreuse aux convictions européennes

BONN

de notre correspondant

Pour la première fois dans l'histoire allemande, c'est à une femme, M^{me} Imgard Schwaezter, que doit être confié le ministère des affaires étrangères, après le retrait de M. Hans Dietrich Genscher, annoncé pour le mi-mai. Née en 1942, à Münster, en Westphalie, la future responsable de la diplomatie allemande a été pendant trois ans, de 1987 à 1990, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargée de coordonner la politique européenne des divers ministères.

Après que le chancelier Helmut Kohl ait rendu public son intention de ne pas toucher à l'équilibre de sa coalition gouvernementale, il est revenu à la direction du parti libéral (FDP), dont M. Genscher est président d'honneur, d'indiquer son choix. Vice-présidente de sa formation depuis 1988, M^{me} Schwaezter dirigeait le difficile ministère de la construction, depuis la constitution, en janvier 1991, du premier gouvernement de l'Allemagne réunifiée. Elle a été proposée pour ses nouvelles fonctions, lundi 27 avril, de préférence à l'autre candidat possible, le ministre de la justice, M. Klaus Kinkel.

Avec elle est promue au plus haut niveau de la politique allemande une bagarreuse, non dépourvue de charmes. Ses années à Bonn ont transformé l'ancien cadre de l'industrie pharmaceutique de Rhénanie du Nord, un peu engoncée dans ses tailleurs bon genre, en une figure de l'establishment politico-mondain allemand, au look plus soigné. Son mariage, l'année dernière, à quarante-neuf ans, avec un journaliste en vue de la presse audiovisuelle allemande, M. Udo Philipp, a fait sensation. En guerre perpétuelle contre l'autre « poulain » de M. Genscher, le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, pour la relève du pouvoir au sein du Parti libéral, elle avait déjà postulé pour sa présidence en 1988, face au comte Otto Lambsdorff. Elle avait été battue de justesse.

Libérale mais sociale

M^{me} Schwaezter a eu une ascension rapide au sein du Parti libéral, après le changement de coalition opéré par MM. Genscher et Lambsdorff à l'automne 1982. Ce changement, qui avait porté au pouvoir le chancelier Helmut Kohl, avait provoqué une hémorragie au sein du parti, déserté par son aile gauche. Elue député en 1980, réélue en 1983, M^{me} Schwaezter était nommée la même année secrétaire général du FDP. Elle occupera cette



fonction pendant trois ans avant de devenir trésorière du parti. Face aux économistes libéraux à tout crin incarnés par M. Möllemann, elle défend une conception politique plus sociale.

Comme ministre de la construction, M^{me} Schwaezter était chargée d'un domaine doublement en crise. A l'Ouest, où l'afflux de réfugiés et d'immigrés pèse lourdement sur un marché déjà tendu à cause des changements de mode de vie. A l'Est, où le régime communiste de l'ex-RDA a légué un parc immobilier qui doit être complètement rénové et où l'Etat est obligé de maintenir une politique de contrôle des loyers pour éviter une flambée insupportable des prix. Sans faillir à sa réputation de bonne gestionnaire, il lui en faudra plus pour s'affirmer dans ses nouvelles fonctions.

La succession est lourde à assumer. M. Genscher avait fait du ministère des affaires étrangères un appareil tout-puissant et tout à sa dévotion, auquel on reprochait parfois, au sein du Parti chrétien-démocrate, sa trop grande autonomie. Tout comme son chef, le FDP était suspecté par les orthodoxes de l'intégration européenne de flirter depuis la réunification avec une politique jugée trop nationale en direction de l'Est.

Ceux-là devraient être rassurés par la personnalité de M^{me} Schwaezter, qui a, de tout temps, marqué ses convictions européennes et fait partie de la minorité du groupe parlementaire libéral à avoir voté contre Berlin comme siège du gouvernement. M. Roland Dumas et M^{me} Elisabeth Guigou, ministres français des affaires étrangères, et des affaires européennes, devraient également trouver en M^{me} Schwaezter, qui parle le français, une interlocutrice disposée à maintenir les bonnes relations de travail que M. Genscher avait cultivées avec Paris.

H. de B.

Les troupes russes quittent l'Ossétie du Sud

L'arrivée de M. Edouard Chevardnadze au pouvoir en Géorgie ayant permis une relative accalmie dans les combats autour de Tskhinvali entre milices géorgiennes et osètes, les troupes russes de l'intérieur, ainsi que celles de l'armée soviétique passées dans le Caucase sous direction russe, devaient se retirer, lundi 27 avril, de cette région, où quelque 500 personnes ont été tuées depuis novembre 1989. A cette date, l'Ossétie du Sud avait réclamé sa séparation de la Géorgie et son rattachement à l'Ossétie du Nord, qui fait partie de la Fédération de Russie. Mais une partie des milices géorgiennes sur place restent fidèles au président géorgien en fuite Zviad Gamsakhourdia et poursuivent le siège du chef-lieu osète Tskhinvali.

Lundi, la « Confédération des peuples du Caucase », réunie dans cette ville, a menacé d'« intervenir militairement » s'il n'est pas mis fin au « génocide de la population d'Ossétie du Sud ». Cette « confédération » groupe des représentants d'une dizaine de peuples du Caucase du Nord, qui se trouvent soit au pouvoir — comme ceux de la République tchétchène — soit dans l'opposition aux autorités locales pro-russes. — (AFP, Tass)

A Paris Appel à une manifestation après l'assassinat d'une trotskiste américaine à Moscou

Le 9 février dernier, Martha Philip, une Américaine de quarante-trois ans, était retrouvée morte dans l'appartement de Moscou où elle résidait depuis environ un an. Après avoir porté de mort naturelle, les autorités russes conclurent, à la suite d'une autopsie, à un assassinat par strangulation accompagné de coups.

Il se trouve que la victime, qui enseignait l'anglais à l'université russo-américaine, militait depuis vingt ans à la ligue spartakiste américaine et était le porte-parole en Russie de la Ligue communiste internationale. Ses amis, qui soulignent son « opposition déterminée aux menées contre-révolutionnaires de Boris Eltsine » et dénoncent la « passivité de la police moscovite », rappellent que la victime avait été agressée quelques semaines plus tôt « par un fasciste de Poutine » et que sa mort a précédé de quelques heures une manifestation antigouvernementale organisée à Moscou. A Paris, la Ligue trotskiste de France appelle à une manifestation devant le consulat de Russie, 8 rue de Prony, jeudi 30 avril à 9 heures.

QUI EST TAPIE ?



Factuel, fourmillant d'informations et de témoignages, ce livre, en racontant sans complaisance la vie de Bernard Tapie, démystifie le personnage mais surtout en décèle bien des clés.

Jean-Marcel Bouguereau / L'Evénement du jeudi

Seule une biographie "non autorisée" comme celle-ci pouvait lever le voile. Jubilaire et édifiant. Le Point

Passionnant car indépendant. Une biographie qui se lit comme un véritable roman. Bernard Mazières / L'Express

Collection L'Esprit des Fois dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rothman

Editions du Seuil

EUROPE

Boycottée par la communauté internationale

La création d'une « troisième Yougoslavie » a été accueillie dans l'indifférence à Belgrade

Le Parlement de l'ex-Yougoslavie a proclamé, lundi 27 avril, la Constitution d'une nouvelle République fédérale de Yougoslavie formée du Monténégro et de la Serbie. La naissance de cette « troisième Yougoslavie » a été accueillie avec indifférence par la population de Belgrade, qui ne fonde, semble-t-il, aucun espoir sur cette nouvelle « union forcée » décidée par le régime de Belgrade.

BELGRADE

de notre correspondant

Alors que certains regrettaient avec une certaine amertume la fin de la « deuxième Yougoslavie », d'autres reprochaient à la Serbie de ne pas s'être constituée en Etat indépendant. La nouvelle Fédération serbo-monténégrine, qui prétend assurer la continuité de l'Etat yougoslave né le 1^{er} décembre 1918 de l'association des Serbes, des Croates et des Slovènes et reconstituée le 29 novembre 1945 par Josip Broz Tito, ne sera pas automatiquement reconnue par la communauté internationale comme elle l'espérait.

En effet, les principaux pays occidentaux, dont les Etats-Unis, ont boycotté la proclamation de la Constitution. A l'exception de la Grèce, représentée par un chargé d'affaires, les pays membres de la CEE ont refusé d'assister à la cérémonie. Seuls, les ambassadeurs des pays non alignés étaient présents, ainsi que ceux de Chine et de Russie. Pour le moment, il semble que le sort de la « troisième Yougoslavie » dépende de l'attitude de la Serbie, menacée d'être mise au ban des nations si elle ne met pas un terme à « son agression contre la Bosnie-Herzégovine » avant le 29 avril, selon les termes de l'ultimatum américain.

Le Parlement a également adopté une déclaration aux termes de laquelle la République fédérale yougoslave s'engage à contribuer au règlement pacifique de la crise

et à reconnaître les Républiques de la « deuxième Yougoslavie » qui ont fait sécession, dès l'aboutissement des négociations menées dans le cadre de la conférence de paix.

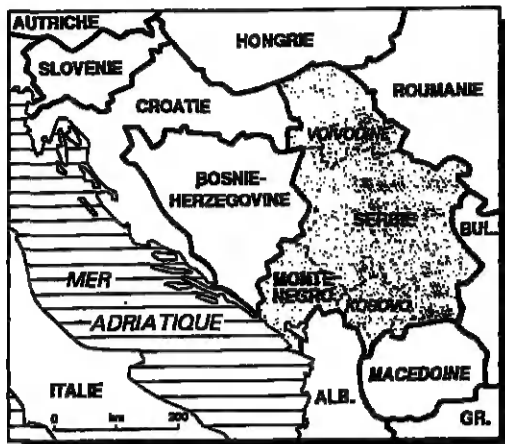
La nouvelle Yougoslavie s'engage, par ailleurs, à négocier avec les parties concernées le partage des biens et des dettes de l'ex-Yougoslavie. Elle affirme, d'autre part, n'avoir aucune prétention territoriale et se déclare favorable au rétablissement des relations économiques entre les Républiques de l'ex-Yougoslavie. Enfin, elle s'engage à respecter les droits de l'homme et des minorités nationales selon les critères internationaux.

Un bouclier pour la Serbie

En créant de toute urgence une Fédération serbo-monténégrine deux jours avant l'expiration de l'ultimatum de la CSCE et des Etats-Unis contre Belgrade, il est clair que le nouvel Etat doit servir de bouclier à la Serbie. Cependant, cette manœuvre ne devrait pas aboutir si cette République, qui continue à nier son implication dans le conflit en Bosnie-Herzégovine, ne renonce pas immédiatement, et de concert avec l'armée fédérale, à son intervention armée

dans les Républiques voisines. Avec une superficie de 102 173 km² et une population de 10,5 millions d'habitants, la « troisième Yougoslavie », qui aura pour capitale Belgrade, sera deux fois plus petite que la précédente. Elle sera peuplée par une forte majorité de Serbes (62,3 %) et une faible minorité de Monténégrins (5 %). Elle comptera plusieurs minorités ethniques : des Albanais de souche (16 %), des Musulmans (3,1 %), des Hongrois, des Ruthènes, etc.

Elle sera dotée d'une Constitution « moderne, brève et claire, basée sur le principe de l'égalité des citoyens et garantissant le pluralisme politique et économique », affirment les auteurs de la Constitution. Le Parlement fédéral, qui élit le président de la République, comprendra deux assemblées : une Chambre fédérale et une Chambre des Républiques, qui seront élues respectivement le 31 mai et le 30 juin. La langue officielle sera le serbe et l'alphabet le cyrillique. Le nouvel Etat pourra s'élargir à toutes les Républiques qui désirent s'associer. Cette clause de la Constitution devrait encourager les Républiques sécessionnistes serbes autoproclamées en Bosnie-Herzégovine et en Croatie à faire valoir leurs droits à l'autodétermination pour se rattacher à la nouvelle Fédération.



cher à la nouvelle Fédération. Depuis plusieurs mois, Belgrade avait entrepris de reconstituer une nouvelle Yougoslavie et comptait rallier la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine.

Lorsque ces deux Républiques se sont prononcées par voie référendaire en faveur de l'indépendance, Belgrade a dû se résoudre à former une mini-Yougoslavie avec le seul Monténégro.

Minorités réticentes

Les menaces d'isolement ont entraîné les autorités de Belgrade à entamer une véritable course contre la montre et, le 23 avril, les Parlements de Serbie et du Monténégro ont adopté le projet de Constitution de la future Yougoslavie. L'opposition monténégrine, qui réclamait l'ajournement du rattachement des deux Républiques, n'a pas participé au vote.

De son côté, l'opposition serbe, pourtant favorable à l'établissement d'une Fédération, n'a pas assisté à la célébration de l'événement lundi au Parlement de Belgrade. Elle n'a, en effet, pas ménagé ses critiques, accusant le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, d'avoir concocté une Constitution taillée spécialement pour lui et fortement teintée de communisme.

Les minorités ethniques restent, pour leur part, réticentes, craignant une domination des Serbes. Les Musulmans, notamment, perdent le statut de peuple dont ils jouissaient depuis vingt ans et, par conséquent, le droit à l'autodétermination. Enfin, les Albanais, qui représentent le deuxième groupe ethnique de la nouvelle Yougoslavie, désapprouvent la création d'une Fédération faite par les Serbes et pour les Serbes. En signe de protestation, les treize représentants albanais du Kosovo qui siègent au Parlement fédéral ont boycotté la proclamation de la nouvelle Constitution yougoslave.

FLORENCE HARTMANN

Le sort incertain de l'armée fédérale

BELGRADE

de notre correspondant

A la date du lundi 27 avril, l'armée yougoslave, telle qu'elle existait depuis 1945, ne peut plus justifier juridiquement sa présence en Bosnie-Herzégovine ou en Croatie.

Sans attendre, les autorités de Sarajevo ont exigé le retrait de cette armée, tout en offrant la possibilité aux militaires qui désirent demeurer dans cette République de se mettre au service de la défense territoriale bosnienne.

Les sécessionnistes serbes de Bosnie ont répondu en offrant aux militaires qui le souhaitent de rejoindre les milices serbes.

De son côté, Belgrade a

annoncé préparer un projet de transformation de l'actuelle armée.

Les citoyens de la nouvelle Yougoslavie servent dans l'armée seront rapatriés en Serbie et au Monténégro et constitueront les nouvelles forces armées de la Fédération serbo-monténégrine. La dislocation de l'armée fédérale s'annonce toutefois difficile.

A titre d'exemple, 90 % des effectifs stationnés en Croatie sont originaires des enclaves serbes de cette République. Or ils pourraient être tentés de former le noyau d'armées serbes locales...

F. H.

« Logique de guerre » à Sarajevo

Suite de la première page

C'est particulièrement manifeste en ce qui concerne le Parti démocratique serbe (SDS), dont le chef, M. Radovan Karadzic, a présenté la semaine dernière une « plateforme » au ton général relativement modéré, dans laquelle il est question du refus de tout « fait accompli » et de toute conquête territoriale par la force ainsi que de toute annexion d'une partie de la République par l'un de ses voisins.

Mais il y a également question d'une officialisation de la division de Sarajevo en trois « capitales » — musulmane, serbe et croate. Une division qui s'est, jusque-là, faite au canon, sans égard pour la population civile, première victime d'une guerre censée être menée pour la protéger. Pour la protéger de qui ? D'un « autre » — d'un voisin, d'un ami ou d'un parent ayant l'infortune d'être d'une origine différente — qui, à l'entendre certains acteurs du conflit, tient sa violence de sa seule filiation.

La peur d'être massacrés

Si les Serbes ne veulent ainsi pas vivre dans un nouvel Etat bosniaque dominé par une alliance entre Musulmans et Croates, c'est simplement qu'ils « ont peur d'être massacrés », explique le général Milutin Kukanjac, chef des unités serbo-fédérales stationnées en Bosnie-Herzégovine. Car, pour lui, il ne fait aucun doute que la République bosniaque indépendante réclamée par l'ensemble des Musulmans et une bonne partie des Croates est exactement de même nature que l'Etat créé pendant la seconde guerre mondiale, sur les territoires croate et bosniaque, par Hitler et Mussolini et confié au sinistre dictateur Ante Pavelic. La méfiance est telle que, lorsque l'on signe un cessez-le-feu à Sarajevo, on ne le fait pas en commun mais séparément, en évitant soigneusement de se rencontrer.

Pour la population, le contre-coup de cette attitude est de plus en plus dur à supporter. Outre la mort, le sang, la peur, c'est la désorganisation totale. Les commerces ouvrent de façon épisodique, tout comme les banques devant lesquelles s'alignent de longues files de gens en quête d'un argent liquide en voie de disparition. C'est une vie économique en lambeaux, une vie familiale déchirée. C'est l'éternel spectacle de traces de combats, de verre pilé sur la chaussée, de vitres cassées et de vitrines barrees de papier collant.

Alors, fuir à défaut de pouvoir peser sur les décisions de dirigeants et de groupes armés déterminés à en découdre, de chefs et de milices souvent inféodés à Belgrade ou Zagreb ? En premier lieu, la capitale bosniaque est quasiment encerclée, prise dans une mosaïque de territoires hostiles les uns aux autres, rendant tout déplacement périlleux, que l'on soit musulman, serbe ou croate.

Ensuite, le carburant n'échappe pas à la vague de pénuries qui touchent la Bosnie-Herzégovine. Enfin, si Serbes et Croates peuvent espérer trouver refuge dans les « Républiques sœurs » de Serbie et de Croatie, il n'en est pas de même des Musulmans, qui n'ont aucune position de repli ; sans compter les nombreuses familles mixtes que toute évacuation viderait à la séparation.

Cent dix-neuf femmes et enfants de Sarajevo, entre autres, peuvent témoigner de la difficulté de fuir les combats : leur évacuation à

destination de la France, vendredi dernier, a pris une journée entière. L'opération a failli capoter à plusieurs reprises jusqu'au moment où l'avion cargo C-130 affrété par le ministre français de la Santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a été hors de portée des armes des différentes forces postées aux abords de l'aéroport de la capitale bosniaque.

Toute la nuit précédente, quelques heures à peine après la signature d'une nouvelle trêve, la région de l'aéroport avait été le théâtre d'affrontements, avec tirs de chars et de mortiers. Au matin, le verdict est tombé : l'avion français était bloqué à Belgrade où, après avoir apporté la veille 25 tonnes d'aide humanitaire à Sarajevo, il avait évacué une centaine de personnes.

Arguant de l'insécurité régnant dans la zone de l'aéroport de Sarajevo, contrôlé par l'armée, les autorités serbo-fédérales refusent de laisser repartir le C-130 pour la capitale bosniaque. Le blocage était tel dans l'après-midi qu'après de multiples et vaines démarches, M. Kouchner en arrivait à envisager un départ de Sarajevo par la route, avec tous les risques inhérents à une telle opération. L'heure avançant, les rues de la ville se vidaient à mesure que s'amplifiaient les rumeurs sur les intentions bellicieuses de telle ou telle force en représailles à telle ou telle exaction.

L'écho du canon dans la cité fantôme

Pendant ce temps, cent dix-neuf femmes et enfants ainsi que quelques familles vivaient le calvaire des ordres et contre-ordres, des nouvelles contradictoires sur le sort de l'avion et, donc, sur leur propre sort. En fin d'après-midi, se reportait dans cette cité fantôme l'écho du canon. Le visage défilait, déjà partis en pensée, adieux faits à ceux qui restaient, mères et enfants avaient de la peine à croire ce qui leur était annoncé : l'avion ne viendrait pas. Ils n'avaient plus qu'à redescendre, dans leur d'incompréhension dans les yeux, des cars qui devaient — qui auraient dû — les conduire à l'aéroport.

Et soudain, tout s'est précipité. Par des avenues désertes, ministre et réfugiés convergèrent vers l'aéroport, lui-même désert et sévèrement gardé par l'armée serbo-fédérale. L'avion a enfin atterri, les autorités de Belgrade l'ayant laissé partir après que le commandant de l'équipage eut signé une décharge et accepté de prendre la responsabilité des risques. Lorsque le C-130 a redécollé à destination de Paris puis a survolé les montagnes entourant Sarajevo, cent dix-neuf réfugiés assis sur des couvertures recouvrant le plancher de l'appareil ne paraissaient pas encore se rendre compte qu'ils avaient échappé à la guerre.

YVES HELLER

■ CROATIE : un « casque bleu » blessé. — Deux personnes ont été tuées et huit autres blessées, dont un membre de la FORPRONU (Force de protection des Nations Unies), lors de bombardements par l'armée yougoslave en Slavonie orientale (est de la Croatie), lundi 27 avril, a rapporté la télévision de Zagreb. Le « casque bleu » blessé est un capitaine belge, a précisé un porte-parole de l'hôpital d'Osijek. — (AFP, AP)

GIBRALTAR • ATHENS • CAIRO • ISTANBUL • ROME • MONTPELLIER

Londres Gatwick aller-retour huit fois par jour

Entre 7h55, premier départ de Paris et 20h15, dernier retour de Londres, l'un des huit vols proposés chaque jour par Dan-Air entre Roissy et Londres Gatwick correspondra certainement à vos horaires.

L'aéroport de Gatwick, situé à 30 minutes en train du centre de Londres, offre des correspondances Dan-Air avec quatre villes britanniques, dont Manchester et Aberdeen, et avec de nombreuses autres destinations

européennes telles que Stockholm, Oslo et Gibraltar.

Nous offrons un large éventail de prix pour les voyages d'affaires et de détente, ainsi qu'un service d'excellente qualité.

Nos appareils sont également des plus modernes : BAe 146 et Boeing 737.

Pour toute réservation, contactez votre agence de voyages ou Dan-Air au 47-47-44-44.

BRUSSELS • BERLIN • TEESIDE • INNSBRUCK • STOCKHOLM • BERNE

ABERDEEN • BARCELONA • PERPIGNAN • TOULOUSE • LORDES • MADRID • IBIZA • HEATHROW • VIENNA • ZÜRICH • GATWICK • MANCHESTER • NEWCASTLE • NICE • JERSEY • OSLO • AMSTERDAM • PARIS

كتاب النجاشي

AFRIQUE

MALI

M. Konaré a largement remporté l'élection présidentielle

M. Alpha Oumar Konaré, quarante-six ans, candidat de l'Alliance pour la démocratie au Mali, est arrivé largement en tête au deuxième tour de l'élection présidentielle, dimanche 26 avril, avec 69,56 % des suffrages exprimés, contre 30,44 % à son rival, M. Tiéoulé Mamadou Konaté, selon des résultats officiels portant sur 90 % des bulletins dépouillés. Le taux de participation n'a été que de 20 % et l'un des observateurs étrangers invités pour le scrutin, M. Alain Brune, député français (PS), a déploré cette importante abstention qui « fragilise le président ».

Un homme apprécié, des méthodes contestées

L'étiquette d'« homme de culture » lui colle à la peau. Dans toutes les capitales africaines, comme à Paris, les milieux spécialisés connaissent cet historien, archéologue, professionnel des musées et promoteur de la culture africaine. Pour les Maliens, il est avant tout le créateur de la coopérative culturelle Jamana, maison d'édition, galerie d'art, librairie et, surtout, creuset de la presse libre dans les dernières années de la dictature.

L'image du premier président démocratiquement élu du Mali est celle d'un intellectuel ouvert, défenseur intransigeant des droits de l'homme, mû par une grande ambition. Né le 2 février 1946 à Kayes, dans l'ouest du pays, d'un père enseignant, M. Alpha Oumar Konaré commence sa carrière par une brève expérience d'instituteur qu'il interromp pour reprendre des études sanctionnées notamment par un doctorat d'histoire à l'université de Varsovie.

A l'âge de treize-dix ans, il devient ministre de la jeunesse, des arts et de la culture de « GMT » (le général Moussa Traoré). Son expérience au gouvernement fut brève — deux ans. Elle n'en apporte pas moins de l'essai au moulin de ses détracteurs, prompts à dénoncer « l'ancien dignitaire » qui n'a pu lancer sans accointances avec le pouvoir le journal d'opposition les Echos, en 1989.

C'est à cette époque que M. Konaré participe à la fondation de l'une des associations qui contribueront à la chute de la dictature, l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), qui se transforme en parti (ADEMA-PASJ — Parti africain pour la solidarité et la justice) deux mois après les sanglants événements de mars 1991. Médecins, enseignants et cadres forment le gros des troupes de l'association. Clandestinement, les structures de l'administration avaient été infiltrées. Les candidats du parti n'eurent qu'à se baisser

pour « rattraper » les deux tiers des sièges aux élections législatives.

Stratégie de conquête du pouvoir ? L'ADEMA a « récupéré » les structures bâties sur l'ex-parti unique, l'Union démocratique du peuple malien (UDPM). Était-ce la condition sine qua non de sa victoire ? Toujours est-il que l'ancien système a été mené. Au grand dam des jeunes... Ce n'est pas tant l'homme qui est mis en cause que ses méthodes, dont il risque, dit-on, d'être prisonnier. « Il a ratissé trop large », dit de M. Konaré l'un de ses anciens amis, on l'a vu pendant la campagne aux côtés d'anciens barons du régime... Il aura les mains liées. Reste au président à faire la preuve que les intellectuels, les jeunes, et tous ceux qui avaient des espoirs fous à la chute du général Traoré, il y a un peu plus d'un an, ont tort d'être inquiets.

MARIE-PIERRE SUBTIL

ALGÉRIE : confirmation d'un scandale au ministère de la défense

Le pouvoir engage la lutte contre la corruption

Le quotidien indépendant *El Watan* a publié, lundi 27 avril, un rapport confidentiel rédigé, en 1989, par un collège de cinq généraux qui concluent, maints détails à l'appui, que l'un des leurs, le général-major Mostefa Belloucif, aurait détourné d'importantes sommes d'argent. L'un des auteurs de cette enquête n'est autre que le général-major Khaled Nazza, aujourd'hui membre du Haut Comité d'Etat (HCE) et ministre de la défense. Le général Belloucif sera prochainement entendu par un magistrat instructeur du tribunal militaire de Bida.

au grade de général-major, il était considéré à l'époque de sa puissance comme le « dauphin » potentiel du chef de l'Etat.

La commission d'enquête, sans le vouloir, a fait œuvre de sociologue, éclairant, d'une lumière crue, les mœurs d'une certaine nomenclature déisée de toute contrainte.

On demeure interdit devant le naturel avec lequel le général Belloucif a mené ses affaires. Nulle dissimulation dans son comportement : les ordres de transfert de fonds étaient donnés oralement à des subordonnés qui convoquaient eux-mêmes à l'étranger, sans être aucunement inquiétés par la douane, les billets de banque rangés dans des valises. Même complaisance au ministère de la défense où personne ne s'est soucié, avant son limogage, des libertés que prenait le général avec les règles de la comptabilité publique.

fuite, convenablement ciblée, d'*El Watan* témoigne donc d'un changement significatif dans l'approche du problème de la corruption.

Convaincu qu'il s'agit, notamment face aux islamistes, d'un enjeu idéologique de première importance, le nouveau pouvoir semble déterminé à faire de la lutte contre la corruption un axe majeur de sa politique. A plusieurs reprises, le président du HCE, M. Mohamed Boudiaf, a évoqué la question, lui consacrant une partie significative de son dernier discours, prononcé lors de l'installation du Conseil consultatif national (CCN) (*le Monde* du 24 avril).

Il faut donc logiquement s'attendre à d'autres « déballages ». Une seule question demeure posée : savoir jusqu'où le pouvoir est décidé à aller. Autrement dit : est-il prêt et, surtout, a-t-il les moyens, d'assumer toutes les conséquences politiques d'enquêtes menées sans concessions, quel que soit le statut de ceux qui pourraient y être impliqués, notamment, et avant tout, l'ancien président Chadli ?

C'est M. Ahmed Ben Bella qui, le premier, a ouvert le feu, en accusant M. Chadli et sa famille d'avoir détourné de 10 à 15 milliards de dollars. Quelques jours plus tard, et malgré un démenti de M. Chadli, déclarant qu'il était prêt à rendre compte de tout ce qu'il possédait, M. Kasdi Merbah, ancien premier ministre et, surtout, ancien chef de la police politique, se faisait plus précis en évoquant des biens immobiliers et une affaire d'avion présidentiel, acheté et revendu dans des conditions obscures.

Ces deux accusateurs ont été entendus par la justice. Rien n'a officiellement filtré de leurs dépositions, mais plusieurs indices donnent à penser que la machine est en route. Selon des sources proches du ministère de la justice, une information judiciaire pour détournement de fonds publics pourrait même être prochainement ouverte.

GEORGES MARION

ALGER

de notre correspondant

Le général Belloucif, alors tout-puissant secrétaire général du ministère de la défense, aurait détourné, entre 1980 et 1985, l'équivalent de quelque 45 millions de francs en devises, ainsi qu'une dizaine de millions de dinars (soit, au taux de change de l'époque, une quinzaine de millions de francs). Une partie de cet argent aurait été placée sur des comptes numérotés en Suisse, le reste servant aux dépenses personnelles de l'accusé, ainsi qu'à l'achat et à l'ameublement d'un appartement à Paris.

Il aurait acquis ou fait construire en Algérie pas moins de douze résidences, villas et maisons de villégiature, dont dix à Annaba (ex-Bône), sa ville d'origine. Il aurait aussi puisé dans les caisses du ministère de la défense pour équiper et meubler ces résidences.

Aujourd'hui à la retraite, le général Belloucif avait été écarté de ses fonctions en 1987, pour des raisons qui relevaient davantage des luttes de clans que de la sanction administrative. Proche collaborateur et « pays » du président Chadli — ce qui, en Algérie, a son importance — premier officier général à accéder

Enjeu idéologique

Deux ans après sa mise à la retraite, l'armée lui a, enfin, demandé des comptes. Le rapport donne, entre les lignes, la raison de ce retard : à plusieurs reprises, au cours de son audition par la commission d'enquête militaire, le général Belloucif évoque les noms du président Chadli et ceux de sa famille. D'après ses dires, l'achat de l'appartement parisien était notamment destiné aux visites privées de la famille du chef de l'Etat. On imagine l'embarras des accusateurs : insinuations de circonstance ou imputations fondées, les explications du général ont dû refroidir le zèle d'enquêteurs, bien placés pour savoir que la nomenclature n'était pas au-dessus de tout soupçon.

Les mêmes raisons expliquent, sans doute, la gestion particulière du scandale. Même si les milieux informés évoquaient parfois le cas du général Belloucif, rien encore n'avait été rendu public. Il ne semble pas non plus qu'une information judiciaire ait été ouverte à l'encontre d'un homme aussi lourdement accusé par ses pairs. La

KENYA

Le président arap Moi aurait assisté à l'assassinat d'un de ses ministres

De nouvelles révélations, publiées par le *Sunday Times* du dimanche 26 avril, mettent directement en cause le président Daniel arap Moi dans l'assassinat de son ministre des affaires étrangères, Robert Ouko, le 16 février 1990. Selon un officier des services secrets kenyans qui cherche à obtenir le statut de réfugié politique en Grande-Bretagne, M. George Wajackoyah, M. Moi aurait lui-même assisté au meurtre, déguisé en suicide.

MM. Nicholas Biwott, qui était le numéro deux officieux du régime, et Heskiah Oyugi, ancien secrétaire permanent de la présidence, auraient emmené de force M. Ouko dans l'un des domiciles du président, et l'auraient battu, apparemment sans intention de donner la mort, selon ce témoignage. « Assez », aurait dit M. Moi. Mais M. Biwott, sachant M. Ouko gravement touché, aurait tiré avant que M. Moi n'intervienne.

M. Wajackoyah a également indiqué avoir eu connaissance d'un complot visant à éliminer l'enquêteur de Scotland Yard auquel le gouvernement avait fait appel pour faire taire les rumeurs, en espérant que la vérité n'apparaîtrait pas au grand jour. « Il faudra l'éliminer quand il viendra », un accident fera l'affaire », aurait dit M. Biwott en sa présence.

D'autre part, M. arap Moi, qui s'est rendu lundi dans des villages de l'ouest du pays pour rendre hommage aux victimes de violences entre ethnies rivales, a déclaré que « les affrontements ne sont pas d'origine tribale mais initiés politiquement par l'opposition ». L'ancien vice-président Mwai Kibaki, chef du Parti démocratique, a accusé pour sa part le gouvernement d'avoir fomenté ces troubles pour freiner le processus démocratique. Au moins 42 personnes ont trouvé la mort la semaine dernière dans de telles violences. Des centaines de Kenyans ont fui la région.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Dissensions au sein du Parti conservateur

M. Koos Van der Merwe, un ancien porte-parole du Parti conservateur (CP), a été exclu de cette formation, lundi 27 avril, par le pasteur Andries Treurnicht. Les positions libérales de M. Van der Merwe exaspèrent depuis longtemps la direction du parti d'extrême droite, plongé dans le désarroi après sa défaite lors du référendum du 17 mars sur les réformes constitutionnelles. Cette exclusion est l'expression d'un profond clivage entre les partisans des négociations et la vieille garde radicale.

M. Van der Merwe, député, avait défrayé la chronique de son parti en se montrant dans les salons d'un hôtel proche du lieu où se tenait la première réunion de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA). Il plaiderait avec insistance pour la participation du CP à ces pourparlers, arguant qu'il s'agissait du meilleur moyen de faire valoir les positions de son parti. Plus récemment, il avait suggéré que le CP accepte de coopérer avec la formation du président De Klerk afin de mieux s'opposer à l'ANC lors des élections à venir. — (Corresp.)

BIRMANIE

Accord entre Rangoun et Dacca sur le retour des réfugiés musulmans

Les ministres des affaires étrangères de Birmanie et du Bangladesh ont conclu à Dacca, lundi 27 avril, un accord sur le rapatriement des quelque 250 000 réfugiés musulmans rohingyas qui avaient fui les persécutions de l'armée birmane et qui ont été regroupés dans des camps dans le sud-est du Bangladesh. Les deux États avaient déjà signé un accord de ce type en 1978, en vertu duquel plus de 150 000 réfugiés avaient à l'époque été renvoyés dans leur pays. D'autre part, le Quai d'Orsay s'est félicité lundi de la récente libération de prisonniers politiques en Birmanie (*le Monde* du 28 avril). — (AFP, AP.)

CAMBODGE

La France va envoyer un bataillon de « casques bleus »

A compter du 20 mai, la France enverra au Cambodge un bataillon d'infanterie de « casques bleus », selon la demande que lui en a faite l'ONU (*le Monde* du 13 mars).

L'annonce de cette initiative a été faite, lundi 27 avril, à Orange (Vaucluse), par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, qui a précisé que ces « casques bleus », déployés d'ici à un mois et demi, auront pour mission essentielle de désarmer les différentes factions politico-militaires au Cambodge. Les soldats français seront stationnés entre Phnom-Penh et la côte. Leur mission devrait durer six mois avant une relève.

A l'heure actuelle, la France a envoyé au Cambodge des éléments d'état-major (le commandant en chef de l'opération « onusienne » est australien), une unité aérienne (avec des avions Transall et des hélicoptères), des démineurs, des gendarmes et des observateurs militaires du cessez-le-feu, soit un total déjà sur place de quelque trois cents hommes.

CHINE

M. Deng Xiaoping menace d'« éliminer » d'éventuels « éléments d'agitation »

« Si le besoin s'en fait sentir, dès que des éléments d'agitation apparaîtront, nous n'hésiterons pas à les éliminer aussi rapidement que possible », M. Deng Xiaoping, le vieux dirigeant chinois, dont les propos ont été rapportés dans le *Quotidien du Peuple* du lundi 27 avril, réaffirme son refus de voir la Chine replonger dans des « troubles politiques » et l'« agitation étudiante » violemment réprimée en 1989, en laissant les réformes économiques — qu'il vient lui-même de relancer — déborder vers des réformes politiques. Il a par ailleurs dénoncé l'influence négative qu'avait eue dans le passé l'Occident sur « la stabilité et la modernisation » de la Chine, et n'hésite pas à « utiliser la loi martiale ou prendre des mesures encore plus strictes que la loi martiale pour éviter toute ingérence extérieure ». — (AFP.)

FRET SNCF.
Chaque jour des solutions
pour bien vous aiguiller.



Des trains rapides
et des horaires fiables.

Des entrepôts équipés
partout en France.

Un réseau européen
de 350 000 km.

FRET
SNCF

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

ASIE

AFGHANISTAN : après trois jours de violents combats dans la capitale

Le président du gouvernement intérimaire est arrivé à Kaboul

Le président du Conseil islamique intérimaire de gouvernement est entré mardi 28 avril au matin dans Kaboul. M. Sibgatullah Mojaddedi est arrivé par la route depuis Peshawar, au Pakistan, où il vivait en exil depuis la fin des années 70. Cependant, les combats avaient pratiquement cessé dans la capitale, nous indique notre envoyé spécial Bruno Philip. Lundi, la cité avait connu une troisième journée d'intenses affrontements entre les forces coalisées autour du commandant Massoud et les guérilleros du Hezb-i-Islami du chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar.

Les combats pour le contrôle de la capitale avaient redoublé d'intensité lundi, jour anniversaire de la prise du pouvoir en 1978 par les communistes. Les moudjahidins du Hezb se battaient pour garder plusieurs positions stratégiques au sud et à l'est de la ville. Au centre-ville, en revanche, les troupes coalisées autour du chef militaire du parti Jamiat et nouveau ministre de la défense Ahmed Shah Massoud avaient repris les casernes des « *gendarmeries* » (gendarmes) que des officiers pashtouns de l'ancien régime avaient livrées aux fondamentalistes.

L'annonce, lundi dans la matinée, par le Pakistan, d'une trêve à la définition de laquelle avait participé le

premier ministre, M. Nawaz Sharif, n'avait eu aucun effet sur le terrain. Les tirs de chars et les roquettes avaient continué après une brève pause à l'heure du déjeuner. Les « *massoudistes* », appuyés par l'essentiel des anciennes forces armées, ont, en particulier, pilonné Maraujan, site que le régime communiste utilisait pour lancer ses missiles contre les moudjahidins. De ce point, les « *hezbis* » menaçaient en effet l'aéroport, fermé depuis samedi.

Les représentants de M. Hekmatyar au Pakistan avaient bien signé « l'accord de Peshawar » reconnaissant la légitimité du Conseil présidé par M. Mojaddedi. Mais ils avaient assorti leur acceptation de conditions qui la vidaient de tout contenu : ils demandaient le retrait hors de Kaboul des milices du Nord et de leurs alliés communistes, expression par laquelle le Hezb désignait les forces commandées par Massoud. Ce dernier avait, dès lors, refusé le cessez-le-feu.

Les estimations concernant les victimes sont des plus floues. Alors que certaines rumeurs avancent le chiffre de mille morts, la Croix-Rouge internationale a fait état d'un peu plus de deux cents blessés et d'une douzaine de tués. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

La bataille pour le fort de Bala-Hissar

KABOUL

de notre envoyé spécial

Les combats ont cessé vers 4 heures du matin mardi, 28 avril, à Kaboul. La vie a repris dès l'aube dans les rues du bazar, où la plupart des commerçants ont rouvert leurs boutiques. Sous la pluie fine, les Kabouli se pressent déjà sur les trottoirs et quelques trolleys circulent à nouveau, après trois jours d'interruption. La radio a demandé aux fonctionnaires de « *se rendre à leurs bureaux* », et aux militaires de « *regagner leurs casernes* ». Les barrières des forces du commandant Ahmad Shah Massoud sont partout, de même que les très actives milices du chef ouzbek Rashid Dostom.

Dans le quartier du fort historique de Bala-Hissar, aux abords méridionaux de la ville, ce qui était la caserne des gardes nationaux de l'ancien régime est aujourd'hui un tas de ruines fumantes, témoignage de la violence des combats de ces trois derniers jours. Les

batiments du bazar aux tapis ont été ébranlés par les obus. Plus loin le cinéma Kaboul brûle encore. C'est ici que les affrontements ont été les plus durs, y compris pour les civils, dont certains s'étaient retranchés dans le fort.

Les « *mercenaires* » de Rachid Dostom, appuyés par les moudjahidins du commandant Massoud et les soldats de l'armée ralliés à la coalition « *anti-Hekmatyar* », sont parvenus à repousser, à Bala-Hissar, les assauts répétés des troupes du Hezb. Celles-ci avaient pris position sur la colline de Tepe-i-Marhajan, autour du mausolée du roi Nader Shah. Elles ont été bombardées à deux reprises, lundi, par des Mig-21 de l'aviation ralliée à Massoud, nouveau ministre de la défense d'un gouvernement encore inexistant.

Des combats sérieux ont également eu lieu, lundi, à « *Mikro-rayon-3* », ce quartier de HLM construit par les Soviétiques au début des années 80 et qui avait

été repris par les « *nomenklaturistes* » du régime Najibullah.

Devant l'enceinte du vieux fort, le commandant Amanullah nous a expliqué, mardi matin, que les troupes de la coalition avaient essayé « *très peu de pertes* » et avaient capturé « *six de la vingtaine de tonnes* » utilisées par les soldats du Hezb, alliés à des unités blindées de la gendarmerie de l'ancien régime. Le chef moudjahidin s'est déclaré sûr d'avoir « *gagné la bataille* ».

Il est difficile de savoir si les combats ont cessé, fut-ce provisoirement, parce que les adversaires ont décidé de respecter le cessez-le-feu signé la veille au Pakistan, ou bien si les hommes de M. Gulbuddin Hekmatyar ont dû battre en retraite après un meurtrier baroud d'honneur. Quoi qu'il en soit, les hezbis tiendraient toujours, mardi matin, les locaux du ministère de l'Intérieur, encerclés par les forces massoudistes.

BRUNO PHILIP

DIPLOMATIE

La visite à Paris du premier ministre japonais

Les entretiens avec M. Miyazawa se dérouleront dans un climat plus paisible

Plus que sur les traditionnels différends commerciaux, la brève visite de M. Kiichi Miyazawa à Paris, où il est attendu mercredi 29 avril, sera axée sur les questions politiques. Le premier ministre japonais sera reçu par le président Mitterrand et par M. Pierre Bérégovoy, qui s'était rendu au Japon quand M. Edith Cresson était à la tête du gouvernement. Cette évolution est symptomatique du climat plus paisible des relations entre Paris et Tokyo et de la recherche par les Japonais d'une meilleure insertion dans le débat politique international.

TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais souhaitent aborder essentiellement deux sujets : l'aide à la Russie, en essayant de faire valoir les contraintes de leur politique à l'égard de l'ex-URSS, qui le aide et solution du litige territorial sur les îles Kouriles du Sud, et la participation du Japon à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

M. Miyazawa, qui est accompagné de cinq ministres, dont le directeur de l'Agence de défense, et de l'ex-premier ministre Takeshita, se rendra aussi à Bonn. Sa visite est présentée au Japon comme l'expression d'une volonté de Tokyo de renforcer ses liens politiques avec l'Europe à la veille du sommet de Munich.

A la suite de la réunion à Washington des ministres des finances des sept pays les plus

industrialisés qui a confirmé l'engagement de fournir à la Russie 24 milliards de dollars, les Japonais sont conscients qu'à moins de se désolidariser de l'effort occidental — ce qu'ils ne souhaitent pas — ils doivent modifier leur diplomatie en direction de Moscou. Ils voudraient néanmoins obtenir la compréhension de leurs partenaires qui, au sommet de Londres, avaient reconnu la légitimité de la demande de rétrocession japonaise des Kouriles, ce qui leur permettrait de se dégager du dilemme actuel sans paraître faire marche arrière.

Un conflit immobilier

Pour l'instant, le Japon affirme ne pas être disposé à déboursier plus que les 2,6 milliards de dollars promis à l'ex-URSS à titre d'aide humanitaire et de garantie des exportations, et dont seulement 5 % ont été déboursés.

Seconde question sur laquelle les Japonais sont demandeurs : une participation à titre d'observateurs à la CSCE. Ils estiment que l'importance de cet organisme comme cadre dans lequel sont coordonnés les problèmes de sécurité en Europe est appelée à croître et que, dans la mesure où à la détente à l'Ouest ne correspond pas une évolution comparable à l'Est — en Sibirie orientale notamment — il est bon que le Japon puisse faire entendre sa voix dans cette enceinte. Sa participation à la CSCE renforcera en outre les liens politiques et stratégiques entre l'Europe et l'archipel.

Sur le plan bilatéral, M. Miyazawa demandera à la France d'accélérer la procédure de construction de la maison du Japon à Paris, bloquée par les retards dans la déli-

vrance du permis de construire. Par mesure de rétorsion devant ce que les Français estiment être une mauvaise volonté japonaise à coopérer à la relocation du lycée français de Tokyo, Paris a lié les deux problèmes. Les Français nourrissent, au demeurant, les mêmes griefs à l'égard des Japonais, qui tendent à définir le statut de l'institut franco-japonais de Tokyo.

Le problème du lycée se complique aujourd'hui de l'abandon du projet de reconstruction de celui-ci sur un terrain à Yokohama en raison du coût de l'opération : à la suite de la chute des prix fonciers à Tokyo, le terrain de l'actuel lycée a perdu de sa valeur. C'est, par conséquent, sur de nouvelles bases que doit désormais s'opérer le « *marchandage* » qui, depuis des années, obscurcit les relations franco-japonaises.

En réponse à l'initiative de Paris de lancer une campagne de promotion des échanges avec le Japon baptisée « *Le Japon c'est possible* », Tokyo a publié 400 000 brochures en français soulignant l'ouverture du marché nippon et portant le titre « *Oui, le Japon c'est possible* ». Au-delà de cette surenchère dans la bonne volonté, Tokyo propose un programme de promotion des exportations, d'échanges des hommes et de renforcement de la coopération économique.

La stabilisation du déficit commercial français à l'égard du Japon — depuis trois ans, il est de l'ordre de 29 milliards de francs avec un taux de couverture des importations de 45 % — devrait contribuer à faciliter un approfondissement de la coopération économique.

PHILIPPE PONS

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les primaires de Pennsylvanie

Un Etat vieillissant et appauvri

Le président George Bush chez les républicains et le gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton chez les démocrates paraissent assurés de remporter dans leur camp respectif les primaires de Pennsylvanie, mardi 28 avril. M. Bush pourrait même franchir la barre des 1 105 voix de délégués, qui lui assureraient par avance une majorité pour la convention républicaine du mois d'août. Pour M. Clinton, dont la personnalité ne fait toujours pas l'unanimité, la primaire de Pennsylvanie — Etat très touché par la crise — permettra de mesurer sa popularité auprès des syndicats.

PHILADELPHIE

de notre envoyé spécial

« *J'ai passé de nombreuses années à la tête d'un Etat pauvre où j'étais obligé de me battre pour maintenir des emplois. Je sais combien nos compatriotes souffrent de la plus longue récession et de la plus lente reprise économique que le pays ait connue depuis cinquante ans.* » En s'adressant aux étudiants de la Drexel University, à Philadelphie, quelques jours avant la primaire démocrate du mardi 28 avril en Pennsylvanie, M. Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, a choisi de développer les thèmes économiques et sociaux qui sont l'axe de sa campagne.

Le terrain est propice en Pennsylvanie où l'on compte 5,3 millions d'électeurs enregistrés sur une population de 11 millions d'habitants, et des dizaines de milliers de cols

bleus et de cadres ayant perdu leur emploi durant la crise. Le *Keystone State*, connu pour avoir été le berceau de la nation américaine et pour avoir donné naissance, au XIX^e siècle, à des industries du charbon et de l'acier qui firent notamment la prospérité de Pittsburgh, conjugué à présent la plupart de ses souvenirs industriels au passé.

A Philadelphie et dans sa région, l'autre grand pôle économique de Pennsylvanie, l'industrie manufacturière ne représente plus que 15 % de l'activité totale contre 23 % au début des années 80. Le transfert s'est opéré au profit des services, à l'image du changement intervenu dans l'ensemble des Etats-Unis. La deuxième ville de la côte Est (la quatrième du pays), dont la population a diminué de 25 % en moins de vingt ans pour ne plus compter que 1,6 million d'habitants, a souffert de la récession qui a particulièrement frappé les services financiers et bancaires, l'immobilier et le commerce de détail.

Dans le même temps, la patrie de William Penn, ce quaker anglais qui donna son nom à l'Etat, s'est enrichie de plus en plus dans le déficit. Jusqu'à permettre que soit décerné à Philadelphie le titre peu enviable de ville la plus endettée des Etats-Unis, en faillite virtuelle permanente. Les 200 000 emplois créés dans le secteur de la santé en plus de dix ans ont compensé en partie le départ des sidérurgistes, et 75 % de l'industrie pharmaceutique américaine est concentrée désormais dans une région où se trouvent également plus d'un millier d'entreprises de haute technologie.

Mais il faudra du temps pour que Philadelphie et l'ensemble de la Pennsylvanie, la cinquième

Etat le plus peuplé de l'Union, où le taux de chômage est voisin de la moyenne nationale (7,3 % de la population active), regagnent les 300 000 emplois perdus en une décennie.

Ces perspectives ont de quoi favoriser l'opposition démocrate. « *M. Clinton devrait emporter un peu plus de 50 % des voix à la primaire démocrate, l'ancien gouverneur de la Californie, Jerry Brown, devrait avoir autour de 30 % des voix et il faudra compter avec l'ex-sénateur du Massachusetts, Paul Tsongas, qui canalise toujours un message de mécontentement général que personne n'arrive encore très bien à contrôler* », affirme M. Robert O'Donnell, le *speaker* démocrate à la Chambre des représentants de Harrisburg, la capitale de la Pennsylvanie.

Les sondages confirment que M. Clinton devrait pouvoir compter sur une partie importante des 22 % de l'électorat constitué par les ouvriers syndiqués. Mais le deuxième noyau d'électeurs, celui des personnes âgées (20 % des votants) est là pour rappeler que si Philadelphie et Pittsburgh ont généralement la fibre démocrate, le cœur de l'Etat vote traditionnellement conservateur. Ce qui a permis à la Pennsylvanie de désigner finalement M. George Bush à la présidence des Etats-Unis en 1988 avec 53 % des voix contre 46 % à son adversaire démocrate de l'époque, M. Michael Dukakis. Nouveau reflet des incertitudes qui entourent la course à l'investiture démocrate de M. Clinton, le gouverneur de l'Etat, M. Robert Casey, un démocrate plutôt conservateur, vient de déclarer publiquement que son parti faisait erreur sur la personne en misant sur M. Clinton...

SERGE MARTI.

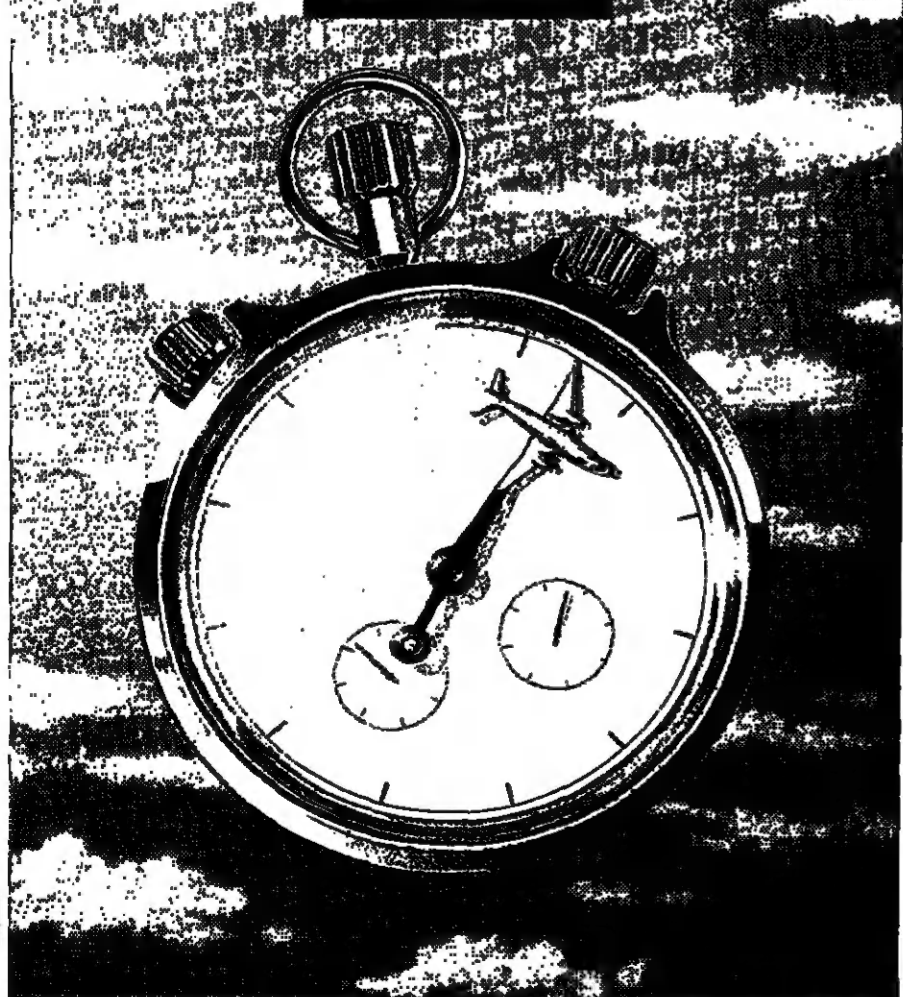
o SALVADOR : la guérilla a suspendu la démobilitation de ses troupes. — Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a annoncé, lundi 27 avril, qu'il avait suspendu la démobilitation de ses troupes prévues dans le cadre des accords de paix de janvier. Le FMLN entend ainsi protester contre l'adoption, vendredi,

par le Parlement salvadorien d'une loi tendant, selon lui, à laisser intacts les groupes paramilitaires. La clause des accords prévoyant la dissolution de ces groupes donne lieu à des interprétations divergentes.

o PÉROU : Washington suspend

ses vols de surveillance anti-drogue. — Les Etats-Unis ont annoncé, lundi 27 avril, la suspension de leurs vols de surveillance anti-drogue au Pérou, à la suite de l'attaque par l'aviation péruvienne d'un appareil américain en mission de routine, qui a fait un disparu et deux blessés (le *Monde* daté 26-27 avril).

PARIS-BORDEAUX



POURQUOI FAIRE EN 3 HEURES CE QUE L'ON PEUT FAIRE EN 1 HEURE.

Si Air Inter vous propose d'aller à Bordeaux en 1 heure, c'est pour vous permettre d'y rester 3 heures et de revenir dans la demi-journée. Et comme il y a 13 vols par jour, vous aurez le choix de vos horaires. Air Inter vous propose encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec par exemple, la nouvelle Carte Evasion pour tous les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 45 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER.

COOPÉRATION AIR FRANCE

AIR INTER

L'AVION FACILE

مكتبة الناصر

PROCHE-ORIENT

Les relations entre Damas et Washington et la reprise des négociations israélo-arabes

Les juifs de Syrie sont désormais autorisés à émigrer

Les juifs de Syrie pourront désormais voyager librement, a confirmé, lundi 27 avril, le département d'Etat à Washington, en précisant avoir été officiellement informé de cette mesure par le gouvernement syrien.

Cela devrait signifier, en fait, pour quelque 4 000 juifs, la possibilité d'émigrer. Car, s'ils pouvaient quitter le pays munis d'un visa de sortie, comme tout citoyen syrien, ils étaient tenus de laisser derrière eux un membre de leur famille.

C'est, semble-t-il, cette dernière restriction qui disparaît. La loi syrienne interdisait toutefois aux Syriens, juifs ou non, de se rendre en Israël, pays avec lequel la Syrie est toujours officiellement en guerre.

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Réclamée depuis longtemps par Washington, la décision prise par le gouvernement syrien en faveur des juifs - souhaitée aussi par le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, lors de sa visite à Damas en février, - fait suite à un entente, le premier depuis 1976, entre le grand rabbin de Syrie, Abraham Hamra, et le président Hafez El Assad, voici deux semaines. Les deux derniers juifs détenus dans les prisons syriennes, les frères Soued, avaient été récemment libérés.

En levant le dernier interdit concernant une petite et discrète communauté de monde du 20 décembre 1991, dont le sort fournissait à Israël des arguments contre la Syrie, le président Assad a fait incontestablement un geste vis-à-vis de Washington, au moment où s'ouvrait dans la capitale fédérale la cinquième session

des négociations bilatérales israélo-arabes.

Cette libéralisation s'inscrit également dans une série de gestes faits récemment par Damas et dont les causes sont à la fois d'ordre extérieur et intérieur. Dénouant de plus en plus, comme « injuste et arbitraire », le « nouvel ordre mondial » prôné par les Etats-Unis parce qu'il contraindrait davantage les Arabes qu'Israël, soutenant la Libye dans son conflit avec l'ONU, boycottant les négociations multilatérales de paix, la Syrie se sentait isolée. Craignant de faire à son tour les frais de cet « ordre », Damas a donc lâché du lest.

Ainsi, la libération en moins de six mois de plus de 3 500 détenus politiques semble-t-elle une réponse positive aux demandes discrètes des Etats-Unis quant au respect des droits de l'homme. Mais on ignore toujours le nombre total des détenus politiques. Le « lâchage » des « terroristes » turcs du PKK - qui demande toutefois à être confirmé - lors de la dernière

visite à Damas du ministre turc de l'Intérieur, M. Ismet Sezgin, s'inscrit aussi sans doute dans cette logique. Nul n'ignorait à Damas que la Turquie avait le soutien des Etats-Unis dans cette affaire et que le fait que Washington désignait récemment le PKK comme un mouvement terroriste était une claire allusion à ce que la Syrie - toujours sur la liste du département d'Etat comme pays soutenant le terrorisme - abritait un tel mouvement.

Reste à savoir maintenant si le nouveau geste de Damas permettra un déblocage du dialogue de sourds auquel se livrent, depuis Madrid, les négociateurs syriens et israéliens à propos de la restitution du Golan, occupé par Israël en 1967 et annexé en 1981. Damas, qui ne cesse de réclamer une intervention américaine pour faire avancer le processus de paix, estime sans doute maintenant que la balle est dans le camp américain.

FRANÇOISE CHIPAUX

TOUS LES JUIFS AURONT LE DROIT DE PARTIR?

SURTOUT CEUX INSTALLÉS SUR LE GOLAN...



PANCHO

L'Intifada, des pierres à la poudre

II. - « Cerise », « Samson », « Scorpion vert »...

Dans les territoires occupés, le soulèvement populaire a changé de visage. Des bandes de jeunes traquent et exécutent les « collaborateurs » présumés (le Monde du 28 avril).

DJENINE (Cisjordanie)

de notre envoyé spécial

Alcha N... se souvient très bien de l'incident. « C'était le 14 ou le 15 mars dans le bazar. Des jeunes, masqués... Heu... oui... probablement des Panthères noires. Ils portaient des hachets et des couteaux... Ils avaient organisé une petite manifestation à la mémoire de leur camarade, Khaled Fahmawi (dix-sept ans), tué par les soldats deux ou trois jours avant. Il était tard, la nuit tombait. Il n'y avait pas grand monde à la manifestation. Tout à coup, deux ou trois hommes qui étaient là à regarder ont sorti des armes. Je crois que c'était des Juifs déguisés en Palestiniens. Il y a eu des tirs, Ahmad, qui rentrait de chez le coiffeur, a reçu une balle dans la poitrine ».

Ahmad Abou Gileh, vingt ans, masqué de son état, est mort ce jour-là, apparemment par erreur. Il est vraisemblable qu'il a été tué par l'une de ces unités spéciales, clandestines, de l'armée israélienne qui fonctionnent désormais dans les territoires occupés. Sami Ahmad Nammar, dix ans, Rahed Abdel Rahman Burham, vingt et un ans, Mohamed Hussein Abou Jildeh, vingt-quatre ans, Mohamed Khalil Hajaj, dix-huit ans, etc. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, ce sont là quelques-uns des activistes palestiniens - une quarantaine - tués au cours des dix-huit derniers mois par ces unités.

Les victimes, dit un porte-parole de l'armée, « étaient la plupart du temps de vrais terroristes, des accusés recherchés qui ont tenté de résister, les armes à la main, à leur arrestation ». En clair, les unités spéciales constitueraient la réponse israélienne aux Panthères noires, Aigles rouges et autres cellules combattantes palestiniennes. Commandos « Samson », groupe « Scorpion vert » ou unité « Cobra noir », les noms de code choisis par les officiers « spéciaux » rappellent furieusement les noms de guerre des groupes ennemis. Ce n'est pas un hasard.

Terroriser les terroristes

Créées en 1988 à la fin de la première année de l'Intifada, à l'initiative de M. Itzhak Rabin, à l'époque ministre de la Défense et actuellement numéro un du Parti d'opposition travailliste, les commandos des spécial unités ont très vite acquis la réputation de tirer d'abord et de poser des questions ensuite. Officiellement, leur mission est de traquer les activistes palestiniens connus, ceux qui figurent sur les listes dressées par l'armée et la shabak, le service de sécurité intérieure. De les traquer pour les détenir devant les tribunaux militaires. Pas pour les tuer.

Pourtant, affirmait l'autre semaine M. Fayez Hussein, numéro un palestinien des territoires, « ces gens-là n'essaient pas d'arrêter les personnes recherchées. Ils les tirent à vue ». Selon lui, et son avis est partagé par bon nombre de journalistes et de magistrats, Israël, dont le code

pénal ne prévoit pas la peine capitale, même pour les crimes terroristes, aurait ainsi établi en catimini, « un système d'exécutions sommaires ». Sans jugement et sans aucune possibilité de recours.

Le lieutenant-colonel Moshe Fogel, porte-parole de l'armée, nie farouchement cette interprétation. « Les unités spéciales, affirme-t-il, ont permis l'arrestation de très nombreux terroristes qui ont été jugés dans des procès publics. Elles ont participé à de nombreuses opérations sans le moindre coup de feu. » Il cite le cas tout récent de la capture du chef local des Aigles rouges à Djenine et ajoute : « On ne peut tout de même pas ignorer que beaucoup de Palestiniens sont désormais armés et que ces types-là [les Panthères et les autres] sont de vrais malades qui tuent beaucoup plus de gens que les unités militaires ne le feront jamais ».

L'objectif des unités spéciales est bien de terroriser les terroristes, nous dira en substance un officier de réserve de l'armée. Objectif apparemment atteint puisque, pour la première fois dans l'histoire de la résistance à l'occupation, une trentaine de militants recherchés par les autorités pour des délits divers, se sont rendus la semaine dernière de leur propre chef. « Nous savons bien que les unités spéciales ne mettront pas l'Intifada en déroute, explique encore notre grand ami, mais les soldats des groupes de choc sont désormais sur la défensive. Ils ne peuvent plus faire confiance à personne ».

Voilà pour les considérations tactiques. Mais la tâche des unités spéciales comporte également une dimension plus ambitieuse, une dimension stratégique qui n'a pas échappé à M. Hussein et à ses amis. « Outre semer la peur et la division, expliquent-ils, les activités de ces unités visent à permettre à l'armée d'acquiescer à une composition générale avec les populations palestiniennes en réduisant la présence des troupes dans les territoires occupés. » Allégation partiellement confirmée par plusieurs visites sur le terrain. Mis à part les baraquements militaires dressés sur les routes qui mènent à la ville, et en dehors des différents casernes à l'intérieur et autour de la cité, les uniformes de l'occupation sont étonnamment peu visibles à Djenine. Il y a très peu de patrouilles.

Les commandos clandestins et leurs collaborateurs les ont apparemment remplacés. « L'existence de ces commandos, dira encore l'officier supérieur de réserve, n'a pas que des avantages pour la population puisqu'elle nous permet de réduire les punitions collectives qui leurs sont parfois infligées » - notamment les couvre-feux complets et prolongés sur des villes entières. « Vous savez, ajoutera-t-il d'un air entendu, les notables palestiniens ne sont pas les derniers à se féliciter de notre action contre ces groupes de fanatiques ».

Coopération, collaboration ? Le problème, pour la lutte nationaliste, est réel. Sans excuser le phénomène, tel intellectuel de Jérusalem-Est nous expliquera que « la vie quotidienne est devenue tellement difficile pour les populations qu'il leur est inévitable que certains tentent de vivre mieux en collaborant avec l'autorité d'occupation ». Et puis, chacun sait dans les territoires que, pour obtenir ne serait-ce qu'un laissez-passer pour Jérusalem, une licence de taxi, ou l'autorisation de faire venir un parent d'Amman ou du Koweït, il faut graisser la patte de tel notable

palestinien ou prendre le risque de se faire recruter soi-même comme collaborateur.

« Comment ? Vous voulez faire venir votre frère du Qatar ? OK, mais il faut nous aider... » La scène nous est régulièrement contée. Sans parler des suppléments payés d'Israël, les « harkis de l'état juif » qui vivent entre eux dans des camps spéciaux, ou bien dans des appartements protégés, transformés en véritables fort Chapuis, en pleine ville, les unités spéciales peuvent compter sur l'aide précieuse d'Arabes, eux-mêmes traqués, parfois pour une poignée de dollars, par les nationalistes en armes. Cela explique la priorité accordée à l'élimination des tuteurs de collabos...

Une guérilla, une vraie

Pour le reste, les membres des unités spéciales opèrent seuls ou par petits groupes itinérants. « Ils peuvent évoluer en autonomie complète pendant plusieurs jours », explique un administrateur en uniforme. Souvent, le visage de ces agents de l'ombre est dissimulé par un keffiyeh. Quelquefois, ils se sont collés une paire de montaches postiches et ils ont soudé leurs yeux d'un tissu de khaki. Ou bien, lèvres rouges et poitrine rembourrée, ils ont alourdi et élargi leur silhouette, la drapant dans une large robe traditionnelle. C'est ainsi qu'ils se mêlent à la population, hantent les souks et les campus des universités encore ouvertes, recueillent des informations un peu partout et surveillent les faits et gestes des activistes connus.

Il leur arrive même, pour la vraisemblance de leur rôle, de participer à des manifestations contre l'occupation. Et de jeter des pierres sur leurs pairs. « Moi, confie récemment un journal Maoriv le colonel Amal, un colonel druze de trente-six ans, chef des spécial unités pour la région de Djenine, je suis satisfait d'être à Dje-

nine. Ici, on fait vraiment de la lutte antiterroriste. C'est une guérilla, une vraie. » Apparemment sans merci.

« Même si les tentatives contre eux sont encore relativement peu nombreuses, reconnaît un journaliste palestinien, les soldats israéliens réguliers vivent dans la crainte constante de se faire tirer comme des lapins ». Le conseil lambda envoyé dans un bataillon de Djenine, de Gaza ou d'ailleurs dans les territoires occupés, est nettement enthousiaste. Sauf s'il appartient à ces têtes brûlées des unités spéciales, évidemment. Mais qui sont-ils ces jeunes « cow-boys », ces « stupers sans uniforme », comme dit la presse locale ? « Pour la plupart, des jeunes gens qui font leur service national », explique encore le lieutenant-colonel Moshe Fogel.

Certains ont été sélectionnés parce qu'ils parlent parfaitement l'arabe. Beaucoup, comme le colonel Amal, appartiennent à la communauté druze d'Israël et ils n'ont aucune difficulté à se fondre dans la population palestinienne. D'autres ont été recrutés pour leurs qualités de tireurs d'élite. Leur nombre et les territoires de chasse qui leur ont été assignés sont classés « confidentiel-défense ». Mais Betslem, la principale organisation israélienne des droits de l'homme, estime qu'ils sont entre trois cents et quatre cents.

Jusqu' alors confidentielle, l'existence de ces « soldats clandestins » n'a été révélée au grand jour qu'en juin dernier, par le biais d'un rapport autorisé par la censure et diffusé par la télévision nationale. En levant le voile sur un secret qui était effectivement évanoui depuis quelque temps, l'idée du général Ehud Barak, le chef de l'état-major général, était officiellement de dissuader la jeunesse palestinienne de prendre la voie de la lutte armée. Le moins qu'on puisse dire est que cet objectif est loin d'être atteint...

PATRICE CLAUDE
FIN

Jérusalem a présenté son projet d'élections municipales dans les territoires occupés

WASHINGTON

de notre correspondant

L'annonce de la levée des restrictions pesant sur les juifs de Syrie est venue donner un peu de répit à la reprise, lundi 27 avril, des pourparlers bilatéraux entamés en novembre entre Israël, ses voisins arabes et les Palestiniens. Toutes les délégations étaient présentes pour cet exercice de face-à-face qui prend des allures de routine et rappelle, par bien des aspects, les longues négociations sur le désarmement entre les Etats-Unis et l'URSS : progrès accomplis au millimètre, mais volonté de ne pas casser un mécanisme dont on sait qu'il ne portera ses fruits que très lentement.

Le seul élément « nouveau » paraît être intervenu dans le forum de négociation israélo-palestinien (qui s'est réuni en session directe et non en présence de la délégation jordanienne au complet). Les Israéliens ont exposé leur projet d'élections municipales dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza - qui a

deux reprises déjà depuis 1967 ont connu de telles élections. Sans entrer dans les détails, les Israéliens ont présenté leur proposition comme une étape vers l'instauration d'un statut d'autonomie - provisoire - dans les territoires, objet de la négociation israélo-palestinienne.

Les Palestiniens estiment que c'est insuffisant. Ils réclament des élections générales destinées à désigner une assemblée de type parlementaire, laquelle mettrait en place un exécutif en charge de l'administration du régime d'autonomie. Cependant, à en croire le Washington Post, les délégués israéliens ont pris soin de souligner à leurs interlocuteurs que ce scrutin municipal ne serait qu'une étape et qu'il n'exclurait pas, plus tard, un projet plus ambitieux et plus « politique ».

Les négociations devraient se déplacer à Rome, personne n'attendant de résultats spectaculaires avant les élections israéliennes qui doivent avoir lieu en juin.

ALAIN FRACHON

ISRAËL : l'accueil des nouveaux immigrants L'action de M. Sharon au ministère du logement est vivement critiquée

Dans un rapport rendu public lundi 27 avril, le contrôleur de l'Etat d'Israël, M. Myriam Ben Porat, a vivement critiqué le ministère du logement pour avoir construit plus d'habitations qu'il n'en fallait pour les immigrants juifs soviétiques et recommandé une enquête sur au moins trois cas.

Lors d'une conférence de presse à Jérusalem, M. Ariel Sharon a contesté ces affirmations, en particulier celles suggérant que des millions de dollars ont été gaspillés pour des appartements restés vides.

Il a toutefois admis qu'un certain nombre d'erreurs ont été commises, notamment dans les estimations du rythme d'arrivée des nouveaux immigrants. Il s'est attaché à mettre en valeur les efforts de son ministère grâce auxquels quelque 420 000 immigrants, arrivés depuis 1989, ont pu être accueillis. Sur les 23 000 logements construits jusqu'en décembre 1991, seuls 13 000 ont été occupés, ce qui a provoqué une perte de 22,6 millions de dollars. - (AFP, AP)

LA CORSE 690 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIÈRES

Et après
les grandes marches dans le maquis,
rêver dans une chambre lumineuse
en regardant le mer
ne vous coûtera pas plus cher
que votre collection de samovars.*

* La Corse avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 2 000 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

POLITIQUE

La révision de la Constitution et la ratification du traité de l'Union européenne L'épreuve décisive s'engagera au Sénat

La commission des lois de l'Assemblée nationale devait entamer, le mardi 28 avril, l'examen du projet de révision constitutionnelle proposé par le président de la République, préalable à la ratification du traité de Maastricht. M. Gérard Gouzes, député (PS) du Lot-et-Garonne, président et rapporteur de cette commission, a choisi d'« auditionner » en public M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, et M. Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes.

M. Dumas, chargé de mener devant le Parlement la discussion sur la ratification du traité de Maastricht et sur la révision préalable de la Constitution, a commencé à préparer celle-ci en recevant, la semaine dernière, des personnalités susceptibles de vouloir amender le projet du chef de l'Etat ou capables d'influencer députés et sénateurs, comme MM. Valéry Giscard d'Estaing, Jean Lecanuet et Charles Pasqua. Le ministre des affaires étrangères devait s'entretenir, aussi, avec M. Raymond Barre et avec M. Edouard Balladur.

M. Giscard d'Estaing a, de

son côté, une conversation avec M. Jacques Larché, sénateur (Rép. et ind.) de la Seine-et-Marne, qui, en tant que président de la commission des lois du Sénat, devrait être le rapporteur de la modification constitutionnelle au Palais du Luxembourg et qui ne cachait pas une certaine réserve devant ce texte. C'est, en effet, au Sénat que l'épreuve devrait être la plus délicate pour le gouvernement, puisque l'opposition y est majoritaire. Or, la procédure prévue pour la révision rend nécessaire, pour l'adoption de celle-ci, que le Sénat vote le texte dans des termes strictement identiques à ceux de l'Assemblée nationale.

Au Palais-Bourbon, les choses devraient être plus simples. La semaine dernière, la droite a décidé de déposer des amendements communs, mais il lui faut encore passer de cette pétition de principe à sa réalisation pratique. Or, entre les uns et les autres, il y a plus que des nuances. Les centristes, à l'instar de M. Raymond Barre et de M. Simone Veil, trouvent le projet pratiquement acceptable en l'état. Les libéraux, sous l'influence de M. Giscard d'Estaing, sont tentés par des modifications substantielles, même s'ils reconnaissent que cela sera difficile. Ainsi, l'ancien président de la République, dans l'interview qu'il

avait accordée au *Monde* (daté 26-27 avril), se montrait hésitant devant l'élégibilité des citoyens européens aux élections municipales françaises, mais reconnaissait que le traité de Maastricht ne permet pas de l'éviter. En tout état de cause, l'UDF entend ne rien faire qui puisse empêcher la ratification de cet accord européen. Quant au RPR, il cherche la solution miracle qui lui permettrait de donner satisfaction à ses anti-européens sans se couper de ses alliés de l'UPF : pour M. Jacques Chirac, il y va de son statut de « présidentiable ».

Débatte sereinement

Le gouvernement dispose donc d'une certaine marge de manœuvre, puisque les socialistes n'ont aucune intention de donner la moindre satisfaction à ceux des leurs - la petite minorité qui soutient M. Jean-Pierre Chevènement - qui refusent Maastricht. Pour l'instant, il a fait le nécessaire afin de ne pas pouvoir être accusé de profiter de l'occasion pour mener une opération de politique intérieure, même si M. Mitterrand pourra tirer profit de la bonne fin de son long et délicat processus qui s'engage. Le projet qu'il propose au Parlement a été rédigé pour tenir compte de bien des souhaits de l'opposition, au moins de la partie

d'entre elle qui tient à la ratification de cet accord et qui, pour cela, est prête à quelques accommodements avec sa foi européenne. M. Pierre Bérégovoy et M. Dumas se sont dits prêts à débattre sereinement de toutes les propositions d'amendement qui seront faites, à l'Assemblée nationale comme au Sénat. Le débat pourrait se polariser sur l'éligibilité des citoyens des onze autres états de la Communauté, puisque, sur ce point, le gouvernement n'a pas l'intention de reculer.

Cette prudence risque d'avoir comme inconvénient d'aboutir à une modification constitutionnelle à minima. Déjà, pour ne pas fournir de prétextes à ceux qui en cherchaient pour justifier leur rejet de la réforme, le président de la République a retenu la version proposée par le Conseil d'Etat. Le texte proposé indique donc, explicitement, que la modification constitutionnelle n'est faite que « pour l'application du traité sur l'Union européenne », tel qu'il a été préparé à Maastricht. Dès lors, toute nouvelle avancée dans la construction de cette Europe unie risque d'impliquer une autre révision de la Constitution de la République française. On mesure pourtant, aujourd'hui, la complexité d'une telle entreprise.

THIERRY BRÉHIER

POINT DE VUE

Maastricht, et alors ?

par Alain Carignon

ENFIN ! Notre vie politique a de nouveau le feu aux joues. Pour ou contre Maastricht, appel direct au peuple ou refus catégorique du référendum. A trois siècles d'intervalle, la France de Jean Racine s'offre un remake des *Pléiades*. Tout l'essentiel du jeu n'est pas de trop pour prolonger la lutte entre juges et avocats de l'Europe. Un bref arrêt sur image permet pourtant de constater que la France est probablement le seul pays à se déchirer de la sorte à propos des modalités de ratification des accords de Maastricht.

Quant à l'opinion publique française, il n'est pas dit que ce sujet de discorde, elle le fasse sien. Il n'est pas dit non plus que ce référendum - à quelle que soit la pertinence de ses questions - elle le juge indispensable à son entrée adulte dans la citoyenneté européenne. Maastricht pose des problèmes constitutionnels. Soit. Bien entendu, il faut renouer ces accords parce que la France participe depuis trente-cinq ans à la construction de l'Europe et qu'on ne voit pas dans les arguments des « anti » autre chose que leur faiblesse.

Cependant, Maastricht, n'est-ce pas déjà le débat d'hier ? Et à trop nous focaliser sur nos intentions juridiques, n'en oublions-nous pas notre façon d'être, demain, dans l'Europe ? Y entrons-nous avec nos faiblesses et le cortège de nos réformes avortées ou nous donnons-nous les moyens institutionnels d'être préparés à ce nouvel espace de vie publique ? Car l'Europe est un appel à la modernité. Le président de la République ne semble pas souhaiter l'entendre.

Il appartient donc à la famille gaullienne de susciter un nouvel élan, d'in-

viser les Français à regarder sans crainte l'après-Maastricht, comme une chance historique d'être les acteurs engagés d'une France modernisée. Une France dans laquelle les compétences seraient courageusement redéfinies : comme la norme de la vie quotidienne, il est illusoire de croire que la protection de l'environnement peut rester hors-juridiction. Il n'est pas de la compétence d'un cantonnement hexagonal.

La conférence de Rio qui réunira en juin prochain cent quatre-vingt-cinq chefs d'Etat sur les problèmes d'environnement ne serait-elle pas plus prometteuse si elle confrontait les attentes des grandes entités plutôt que de juxtaposer cent quatre-vingt-cinq discours mal définis, dans leurs ressemblances comme dans leurs divergences ?

Une France modernisée

Sans abandonner les possibilités d'action très locales, au plus près de la vie quotidienne, il est illusoire de croire que la protection de l'environnement peut rester hors-juridiction. Il n'est pas de la compétence d'un cantonnement hexagonal. Il sera de même pour sortir de la crise chronique de l'Université : seule une approche supranationale, qui ne se contente pas d'équivalences de formations, préparera nos étudiants à une économie mondiale et à la confrontation des cultures.

Il en sera de même enfin pour ouvrir chacune des régions d'Europe au monde : c'est en effet l'Europe qui doit être le moteur de la croissance de la France. Mais j'entends déjà les courtoises s'agiter sur les tombes de Bayard et de Miquet : la construction européenne ne peut pas être à ce prix, elle n'autorise pas le renouveau par idéologies nationales. Alors, surtout, qu'on ne se y trompe pas : je

crois à l'Europe parce que je crois à la France, et réciproquement.

Je crois que l'Europe pose des conditions à nos pays, tout comme celui-ci doit lui en poser. Ainsi, il appartient à la France, berceau des droits de l'homme, d'être la « bête noire » démocratique de l'Europe en formulant des propositions en ce sens, comme, par exemple, la ratification de la nomination des commissaires par le Parlement européen. Moderniser la France, c'est aussi moderniser ses institutions.

En clarifiant les échelons de la décentralisation, en réhabilitant, à tous les niveaux, l'idée de la responsabilité, en redéfinissant les contours des régions, prometteuses peut-être mais indéfiniment étirées par le poids de la concurrence extérieure, en diminuant sensiblement le nombre des membres du gouvernement et en plaçant auprès d'eux non plus un « junior ministre » mais des secrétaires d'Etat à l'Europe, qui auraient en charge le dialogue quotidien avec Bruxelles et la pédagogie auprès des Français.

Une pédagogie qui fait aujourd'hui si cruellement défaut que le projet de Maastricht ne semble à la majorité de nos concitoyens qu'une péripétie technocratique de plus. Oui, décidément, le vrai référendum sur l'Europe n'est pas celui qu'on nous refuse dans les salles du pouvoir. Il reste à imaginer, autour de cette idée forte d'une France réinventée dans une Europe à inventer.

Alain Carignon, ancien ministre, est maire (RPR) de Grenoble, président du conseil général de l'Isère, ancien ministre.

M. Millon : « Si on échoue, on risque de se trouver dans une Europe balkanisée »

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui était l'invité du Club de la presse d'Europe 1 lundi 27 avril, a soutenu que les directives européennes soient soumises à « un avis préalable des Assemblées » et que soient créées au Parlement des commissions spécialisées dans les affaires européennes.

Il s'est déclaré favorable au traité de Maastricht. « Si on échoue, a-t-il dit, on risque demain de se trouver dans une Europe balkanisée, avec une Allemagne sûre d'elle qui se

tournera vers l'Est et construira une *Mitteleuropa* ». M. Millon s'est dit, d'autre part, hostile à un référendum, qui pourrait entraîner, selon lui, « une confusion des genres, une confusion entre les affaires intérieures et les affaires européennes ».

Il a précisé : « Si on interroge la France par référendum, ils risquent de dire non à l'Europe parce qu'ils pensent dire non à Mitterrand (...) On aura deux inconvénients : on aura arrêté la construction européenne et on aura toujours Mitterrand sur le dos ».

M. Lajoie : « Choquant » - Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoie, a déclaré, lundi 27 avril, sur RTL, que « le gouvernement ne cesse de répéter que les accords de Maastricht constituent une étape capitale de ce siècle et, en même temps, veut que ce traité soit approuvé à la

Divergences au Front national

M. Pierre Ceyrac critique l'« absurde stratégie » de M. Mégret

Par le biais d'un article publié dans le *Figaro* du 27 avril, M. Pierre Ceyrac, député européen du Front national, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, dresse un réquisitoire contre les choix tactiques de la direction du Front national en visant implicitement le rôle et les orientations de M. Bruno Mégret. « Avec 14 % des voix (moins que le score présidentiel de Jean-Marie Le Pen) nous n'avons pas réalisé la percée que nous escomptions », écrit-il. Plus grave encore, notre isolement politique est maintenant quasi absolu. M. Ceyrac, qui est l'un des principaux dirigeants en France de l'organisation FNSEA, la branche politique de l'Association pour l'Unité du christianisme mondial du révérend Sun Myung Moon, qui soutient politiquement et financièrement le mouvement lepeniste (le *Monde* du 8 février), invite son parti à « une autocritique objective et sincère ».

« Ma conviction profonde est que la publication des cinquante propositions sur l'immigration par notre délégation générale a constitué une erreur chèrement payée », ajoute-t-il. « Elle a servi de prétexte à une surenchère sur l'immigration alors que l'évolution du débat national avait obligé toutes les forces politiques à recentrer leurs positions sur cette question brûlante ? (...) En outre, la formulation souvent maladroite de recommandations par ailleurs valables et l'accumulation de mesures presque exclusivement répressives ont créé une impression d'ensemble inquiétante. Présentes initialement comme le « programme de gouvernement capable de régler le problème de l'immigration » alors qu'elles n'avaient fait l'objet d'aucun

débat à l'intérieur du parti, les cinquante propositions eurent pour effet de mettre l'ensemble du mouvement devant le fait accompli. Jean-Marie Le Pen lui-même, qui découvre leur contenu en même temps que tout le monde, dut intervenir pour préciser qu'il ne s'agissait pas d'un programme de gouvernement, mais uniquement d'une « base de travail », ajoute M. Ceyrac, qui fait également un sort à « des propos ambigus qui nous font apparaître comme les défenseurs de la pureté de la race (...) en contradiction avec la ligne du FN » et à « l'absurde stratégie selon laquelle nous serions en mesure d'arriver au gouvernement seuls ».

Après avoir parlé avec les militants

Après la publication de ce point de vue, M. Ceyrac nous a expliqué la lenteur de sa réaction (les cinquante propositions ont été présentées le 16 novembre 1991) par le fait qu'il avait attendu d'être sorti « du temps des élections ». Il nous a précisé que c'est « après avoir parlé avec beaucoup de militants » qu'il avait décidé de s'exprimer « à titre tout à fait personnel », même si, « dans le parti », il y a, dit-il, « tous un courant, y compris certains responsables, qui parage [son] jugement sur la direction prise par la délégation générale ».

S'il se dédait de s'en prendre à la « personne » de M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, dont le nom n'apparaît pas dans son article, M. Ceyrac n'en assure pas moins que « la délégation est responsable d'une dérive que Jean-Marie Le Pen n'a pas pu corriger ».

G. P.

Bouc émissaire

par Olivier Biffaud

M. PIERRE CEYRAC aura donc eu besoin de cent soixante-trois jours de réflexion pour estimer que les « cinquante mesures concrètes » contre l'immigration présentées le 16 novembre 1991 à Marseille par M. Bruno Mégret constituaient une faute politique. Bien que la capacité de prendre du recul fasse partie des vertus politiques, ce délai est un peu long pour apparaître totalement sincère. La ficelle utilisée par le représentant de la secte Moon en France à toutes les apparences d'un gros cordage de marine. L'article que M. Ceyrac, disant député européen du Front national, a confié au *Figaro* aurait pu tout aussi bien s'intituler, en effet : « Feu à volocrom sur le délégué général ».

Pourtant, personne ne se souvient que M. Ceyrac ait manifesté la moindre réticence publique après les prises de position de M. Mégret sur la stratégie électorale solitaire du Front national, sur l'écologie raciale ou sur les mesures discriminatoires de son parti en matière d'immigration. En vérité, autour de M. Jean-Marie Le Pen, tout le monde s'en félicitait, et le discours officiel tendait à mettre en exergue l'unité de l'état-major sur ces questions qui, du reste, soulevaient l'enthousiasme des militants.

major sur ces questions qui, du reste, soulevaient l'enthousiasme des militants.

Comme s'il était son porte-parole, direct ou inspiré par quelques amis européens inquiétés du rôle tenu par M. Mégret à la tête du parti, M. Ceyrac révèle ainsi que M. Le Pen aurait découvert le contenu des « cinquante mesures » en même temps que le commun des mortels. Au passage, il souligne que le Front national s'est fourvoyé, depuis six mois, dans sa stratégie, et que le résultat des dernières élections représente, pour parler clair, un échec. Bref, M. Ceyrac exhorte les fidèles à l'autocritique, en désignant, par un curieux retour des choses... le principal bouc émissaire, invité à faire amende honorable.

La symbolique étant, à l'extrême droite, une constante lourde de la gestuelle, il n'apparaît pas indifférent que cette condamnation de M. Mégret ait été formulée à la veille des rituels frontistes du 1^{er} mai. Malgré l'aval surmaturel de Jeanne d'Arc, M. Le Pen avait sans doute besoin d'un petit coup de pouce pour se remettre en selle. On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même...

La préparation des « assises »

Les Verts proposent une rencontre à Génération Ecologie

Le secrétaire national des Verts, M. Guy Cambot, a adressé une lettre, lundi 27 avril, au président de Génération Ecologie, M. Eric Lalonde, dans laquelle il accepte une rencontre des deux mouvements sur les futures assises de l'écologie. « Ce projet d'assises de l'écologie », affirme M. Cambot, n'est pas conçu comme un chemin vers une quelconque union politique, mais comme un débat beaucoup plus large avec tous ceux qui se retrouvent autour des idées d'une société plus écologiste, plus solidaire, c'est-à-dire la société civile, les associations, les syndicats (...). Nous vous proposons une rencontre pour vous exposer la situation actuelle de ce projet et les conditions dans lesquelles nous pourrions vous y associer ».

Une autre rencontre devrait être organisée entre les deux mouvements concurrents afin d'examiner un éventuel rapprochement pour les prochaines élections législatives. Lors de la dernière réunion de leur conseil national, à Lyon, le 4 avril dernier, les Verts avaient refusé

d'associer Génération Ecologie à leur initiative, après que M. Antoine Waechter eut expliqué que la participation de partis politiques en tant que tels risquait de « polluer » les assises.

J.-L. S.

Un guide pour la nationalité française. - Au-delà des polémiques sur le droit du sol et le droit du sang, le droit de la nationalité est constitué d'un ensemble de textes juridiques précis mais d'usage complexe. Un livre d'accès facile vient d'être publié (1), qui décrypte les textes et en explique les conséquences sur chaque situation personnelle. Il est le fruit d'une coopération originale entre une association de juristes, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI), et deux administrations, les affaires sociales et la justice.

(1) *Le Guide de la nationalité française*. Editions La Découverte. 158 pages. 69 F.

هكزامن الأسفل

• Le Monde • Mercredi 29 avril 1992 9

BDDP

GRANT'S

des racines profondément écossaises.



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

SOCIÉTÉ

Le projet de loi sur l'état civil et la filiation à l'Assemblée nationale

Les pères d'enfants naturels pourraient bénéficier automatiquement de l'autorité parentale

Le projet de loi sur l'état civil, la filiation et l'institution d'un juge aux affaires familiales (le Monde du 23 décembre 1991) devait être discuté, mardi 28 avril, à l'Assemblée nationale. La commission des lois devait proposer des amendements liant l'exercice de l'autorité parentale des pères d'enfants naturels à la reconnaissance de l'enfant et facilitant l'audition de l'enfant dans les procédures civiles.

La commission des lois de l'Assemblée nationale estime qu'il est temps de légiférer et propose des amendements au projet de loi sur l'état civil, la filiation et l'institution d'un juge aux affaires familiales pour accorder automatiquement l'exercice de l'autorité parentale (conjointement avec la mère) lors de la reconnaissance de l'enfant, si celle-ci se fait dans les six mois suivant la naissance.

En dehors de ce délai, il sera toujours possible, quand père et mère sont d'accord, de faire une déclaration commune d'exercice d'autorité parentale conjointe, devant le juge aux affaires familiales. En contrepartie de ces droits sur l'autorité parentale, la commission établit des devoirs (l'obligation alimentaire) du père vis-à-vis de l'enfant mais aussi de l'enfant vis-à-vis du père et aligne, en la matière, la législation sur la filiation naturelle à celle sur la filiation légitime.

En cas de divorce ou de séparation, l'exercice de l'autorité parentale conjointe est posée comme principe (et la commission propose d'amender la législation sur le divorce en conséquence), le juge ne

pouvant y déroger que s'il estime que l'intérêt de l'enfant exige une autre solution.

Faisant directement référence à la convention internationale des droits de l'enfant, la commission propose également des amendements pour une meilleure défense des intérêts de l'enfant dans les procédures civiles. La législation actuelle prévoit que, dans les procédures relatives à la délégation, la déchéance ou le retrait partiel de l'autorité parentale, le tribunal n'entend le mineur que s'il l'estime opportun. Il n'y a obligation d'audition que pour les mineurs de plus de treize ans, lors d'un divorce.

Les changements de nom facilités

L'amendement soumis aux députés par la commission précise que le mineur « capable de discernement » doit pouvoir, dans toutes les procédures le concernant, être entendu par le juge ou la personne désignée par le juge à cet effet. Il prévoit également que « lorsque le mineur en fait la demande, son audition ne peut être écartée que par une décision motivée ». Le mineur pourra, s'il le désire, être assisté « par la personne de son choix ». Autrement dit, la commission n'estime pas nécessaire la présence, à ce stade, d'un homme de loi. Mais, afin de ne pas faire peser sur l'enfant une responsabilité qui pourrait être lourde, la commission désire que « l'audition du mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure ». Il pourra être entendu, mais son opinion ne sera qu'indicative. Le juge décide.

La commission propose par ailleurs que, dans toutes les instances judiciaires civiles, quand les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux de son représentant légal (en général ses parents), le juge peut

procéder d'office ou à la demande du mineur, à la nomination d'un administrateur ad hoc, si les parents ne l'ont pas fait eux-mêmes. L'administrateur pourra quant à lui, s'il le juge utile, choisir un avocat.

Ces amendements, s'ils sont adoptés par le Parlement, étendront le dispositif proposé par le gouvernement. Celui-ci comprend trois volets. Le premier concerne la filiation : il facilite le choix et l'enregistrement des prénoms des enfants. L'officier d'état civil ne pourra plus s'opposer à l'enregistrement d'un prénom, le contrôle juridictionnel ne se faisant qu'a posteriori par le tribunal de grande instance saisi par le procureur de la République, si le prénom apparaît préjudiciable à l'intérêt de l'enfant en raison de sa consonance ou de son apparence ridicule, péjorative ou grossière. Cette partie du projet de loi simplifie également les procédures en changement de nom.

Le second volet facilite la preuve extra-judiciaire de la filiation naturelle et élargit la liberté de preuve judiciaire en matière de filiation grâce aux empreintes génétiques. Enfin, le troisième volet reprend largement les suggestions faites, en mars 1988, par M. Claude Allaer, premier président de la cour d'appel d'Angers, sur la création d'un juge aux affaires familiales, qui se substituerait au juge aux affaires matrimoniales, au sein du tribunal de grande instance. La plus grande partie des procédures relatives à la famille - à l'exception de celles concernant la filiation et les régimes matrimoniaux - seraient confiées, sans toucher toutefois aux compétences du juge des enfants et au rôle spécifique du juge des tutelles.

CHRISTIANE CHOMBEAU

MÉDECINE

Les risques de contamination par l'hépatite C

Le ministère de la santé revient sur sa décision de suspendre l'utilisation de certains produits dérivés du sang

Dans un communiqué publié lundi 27 avril, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a estimé que « qu'il n'y avait plus lieu de maintenir de restriction à l'utilisation des immunoglobulines disponibles en France » (1). Cette précision a été donnée après la réunion du comité de suivi de la sécurité transfusionnelle que M. Kouchner avait saisi, vendredi 24 avril, après avoir envisagé des restrictions dans l'utilisation des immunoglobulines. Ce comité a conclu « à l'absence de danger à utiliser les immunoglobulines actuellement disponibles, qu'elles aient été ou non préparées à partir de matière première sur laquelle les anticorps anti-VHC ont été recherchés. Il n'y a pas actuellement d'argument pour affirmer que les tests vis-à-vis des anticorps apportent un surcroît de sécurité à ces immunoglobulines ».

La question de l'innocuité des immunoglobulines actuellement utilisées en France avait été soulevée ces derniers temps à deux reprises, d'abord par le Figaro, ensuite par l'Express. Après les précisions techniques fournies par la direction générale de la santé quant à l'absence de danger de ces produits, aucune décision de retrait ou de suspension n'avait dans un premier temps été prise. Toutefois le ministère de la santé avait recommandé, dans un communiqué publié le 24 avril, de ne pas utiliser que des immunoglobulines dont la matière première avait été testée vis-à-vis du virus de l'hépatite C.

Dés lors, M. Alain Mérieux.

PDG de la firme pharmaceutique Pasteur-Mérieux sérums et vaccins (groupe Rhône-Poulenc) annonçait, lundi 27 avril, qu'il avait personnellement décidé de suspendre en France la commercialisation de ses « immunoglobulines polyvalentes » fabriquées à partir du sang issu de placentas. M. Mérieux nous a déclaré qu'il reviendrait sur sa décision de suspension dès qu'il aurait officiellement connaissance de la nouvelle position du ministère de la santé.

Depuis plus de deux ans, les autorités sanitaires françaises ont mis en place un dépistage systématique chez les donneurs de sang des marqueurs biologiques de cette infection virale. La filiale de Rhône-Poulenc réalise un chiffre d'affaires de 90 millions de francs avec la commercialisation de ces immunoglobulines. Ce chiffre provient pour la plus

grande part des immunoglobulines polyvalentes prescrites par voie intramusculaire ou par voie intraveineuse et vaccins dérivés 70 % du marché contre 30 % aux centres de transfusion sanguine pratiquant le fractionnement du plasma. Cette proportion était inversée pour les immunoglobulines prescrites par voie intraveineuse.

Après l'affaire du sang contaminé, ces atterroissements témoignent du profond embarras des autorités sanitaires et politiques, ainsi que de l'incertitude des professionnels de la pharmacie, face à l'usage thérapeutique des produits dérivés du sang.

J.-Y. N. ET F. N.

(1) Les immunoglobulines sont des substances issues du fractionnement du plasma humain permettant la prévention de nombreuses maladies infectieuses.

SCIENCES

Selon la commission du génie biomoléculaire

Les premières homologations de plantes transgéniques sont imminentes

Chargée par le ministère de l'Agriculture, depuis 1986, de contrôler les risques liés à la production de plantes ou d'animaux génétiquement modifiés à des fins agricoles ou agroalimentaires, la commission du génie biomoléculaire a présenté, la semaine dernière, le bilan de son activité en 1991. Selon son président, M. Axel Kahn, « de nombreux projets sont quasiment prêts à passer à la phase d'homologation précédant leur mise sur le marché ».

Qu'il s'agisse de plantes cultivées, de vaccins ou de bactéries d'intérêt agroalimentaire, les organismes génétiquement modifiés (OGM) quittent de plus en plus souvent les laboratoires à mesure que s'approche leur autorisation de mise sur le marché. Dans le domaine des plantes transgéniques (dans lesquelles a été introduit un gène étranger leur conférant de nouvelles caractéristiques), près de 400 expérimentations en plein champ ont ainsi été mises en œuvre dans le monde depuis 1987, dont 230 aux États-Unis et plus de 100 en France. Et bon nombre de ces essais portent désormais sur des plantes d'intérêt alimentaire et économique, destinées, à terme, à être disséminées dans le milieu naturel.

Sur les trente-deux demandes d'expérimentation examinées en 1991 par la commission du génie biomoléculaire (nombre quasiment stationnaire par rapport à 1990, année durant laquelle trente dossiers avaient été enregistrés), trente projets concernaient ainsi des plantes transgéniques, dont sept le colza, cinq le maïs, cinq la betterave et trois la pomme de terre. Dans la moitié des cas environ, l'objectif de l'industriel demandeur est de conférer à la plante une résistance génétique à un herbicide. D'autres projets visent à rendre les plantes manipulées résistantes aux insectes ou à des maladies spécifiques (virus de la rhizomanie pour la betterave, teigne de la pomme de terre), ou encore à améliorer leur qualité nutritive (colza).

Des millions d'hectares

« Par comparaison avec les années précédentes, les dossiers qui nous sont parvenus en 1991 laissent penser que 1992-1993 sera une période charnière », a précisé, mardi 21 avril, M. Axel Kahn, président de la commission. Selon lui, « de nombreux projets, suivis depuis plusieurs années, sont pratiquement prêts à passer à la phase d'homologation précédant leur mise sur le marché ». C'est dire l'importance des recommandations émises par la commission, chargée de veiller ce que ces produits issus des biotechnologies soient conçus « dans le strict respect de la sécurité des consommateurs et de la population ».

Sur les trente et un dossiers examinés en 1991, vingt et un seulement ont reçu un avis favorable dans les conditions expérimentales proposées. Dans dix autres cas, les industriels demandeurs ont dû revoir leur copie avant d'obtenir l'autorisation de pratiquer des essais en plein champ. Il leur a fallu notamment détailler la construction génétique employée dans leur protocole, préciser estimativement la commission « l'indispensable à l'analyse des caractéristiques de l'organisme recombiné ».

Jusqu'à présent, les plantes transgéniques n'étaient testées que sur de petites surfaces, dans des conditions de contrôle très rigoureuses, a rappelé M. Kahn. Dans le futur, elles seront probablement plantées sur des millions d'hectares et traitées comme n'importe quelle autre culture, sans isolement ni confinement particulier. La création variétale utilisant le génie génétique doit donc aboutir à des modifications « parfaitement définies du génome, des protéines et du comportement des nouvelles variétés obtenues ».

Les chercheurs, cependant, le reconnaissent : quelles que soient les précautions, la culture à grande échelle des plantes transgéniques aura sans doute des conséquences inattendues, auxquelles agronomes et agriculteurs devront progressivement s'adapter. Quelles pratiques culturales, par exemple, faudra-t-il prévoir pour des plantes rendues spontanément résistantes aux herbicides ? De quels types de nouveaux virus les cultures devenues résistantes aux maladies virales favoriseront-elles l'émergence ? Autant de questions auxquelles les scientifiques ne peuvent aujourd'hui répondre, mais dont l'importance devrait être évaluée grâce aux expérimentations menées en milieu ouvert.

La France est l'un des rares pays européens à s'être doté, avec la commission du génie biomoléculaire, d'un véritable outil de contrôle et d'évaluation. Un rôle qui devrait être bientôt conforté par la législation, puisque le projet de loi relatif au « contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés », présenté en octobre dernier par MM. Curien et Lalonde, alors ministre de la recherche et ministre de l'environnement, est actuellement en discussion au Sénat.

Ce texte, qui vise à mettre la législation française en conformité avec les directives européennes, prévoit de confier à la commission « l'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire » (le Monde du 3 octobre 1991). La composition de celle-ci et ses nouvelles règles de fonctionnement seront précisées après l'adoption définitive de la loi, qui devrait être discutée prochainement à l'Assemblée nationale.

CATHERINE VINCENT

HISTOIRE

Les suites de l'affaire Tourvier

Des historiens lancent une pétition

Des historiens s'élèvent contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris dans l'affaire Tourvier. Ils ont publié le texte suivant :

« Nous avons accueilli avec consternation l'arrêt de la chambre d'accusation sur l'affaire Tourvier. Conscients d'avoir à charge la recherche de la vérité sous toutes ses formes, nous nous indignons que, pour une période douloureuse et sombre de notre histoire nationale que symbolise le régime de Vichy, soit investie par des raisonnements spéculatifs, des artifices de langage et de solides ignorances. Loin de rétablir la paix civile, cette décision de justice ne peut que troubler les plus jeunes générations, heurter les plus anciennes et semer la confusion. »

« Nous protestons contre un arrêt qui déborde du cadre judiciaire. Nous rejetons la plupart des attendus historiques qui l'accompagnent. Nous rejetons qu'on se serve de l'Histoire au lieu de la servir. »

« Au-delà de nos sensibilités idéologiques, nous sommes des historiens universitaires. C'est en tant que tels que nous lançons un appel à celles et à ceux qui partagent notre sentiment et qui nous leur demandons de joindre leurs signatures aux nôtres. »

► L'Appel des historiens - UFR d'histoire, université Paris-1, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris - est signé par MM. Jean-Pierre Azema, Michel Balard, Jean-Jacques Becker, François Bédaride, Serge Berstein, Bernard Comte, Noël Coulet, Robert Fossier, François Hartog, Michel Kaplan, André Kaspi, Jean-Marie Mayeur, Pierre Milza, M^{me} Michèle Porrot, MM. Denis Peschanski, Antoine Prost, M^{me} Madeleine Rebérioux, MM. Jacques Revel, Pierre Riché, M^{me} Lily Schew, M. Alain Schnap, M^{me} Lucette Suard, MM. Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet et M^{me} Annette Vialovska.

M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, appelle la Cour de cassation à la « sérénité »

M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, a adressé deux lettres, lundi 27 avril, à M. Pierre Drai, président, et à M. Pierre Bizio, procureur général de la Cour de cassation, qui est appelée à se prononcer sur le non-lieu dans l'affaire Tourvier. « Il me paraît essentiel, écrit le garde des sceaux, que chacun s'attache maintenant à surmonter son émotion personnelle, afin que la Cour de cassation puisse accomplir sa mission dans la sérénité. »

M. Vauzelle ajoute que « la vitalité et la sincérité de la démocratie sont liées au libre exercice du droit de discuter et de critiquer ». Il rappelle également qu'il n'y a pas de démocratie « sans le respect que doivent tous les citoyens à ceux qui exercent la responsabilité de rendre la justice. »

Une initiative de M. Jack Lang

« Nuit et brouillard » dans les lycées

Au cours de l'émission « Parole d'école », produite par le Centre national de documentation pédagogique, FR3 a diffusé, lundi 27 avril, Nuit et brouillard, le film-documentaire d'Alain Resnais consacré aux camps de la mort (1). Une vidéocassette de ce film sera adressée à tous les lycées publics et privés, pour être diffusée dans les classes de terminale et de première.

Cette initiative est directement liée à l'affaire Tourvier. Après le verdict du non-lieu pour l'ancien milicien rendu par les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, le 13 avril, M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, avait réclamé la diffusion du film d'Alain Resnais. Ce choix pouvait paraître curieux, puisque Nuit et brouillard n'évoque pas explicitement la collaboration en France. Le ministre avait néanmoins lancé un appel aux professeurs d'histoire pour qu'à cette occasion ils rappellent à tous leurs

élèves « ce qu'ont été le gouvernement de Vichy et la collaboration ».

En 1987 déjà, au moment où Klaus Barbie comparait devant ses juges à Lyon, M. Jacques Chirac, alors premier ministre, avait demandé aux enseignants d'évoquer la politique antijuive de Pétain. M. Jack Lang a souligné, lundi 27 avril sur Europe 1, que « le lycée de la République doit être la lycée de la mémoire de la République ». « Il est indispensable, a ajouté le ministre, que ceux qui vivent aujourd'hui et jouissent de la liberté sachent que notre pays a connu quatre années de dictature, quatre années de répression au cours desquelles un gouvernement, des policiers, des magistrats, de hauts responsables Français, ont livré aux nazis, pour les torturer ou les assassiner, quelques dizaines de milliers de citoyens de ce pays. »

L'initiative de M. Lang a été bien accueillie par le milieu enseignant. « Il appartient aux magistrats de dire le droit et aux historiens de dire l'histoire. Toute confusion est néfaste », a déclaré, dans un communiqué, l'Association des professeurs d'histoire et de géographie. M. Jean Peyrot, président de cette association, tempère néanmoins la portée de l'appel du ministre de l'éducation nationale et de la culture, en soulignant que les professeurs « n'occultent pas cette période de l'histoire de France et multiplient au contraire les initiatives, en ayant recours à de nombreux documents, films, livres et manuels, et en faisant appel aux témoignages irremplaçables des résistants et des déportés. »

M. A.

(1) FR3 diffusera à nouveau le film Nuit et brouillard, lundi 11 mai, de 10 h 30 à 11 heures, dans le cadre de « Parole d'école ».

CORRESPONDANCE

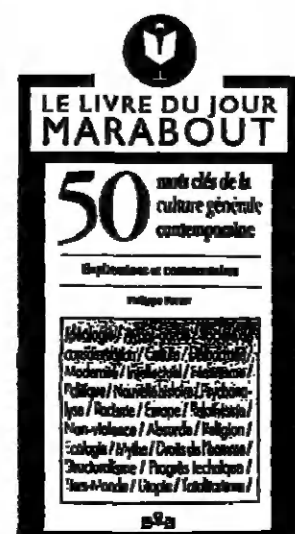
Une lettre de M^{me} Myriam Ezratty

Nous avons reçu de M^{me} Myriam Ezratty, première présidente de la cour d'appel de Paris, la lettre suivante :

Dans les deux articles publiés sous le titre « Contamination : le sang des prisons » (le Monde des 11 et 12-13 avril 1992), mon rôle de directeur de l'administration pénitentiaire dans les années 1984-1985 a été évoqué. La relation réduction et tendancieuse des faits m'apparaît de nature à tromper vos lecteurs.

Pour faire justice de ces allégations, qui concernent un dossier aux aspects souvent dramatiques, j'attends avec la plus entière confiance la conclusion d'une enquête administrative que j'ai appelée de mes vœux. Je me réserve de compléter mon propos si cela paraissait nécessaire.

[Les deux articles cités par M^{me} Myriam Ezratty, premier président de la cour d'appel de Paris, mettaient notamment en évidence les graves conséquences de la circulation, datée du 13 janvier 1984 signée de M^{me} Ezratty, sur la diffusion en France de l'épidémie de sida à partir de sang collecté chez des détenus infectés. Au cours de notre enquête, nous avons été à plusieurs reprises en relation avec M^{me} Ezratty dont nous avons fidèlement reproduit les propos. M^{me} Ezratty ne doute aucune prévision sur la date à laquelle elle a « appelé de ses vœux » une enquête administrative sur cette grave affaire. Nous avons appris que sa formule d'une réunion interministérielle organisée après la publication de notre enquête, une double inspection menée par l'inspection générale des affaires sociales et l'inspection des services judiciaires a été demandée. Au sein du gouvernement, plusieurs voix s'élevaient pour demander la création d'une commission d'enquête indépendante, une mesure qui en définitive n'a pas été jugée opportune.]



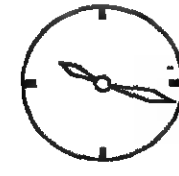
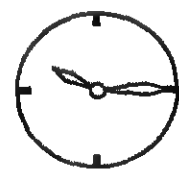
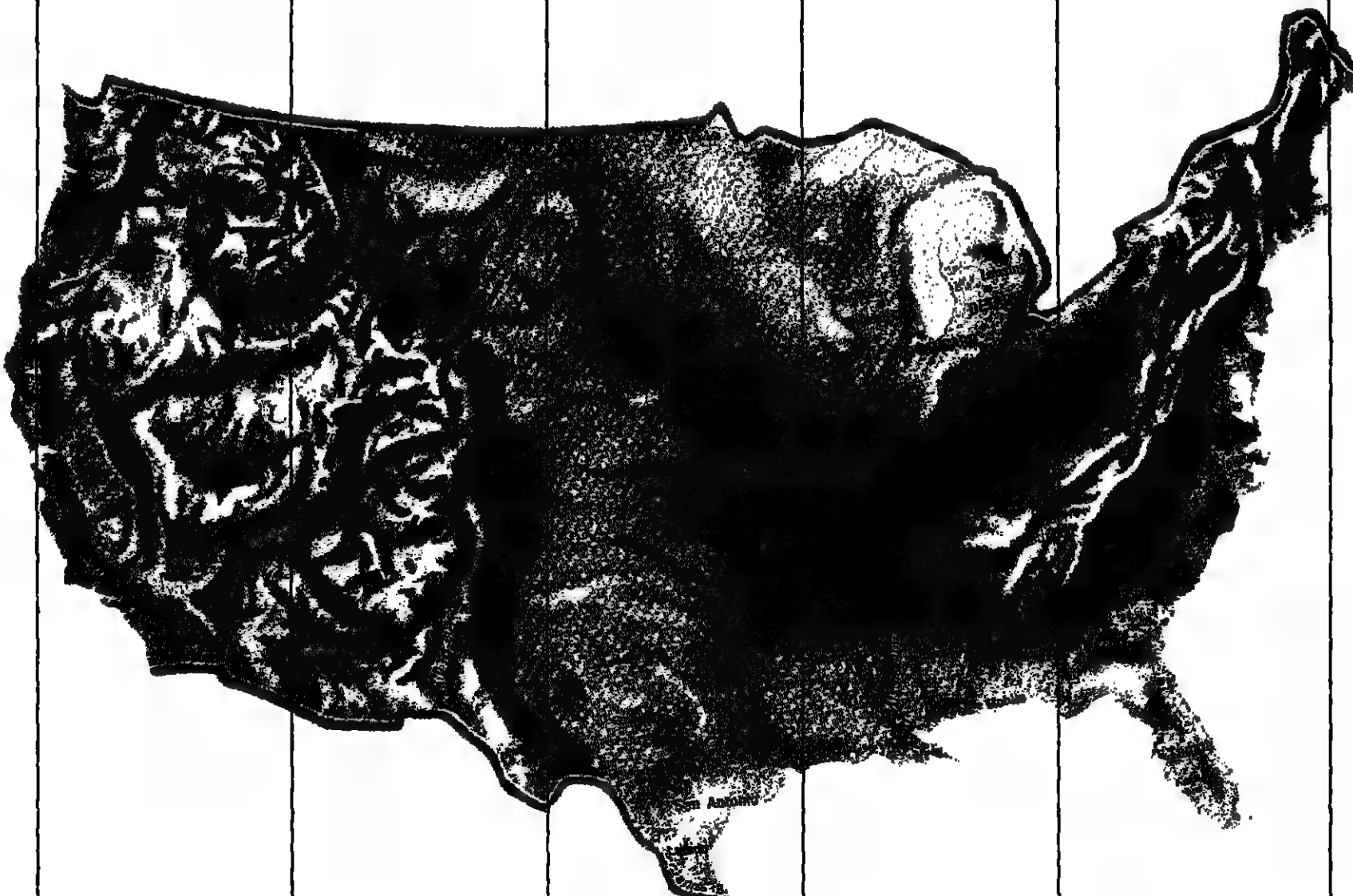
هكذا من العمل

Le Monde • Mercredi 29 avril 1992 11

ère de la santé revient sur sa décision
de suspendre l'utilisation
certains produits dérivés du sang



**TOUS LES MATINS
IL ARRIVE QUELQUE CHOSE
EN AMERIQUE DU NORD.**



SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Dans la crainte de nouveaux Tchernobyl

Bruxelles recommande une aide massive pour améliorer la sécurité des centrales nucléaires de l'ex-URSS

Au retour d'un voyage qui l'a conduit à Moscou et à Kiev, M. Carlo Ripa di Meana, le commissaire européen chargé de la politique de l'environnement, invite la Communauté, ainsi que les autres pays industrialisés, à consentir un effort accru pour aider les Républiques rassemblées au sein de la CEI à améliorer la sécurité de leurs parcs de centrales nucléaires.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le corps de secours est apparemment bien terminé. Les intervenants du M. Ripa di Meana, au premier rang desquels M. Igor Gaidar, le premier vice-premier ministre russe, se lui sont présentés.

La gravité de la situation et leur espoir de voir l'Occident leur apporter un concours massif. « Le risque est grand et imminent, voilà l'impression », a déclaré, lundi 27 avril, le commissaire européen chargé de l'environnement.

M. Ripa di Meana s'apprête à demander à la Commission européenne technique financée par la CEI (85 millions de dollars pour 1991 et 1992, soit 8,845 milliards de francs) de façon à accroître la coopération dans les projets actuels, à la sécurité nucléaire. Mais il faudra aller plus loin que les opérations de

sauvetage, « colossales, décisives pour la survie », doivent bien sûr être effectuées en collaboration avec les experts occidentaux, ainsi qu'avec les institutions internationales, telle la Banque mondiale, la BERD et la Banque européenne d'investissement.

Il convient d'aider les Russes, les Ukrainiens et les Litoniens à fermer le plus rapidement possible leurs centrales nucléaires présentant des garanties de sécurité insuffisantes, soit, selon les experts occidentaux, quinze réacteurs RBMK (onze réacteurs en territoire russe, trois en Ukraine, deux en Lituanie) ainsi que les quatre réacteurs VVR 131 qui ont enregistré des pannes fréquentes ces derniers mois.

Déconnecter du réseau ces réacteurs qui constituent une menace permanente signifierait

une réduction de la production d'électricité de 10 % en Russie, 5 % en Ukraine et... 55 % en Lituanie. Pour compenser ce déficit, les autorités ont le choix entre le remplacement des centrales vieillissantes par des centrales modernes (coût : 1,2 milliard de dollars par réacteur) ou la mise en œuvre d'un programme d'économie d'énergie et d'utilisation rationnelle de l'énergie.

M. Ripa di Meana, le chef d'un tel programme se situerait autour de 15 milliards de dollars. Dans l'esprit du commissaire, il est indispensable que l'Occident prenne partiellement à sa charge un tel programme d'investissement.

PHILIPPE LEMAÎTRE

ÉDUCATION

La crise de la Fédération de l'éducation nationale

Le bureau exécutif de la FEN confirme l'exclusion du SNES et du SNEP

Le bureau fédéral national de la FEN, réuni lundi 27 avril, a adopté « dans une intégralité » l'avis rendu le 23 avril par la commission des conflits (le Monde du 25 avril). Celui-ci stipulait que les deux syndicats minoritaires, le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré) et le SNEP (syndicat national de l'éducation physique), avaient « gravement violé le pacte fédéral » et « enfreint les statuts de la FEN ». Cette décision ne deviendra exécutoire qu'après la confirmation par un conseil fédéral extraordinaire le 6 mai prochain.

L'arrêt rendu par le bureau exécutif de la fédération enseignante est sans surprise. On savait, depuis le verdict de la commission des conflits, que la logique de rupture menée sans faille par la direction de la FEN depuis un mois, serait conduite à son terme. Dans un communiqué laconique, le bureau fédéral a confirmé lundi 27 avril : le SNES et le SNEP, « par leurs manquements répétés aux règles de la fédération, ont gravement violé le pacte fédéral ».

Les deux syndicats minoritaires, qui représentent les enseignants collégiels et des lycées au sein de la FEN, ont manifesté leur refus d'adhérer aux décisions de la FEN, à son règlement intérieur et à la définition du pacte fédéral adoptés par les congrès. Ils ont également refusé de se soumettre aux décisions de la FEN, à son règlement intérieur et à la définition du pacte fédéral adoptés par les congrès.

menées à l'encontre des décisions des congrès de la FEN.

Le bureau adopté par le bureau fédéral insiste en outre sur le « refus » des deux syndicats de fournir le listing de leurs adhérents, comme les y oblige le règlement intérieur de la fédération.

Le bureau fédéral extraordinaire de la FEN, réuni lundi 27 avril, a adopté à la majorité la proposition d'indépendance et de démocratie (UID), y est largement majoritaire. Le bureau du conseil fédéral aux secrétaires départementaux de la FEN, mais ces derniers n'ont pas le droit de vote dans cette instance.

L'élargissement de la fédération enseignante est donc inévitable. Les représentants du SNES et du SNEP n'ont pas encore rendu publique la stratégie qu'ils comptent mettre en œuvre pour se défendre, mais ils n'excluent rien. À l'issue du bureau fédéral du 27 avril, « ni le bureau de justice ni le bureau des adhérents », comme le souligne M. Monique Vuiaillat, secrétaire générale du SNES.

Celle-ci plaçait aussi la FEN au premier plan politique. « Que va-t-il se passer au conseil supérieur de l'éducation ? interrogeait M. Vuiaillat, en s'adressant aux comités techniques paritaires, où le SNES a des représentants qui siègent au sein de la FEN ? Va-t-on les remplacer par des représentants du SN-PEGC ? M. Jack Lang va-t-il consulter la réforme des lycées dans des instances où les enseignants du second degré sont plus représentés ? » Ces questions qui risquent d'embarrasser un pouvoir lié, de fait, à la direction de la FEN.

CHRISTINE LAMIN

SPORTS

■ **AUTOMOBILISME** : la voiture de Didier Auriol vainc sous la menace de Corse. — Bernard Occelli, copilote de Didier Auriol, s'est fait voler, dimanche 27 avril, la victoire intégrale avec laquelle les deux hommes devaient prendre, samedi 2 mai, le départ du rallye de Corse. C'est à 11 heures, à la suite d'un échange de Porcino où il avait dîné avec Philippe Bugalski, un ancien pilote de Lancia, que Bernard Occelli a dû remettre la clé de sa voiture à un inconnu qui le menaçait d'un pistolet. Toutes les recherches entreprises pour ce véhicule, qui ne peut pas passer inaperçu, étaient vaines mardi en fin de matinée.

■ **Nouvelle inculpation dans l'affaire des Gladiateurs de Bordeaux**. — M. Lucciano Donofrio, un Italien de trente-cinq ans, inculpé de l'impressionnisme yougoslave Ljiljo Barin, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international délivré le 10 avril (le Monde du 10 avril), a été inculpé, dimanche 27 avril, par le juge d'instruction Bernadette Prigent dans la même affaire d'information judiciaire relative à X... en décembre 1990, relative aux anomalies constatées dans la gestion du club de football. L'intermédiaire avait été interpellé, samedi, à la frontière franco-suisse, et entendu par la section judiciaire et financière de la police judiciaire de Bordeaux, avant d'être présenté au magistrat instructeur.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

FAITS DIVERS

A la suite des accidents mortels du Mans

La vente d'alcool pourrait être interdite lors des manifestations motocyclistes

M. Frédéric Bredin, ministre de la Justice, a annoncé, lundi 27 avril, pour l'interdiction totale et générale de la vente d'alcool lors des manifestations motocyclistes. M. Bredin, qui recevait M. Jean-Pierre Mougins, président de la Fédération française du motocyclisme, à la suite des accidents mortels survenus les 25 et 28 avril, dans la ville du Mans et aux abords du circuit des 24 heures, a également souhaité qu'un effort soit fait, en matière d'animation, « pour attirer le public dans les circuits et aux abords ». Le ministre a, par ailleurs, demandé le lancement d'une campagne d'information sur la sécurité en moto et exprimé son intention d'engager une « réflexion » sur la vente d'alcool aux motocyclistes, les clubs sportifs, les collectivités locales, les importateurs.

Cinq motocyclistes, placés en garde à vue, après leur interpellation, dimanche 27 avril, aux abords du circuit des 24 heures pour accidents de moto, ont été jugés, lundi, par le tribunal correctionnel du Mans, dans le cadre de la procédure de flagrant délit.

La vente d'alcool a été prononcée, lundi 27 avril, pour l'interdiction totale et générale de la vente d'alcool lors des manifestations motocyclistes. M. Bredin, qui recevait M. Jean-Pierre Mougins, président de la Fédération française du motocyclisme, à la suite des accidents mortels survenus les 25 et 28 avril, dans la ville du Mans et aux abords du circuit des 24 heures, a également souhaité qu'un effort soit fait, en matière d'animation, « pour attirer le public dans les circuits et aux abords ».

A cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une immobilisation relative à la conduite sous l'emprise de l'alcool avaient fait l'objet d'une procédure : les autres motocyclistes seront jugés par le tribunal correctionnel le 18 mai.

À cette occasion, le Centre de documentation et d'information de la Fédération française du motocyclisme a été condamné à une immobilisation de sa moto pendant six mois. Un cinquième motocycliste a vu son permis suspendu pour une durée de trente mois. Treize autres motocyclistes ont été condamnés à une

هكزامن الأكل

liorer
S

Les forces sous-marines
sont reorganisées



DES LE 4 MAI

**NOUVEAU SERVICE EXPRESSfreighter,
LE SEUL A LIVRER L'AMERIQUE DU NORD
AVANT 10H30 LE LENDEMAIN.**



Notre service exclusif EXPRESSfreighter
vous permet d'emballer tous vos colis vers
l'Amérique du Nord. Depuis Paris, Lyon
et leur région, vous pouvez expédier
vos documents et vos colis jusqu'à
70 kg vers les États-Unis et le Canada :
Federal Express en garantit la livraison
avant 10 h 30 le lendemain matin.
Un exploit quotidien dont vous
apprécierez d'autant plus les avantages
quand vous saurez que son prix
est le même que celui d'une
expédition express classique.

Notre système de suivi par satellite
nous permet de localiser votre colis à
tout moment sur simple appel.
Aujourd'hui, notre qualité de service et
notre fiabilité sont telles que nous nous
engageons à vous rembourser sur
demande les frais de transport si, de
notre fait, votre envoi était livré plus
d'une minute après 10 h 30.
Vous désirez en savoir plus ?
Contactez-nous, l'appel est gratuit.

N° VERT 05 33 33 55



VOUS N'IMAGINEZ PAS TOUT CE QUE FEDERAL EXPRESS PEUT VOUS APPORTER



هكذا من الاصل

SCIENCES • MÉDECINE

Essai de purge du lac Monoun

Une équipe franco-camerounaise s'efforce de prévenir le renouvellement de la catastrophe du lac Nyos

Le 21 août 1986, une énorme quantité de gaz carbonique (CO_2) s'est brusquement déversée du lac Nyos (Cameroun), à quelque 300 kilomètres au nord-ouest de Yaoundé, tuant presque instantanément plus de 1 700 personnes et milliers d'animaux. Le même phénomène s'était produit sur une moins vaste échelle le 15 août 1979 au lac Monoun, entraînant tout de même la mort de 37 personnes.

Pour prévenir le renouvellement de telles catastrophes, du 11 au 13 avril, une équipe de dégazage des profondeurs du lac Monoun ont pu, avec succès, par une équipe scientifique franco-camerounaise (1).

Il s'agissait de pomper en vraie grandeur, mais sur un lac relativement petit, une méthode qui pourrait être utilisée pour dégazer le lac, voisin mais beaucoup plus grand, le lac Nyos. Les deux lacs sont installés dans des tuffes de (toute la région de l'ouest du Cameroun est volcanique). Ils sont donc profonds : 208 mètres pour le lac Nyos, 111 mètres pour le lac Monoun; leurs parois sont en pente raide; leurs fonds sont très probablement parsemés de zones hydrothermales riches en gaz magmatiques (dont le CO_2). Comme dans tout milieu liquide, la pression

augmente avec la profondeur (1 bar pour 10 mètres).

Or, la capacité de dissolution de gaz carbonique dans l'eau augmente avec la pression. A la température constante de 15°C, 1 litre d'eau est capable de dissoudre 1 litre de CO_2 à la pression de 1 bar et 14 litres de CO_2 à la pression de 20 bars. Dès que leur capacité de dissolution est atteinte, les gaz forment des bulles qui, forcément, montent et grossissent, allégeant de plus en plus la colonne de liquide qui les contient et qui est ainsi aspirée vers la surface. C'est le même phénomène qui fait que le champagne brusquement décompressé peut jaillir à la bouteille que l'on vient de déboucher. C'est aussi le même phénomène qui est utilisé par les pétroliers sous le nom d'air lift pour monter le pétrole de certains champs jusqu'à la surface.

Rappelons aussi que, à 1 bar, la densité du CO_2 est de 1,52 grammes (celle de l'eau douce étant de 1 gramme); les eaux des fonds, chargées en gaz dissous, ont donc une densité plus élevée que celle de l'eau « pure ». Et il ne faut pas oublier que la densité de l'eau augmente avec la baisse de sa température. Les principes de la physique simple expliquent que les eaux de ce genre de lacs sont stratifiées. La

teneur en gaz dissous augmente, classiquement, avec la profondeur et avec la pression.

Mais, curieusement, la température ne baisse pas régulièrement avec la profondeur : dans le lac Monoun, elle est de 21°C à 25°C selon la saison en surface, de 21,5°C aux environs de 10 mètres et de 24°C au fond approximativement. La densité augmente pourtant de la surface au fond, en dépit de la chaleur qui, au fond, à cause de la quantité croissante (avec la profondeur) de CO_2 dis-

Pluies et grêles refroidissantes

Dès janvier 1987, des spécialistes de diverses nationalités avaient suggéré que, juste avant les sorties catastrophiques, les eaux profondes des lacs Nyos et Monoun avaient atteint leur seuil de saturation en gaz magmatiques dissous. Il s'était alors formé d'innombrables bulles qui avaient brusquement diminué la densité de ces eaux. Le lac Monoun en 1984 et le lac Nyos en 1986 s'étaient alors « retournés », et les eaux du fond allégées — et de plus en plus — étaient montées en surface, remplissant le lac et se déversant à la surface, qui avaient

plongé au fond puisqu'elles étaient devenues subitement relativement plus lourdes.

Il y a cinq ans les spécialistes avaient aussi pensé à un facteur complémentaire : les eaux de ces lacs auraient pu devenir brusquement plus froides par de fortes pluies ou de grêles. Cette hypothèse est renforcée par le fait que les deux catastrophes se sont produites au début, c'est-à-dire pendant le maximum de la saison des pluies caractéristique de la région par de très violentes et longues précipitations.

Quelle que soit l'hypothèse retenue, il a semblé que la méthode capable d'éviter le renouvellement de telles catastrophes était de purger les fonds des lacs d'une partie de leurs gaz dissous. C'est ce qui vient d'être essayé au lac Monoun, dans une première tentative très prudente avant d'être menée en 1991 au lac Nyos.

Cette année, deux tuyaux longs de 70 mètres, ayant un diamètre intérieur, l'un de 13 millimètres, l'autre de 141 millimètres, ont été installés à la verticale dans le lac Monoun à quelque 10 mètres de la profondeur de 60 mètres jusqu'au fond, contenant actuellement 3,1 litres de CO_2 , ce qui est infé-

rieur au seuil de saturation. Ces tuyaux, faits de segments de 6 mètres soudés, étaient amarrés au haut sur une petite pompe de jardin.

Par sécurité, cette pompe était télécommandée depuis les rives du lac, tout comme étaient télécommandés les brouillards explosifs fixés aux tuyaux au radeau et aux lacs et celui servant d'orifice latéral aménagé sur les tuyaux à 40 mètres sous la surface. (2). Par sécurité aussi, les tuyaux étaient reliés par une corde longue de 100 mètres à un véhicule terrestre dont la mise en route sur la route fermée faisait donc tirer les tuyaux à l'interrompre les essais.

Le premier essai sur le tuyau de 13 millimètres a duré deux heures. Amorcé par la petite pompe, l'air lift a fait sortir à la surface, d'abord un radeau puis un tuyau et de CO_2 haut de 4 mètres. L'expérience a alors été arrêtée grâce au brouillard explosif qui a fermé l'orifice latéral à 40 mètres sous la surface. Le second essai avec le tuyau de 141 millimètres a fait jaillir un jet d'eau de CO_2 haut de 8 mètres à la surface.

Bien évidemment, les deux essais ont été précédés et accompagnés de mesures quantitatives répétées faites à des profondeurs différentes et montrant les variations de l'eau

en gaz dissous, les débits d'eau et de gaz dans les tuyaux, etc. Même de courte durée, les essais de purge du lac Monoun ont montré que la méthode est applicable au lac Nyos et qu'il en coûterait probablement plus de 2 millions de dollars (11 millions de francs).

YVONNE REBEYROL

(1) L'équipe était dirigée par M. Halbach (professeur à l'université de Chambéry et responsable de l'association géophysique). Elle comprenait Adelin Villeriville (représentant l'Union des associations internationales de membre du conseil général de l'Union), Jean-Christophe Grangeon (physicien au Commissariat à l'énergie atomique), Jacques Grangeon (spécialiste de la technologie à l'université de Chambéry), M. P. (Centre de recherche en hydrologie du Cameroun), John Funtzi et Nop Gresh (ministre des mines au Cameroun), l'équipe a eu l'aide technique et logistique de l'armée camerounaise. Les 400 000 francs nécessaires ont été donnés par le bureau de l'Union des Communautés européennes et le ministère français de la coopération.

(2) En cas d'urgence, cet orifice latéral est ouvert et l'eau de ce niveau est (peu chargée en CO_2) à la pression d'environ 1 bar. Si la pression dans le tuyau, dont le diamètre est de 13 millimètres, est de 1 bar, le CO_2 est à la pression de 1 bar.

Les grumeaux de la « soupe » cosmique...

Suite de la première page

Le plus simplement du monde. En mesurant les précisions extrêmes du bruit de fond cosmologique. C'est le témoin des premiers instants de l'Univers, qui baigne l'ensemble du ciel et se manifeste aujourd'hui, dans toutes les directions, sous la forme d'une radiation équivalente à celle qui émettrait une enceinte opaque (un corps noir) à une température de 2,73 degrés Kelvin (soit -273 degrés Celsius).

Tout cela, le satellite COBE l'a confirmé lors de ses premières mesures, allant jusqu'à préciser que le bruit de fond cosmologique n'était pas uniforme à 3 degrés Kelvin, mais à 2,73 degrés Kelvin (le 4 avril et le 12 septembre 1990). Les, belle œuvre de la NASA, lancée en 1989, ont parvenu à toujours pas un après sa mise en orbite à découvrir une variation de température qui aurait été le signe d'une modification de l'Univers.

Le ciel restait désespérément homogène. Au point qu'un chercheur de l'université de Berkeley (Californie), George Smoot, celui-là même qui a annoncé, jeudi 23 avril, la fin de cette quête du Grand avec les données mesurées du satellite COBE, se désolait. Et puis le miracle a eu lieu. A force de patience et de ténacité, l'équipe de COBE a pu mettre en évidence des variations infimes de température aux pôles de l'Univers. Pour les astronomes, ces variations de quelques dixièmes de degrés, sont très grandes. Ils s'attendaient en fait à des variations de quelques millièmes ou dix-millièmes de degré. COBE a trouvé beaucoup moins : des millièmes de degré, preuve que dans ces zones la soupe cosmique se désagregait en grumeaux.

A n'en pas douter, une découverte, sous réserve d'une confirmation, serait, de l'avis des cosmologistes, l'une des plus importantes de la cosmologie.

La belle histoire

Pour comprendre le soulagement et la joie des chercheurs après cette découverte, il faut remonter le temps avec eux. A les en croire, l'Univers tel qu'on le connaît est donc né il y a environ 15 milliards d'années d'une gigantesque explosion, le Big Bang. Le scénario débute par une « singularité » que l'on peut imaginer comme une minuscule, d'une densité infinie, et d'une température supérieure à 10 milliards de degrés. Personne ne peut, aujourd'hui, dire quelle est son origine. En revanche, la physique des particules et l'astrophysique ont permis aux cosmologistes d'écrire la suite.

Un premier chapitre très court. Un milliard de milliards. Cela a suffi pour que, en créant, après le début du Big Bang, les grumeaux de matière (photons) et les particules élémentaires (quarks, électrons, neutrinos), l'expansion simultanée de l'Univers antiparticulaire provoque alors une impressionnante annihilation suivie, en quelques minutes, de la condensation des quarks en protons et neutrons, les constituants fondamentaux des noyaux atomiques.

« Après leur formation, explique James Lequeux, de l'Observatoire de Meudon, l'Univers était encore très chaud et rempli à la fois de matière et de rayonnement. Ce rayonnement et cette matière complètement mélangés (l'hydrogène, composant principal de la matière, les électrons et les protons) formaient une soupe cosmique. S'il y avait quelque chose de plus grand que la matière, le rayonnement était plus dense et plus chaud qu'elle ».

Mais l'Univers en expansion se refroidit continuellement. Lorsque la température s'est abaissée jusqu'à 4 000 degrés Kelvin, les protons et les électrons se sont combinés pour former l'hydrogène. La matière s'est alors « découplée » du rayonnement. C'est ce rayonnement que COBE mesure aujourd'hui. Les irrégularités qu'il a cartographiées sur le ciel reflètent donc fidèlement celles de la soupe cosmique à l'époque où les protons et

électrons se sont recombinés. L'Univers a alors été rempli d'une soupe cosmique de photons et de particules élémentaires.

Mais il faut un milliard d'années pour que la matière s'organise en « proto-galaxies », ces grumeaux de matière qui, en s'effondrant sous eux-mêmes sous l'effet des forces gravitationnelles, donneront naissance aux galaxies.

C'est à l'époque du Big Bang qu'il ne faut pas se laisser emporter par les étapes successives à partir du début du monde. Avec le recul du temps, on se rend compte que les avancées de l'époque de la physique et de l'astronomie ont été énormément nombreuses. Mais on ne change pas facilement les lois de la physique. On ne modifie pas d'un simple claquement de doigts des années de certitude et les scientifiques du moment acceptent mal d'être démentis.

À commencer par le grand Albert Einstein dont les travaux sur la relativité générale ont été remis en question par la théorie de la gravitation quantique. Une hypothèse en opposition complète avec les conceptions de la grande majorité des astronomes de l'époque qui croyaient en un Univers statique. Einstein s'empresse donc d'introduire dans la première version de ses équations une correction, la « constante cosmologique », pour faire en sorte que l'Univers soit statique. Ce fut, reconnut-il plus tard, « la plus grande erreur de sa vie ».

L'intuition de Gamow

Il fallut une quarantaine d'années pour que la théorie de Friedman s'affine et que le concept du Big Bang s'établisse vraiment, pierre par pierre. D'abord avec la découverte de l'astronome américain Edwin Hubble qui, en 1929, démontra que les galaxies s'éloignent sans cesse

les uns des autres. Puis, vers 1930, le Belge Georges Lemaitre avança l'idée de l'« atome primitif ». Vint ensuite le physicien soviétique Georges Gamow (installé aux États-Unis) qui, en 1946, prouvait l'existence d'un « état de rayonnement cosmologique », trace fossile de l'explosion primordiale.

En 1965, enfin, deux jeunes physiciens américains, Arno Penzias et Robert Wilson, trouvaient une pièce essentielle au puzzle. Ils captaient, un peu par hasard, ce fameux bruit de fond, et le mesuraient. L'Univers restait silencieux, leur valeur le prix Nobel (4) en 1978.

Ce rayonnement détecté par Penzias et Wilson, la mise en évidence de l'expansion de l'Univers et la mesure, dans le ciel, de l'abondance des éléments chimiques (hydrogène, deutérium, hélium 3 et 4, lithium) qui y ont été synthétisés aux tout premiers instants, les trois piliers de la théorie standard du Big Bang. Une construction solide qui jusqu'ici a bien résisté au temps.

Mais, il y a quelques années, certains cosmologistes, trois piliers c'est peu pour étayer une théorie. Et de s'étonner, avec quelques autres, de l'incapacité de ce modèle standard à expliquer comment se sont formées les galaxies et comment elles se sont organisées en amas de plus en plus grands.

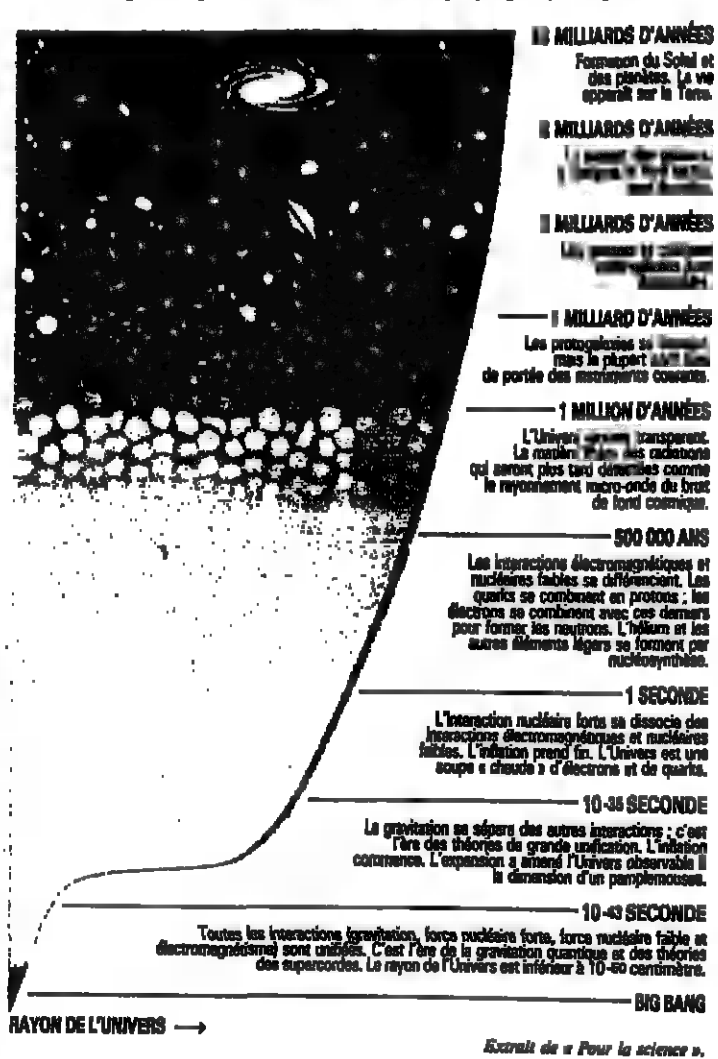
En effet, explique James Lequeux, pour rassembler la matière en galaxies, à la surface des fameuses « bulles », on ne dispose que de l'attraction gravitationnelle. Si l'on n'y avait que la matière « visible » (gaz et étoiles), on n'arriverait pas, avec des fluctuations initiales faibles, à détecter les trous noirs ou les trous blancs. Il faut quelque chose de plus pour que les fluctuations initiales puissent croître par attraction gravitationnelle.

En dix ans, les cosmologistes ont tenté de répondre à cette question. Il y a eu en 1982 celui des neutrinos, particules quasi indétectables, dont la masse — encore incertaine — aurait pu générer les structures observables. Puis ce furent les cordes cosmiques, brins de matière à la limite du primordial, qui seraient apparues dans la première seconde après le Big Bang. Ces objets, très hypothétiques, pourraient en effet, du fait de leur extraordinaire densité, exercer une attraction si forte qu'ils assureraient la formation des galaxies.

Des travaux ont été menés à penser cependant que les cordes cosmiques seraient, si elles existent, à la fois trop petites et trop instables pour jouer un tel rôle. De leurs ardeurs défensives, Neil Turok, physicien à Princeton, et d'ailleurs récemment abandonnées au profit d'une théorie similaire, la « théorie des textures » (3), également génératrice de défauts et de germes cosmiques, développée par un autre chercheur de Princeton, l'astrophysicien Spergel.

Reste enfin le scénario de la matière sombre froide qui, sans le plus récent, est jusqu'ici accompagné de la plupart des observations. On doute parce que plus flexible. Cette théorie se fonde sur le fait que les astronomes font leurs comptes de la masse de l'Univers, lorsqu'ils « comptabilisent » les étoiles, les nuages interstellaires, les quasars et autres phénomènes, il leur manque près de 90 % de matière. Même avec de l'imagination à revendre, les beau-

UNE CHRONOLOGIE DU BIG BANG



coup pour étayer des certitudes. Où est cette matière manquante ? De quoi est-elle faite ? C'est sans le problème des cosmologistes. Ils se demandent si cette masse invisible n'est pas présente dans les « mangeurs » que sont les trous noirs ou les trous blancs, ou si elle est constituée de particules subatomiques encore à définir ou à observer.

La force de la manivette

Sollicités, les physiciens n'ont pas de peine à imaginer de telles entités, puisant dans le monde des particules élémentaires les plus exotiques. Ils ont par exemple inventé la « manivette », une particule stable, encore jamais vue, dix fois plus massive que le proton et interagissant faiblement. D'où son nom : la *Weakly Interacting Particle*, ou *wimp*, en français « manivette ».

Mais ce dernier scénario estime Alain Bouquet, du Laboratoire de physique théorique et des hautes énergies (CNRS-Universités Paris-VI et VII), est une mauvaise posture, car si les *Wimps* permettent la formation des galaxies, elles n'expliquent pas la revanche l'existence de structures beaucoup plus grandes que les amas de galaxies. « Or il y a de plus en plus d'indications qu'il existe des murs ou des vides immenses dans l'Univers » (6).

Bref, la théorie de la matière sombre, même fortement aménagée, n'explique pas tout. Certes, le blème du Big Bang n'est remarquablement l'Univers observé. « Mais il requiert des conditions initiales étonnamment précises pour aboutir en 15 milliards d'années à l'Univers actuel », explique Alain Bouquet. En particulier une densité de matière bien définie : la « critique » ou « densité critique » comme on dit, qui est la densité minimale pour que l'expansion de l'Univers ne s'arrête pas. L'Institut Lebedev de Moscou, tentent d'expliquer. C'est une critique qui s'élève à un peu plus grande et l'Univers se serait reconstruit quelques minutes. C'était le Big Bang, le Big Crunch, l'implosion. Un peu plus faible, et l'Univers aujourd'hui quasiment vide, sans étoile ni galaxie, en expansion illimitée.

Affaire à suivre donc. Car, peut-être qu'en traçant la carte des variations de densité de matière détectées par COBE, on pourra enfin faire le tri dans les différents modèles proposés par les théoriciens.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

(4) Un Français, Emile Le Roux, l'avait mesuré, avec cependant moins de précision, dix ans avant eux (Le Monde du 24 juillet 1991).

(5) Pour la science (juin 1992).

(6) CNRS-Info (n° 216, 1^{er} mars 1991).

ÉCONOMIE

BILLET

Gros soucis pour le commerce

Mauvaise passe pour le commerce : la longueur qui a saisi depuis septembre la consommation dure ; le robinet du crédit se ferme ; les députés veulent réduire des deux tiers les dépenses... De quoi donner à penser à M. Nicolas Brandy, ministre du commerce, M. Jean-Marie Rausch, dont le bureau (il en était absent) a été envahi, lundi 27 avril, par quelques centaines de militants du CID-UNATI, rancuniers des pratiques vieilles de plus de vingt ans.

Les dernières statistiques de l'INSEE montrent une baisse de 5,4 % en mars.

Les ménages ont réduit leurs dépenses de produits manufacturés de 8,7 % en mars par rapport à mars 1991. Les ventes de produits manufacturés ont baissé de 4,8 % (en valeur) par rapport à mars 1991.

Le dernier chiffre de l'INSEE donne la bonne impression qu'il dégageait des statistiques des deux mois précédents, montrant une embellie. Celle-ci laisse les observateurs circonspects : les fêtes n'avaient pas été glorieuses et on avait constaté des reports d'achats en décembre sur janvier. D'ailleurs, l'INSEE comptait cinq semaines, ce qui est rarissime.

Les comportements des consommateurs semblent avoir été perturbés, en mars, par le décalage des vacances scolaires, on invoquera aussi le fait que, sachant la proximité des congés d'été, on risque donc de voir évoluer en dents de scie jusqu'à la fin de l'été les commerçants ne peuvent attendre le salut.

Un sondage par le CREDOC pour l'Association française des banques montre que 42 % des Français estiment qu'ils ont tendance, aujourd'hui, à dépenser moins qu'il y a quelques années, à renoncer à demander un prêt, à bouquetter des députés qui ont amendé en première lecture un projet de loi sur le crédit inter-entreprises pour ramener à quinze jours (au lieu de quarante-cinq) le délai de paiement sur les dettes périsseables, bétail et alcool compris. Et pris des mesures unifiant les conditions pour les industriels aux distributeurs... Dispositions qui, si elles sont adoptées, vont permettre au gouvernement de corriger au nom, entre autres, de la lutte contre l'inflation.

FRANÇOISE VAYSSE

L'entrée des Républiques de l'ex-URSS au FMI et à la Banque mondiale a été approuvée

« Moment historique » à Washington

La promesse d'une « croissance mondiale sans précédent », selon le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, « une nouvelle ère des relations internationales », selon le ministre français de l'économie, M. Michel Sapin. Les qualificatifs n'ont pas manqué pour souligner le « moment historique » qu'a constitué, lundi 27 avril à Washington, l'adhésion des Républiques issues de l'ex-URSS au Fonds monétaire international.

WASHINGTON

Le conseil des gouverneurs du FMI a approuvé, lundi 27 avril, l'entrée au capital du Fonds de quatorze des quinze anciennes Républiques soviétiques, et celui de la Banque mondiale, l'adhésion de treize de ces mêmes Républiques. Les deux États, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, dans le cas de la Banque mondiale, l'Azerbaïdjan seul dans celui du FMI, devaient faire l'objet de votes similaires coustus mal, des raisons « techniques » les ayant empêchés de se joindre au peloton. Ces adhésions porteront à cent soixante et onze les membres de la Banque mondiale, soit la quasi-totalité des États du monde. Les deux organismes monétaires internationaux ont donc pratiquement acquis le statut d'universelles, près de cinquante ans après la signature des accords de Bretton Woods, en 1944.

Parmi ces Républiques, une seule, la Fédération de Russie, a été la première à rejoindre le FMI. Elle le doit bien sûr à sa taille considérable, à sa force économique potentielle, à sa puissance militaire. Mais la personnalité du premier ministre russe, M. Egor Gdard, n'est peut-être pas étrangère à ce succès. Le jeune M. Gdard - il a trente-huit ans - s'est attaché, dès le début de sa présidence, à la réunion du

G7, soit, jusqu'à celui du comité intermédiaire FMI, lundi soir, à décrire son intention politique : l'avancée des réformes économiques. M. Brady n'a pas manqué de qualifier d'« intensives » ses échanges avec le responsable russe.

Le grand jour de M. Gdard

La venue de M. Gdard était lourde, et le ministre s'est fort bien acquitté de sa mission. Dimanche, le groupe des sept principaux pays industrialisés (G7) avait donné son aval à un plan de financement de 18 milliards de dollars en faveur de la Russie, ainsi que de 8 milliards de dollars pour le fonds de stabilisation

du rouble. Lundi, le groupe des Dix, prêt à utiliser le mécanisme d'emprunt (AGE) (1) afin de financer ce fonds de 6 milliards de dollars destiné à la stabilisation du rouble.

Ce soutien massif du FMI à la Russie - il doit apporter plus de 44 milliards de dollars cette année - à l'ancienne Union soviétique, et 100 milliards sur une durée de cinq ans - n'a pas été acquis sans hésitations ni états d'âme. Lundi, certains membres du groupe des Dix, notamment, selon une source allemande, les « petits États », ont les ACE. Le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, a pour sa part « tiré la sonnette d'alarme » à plusieurs occasions, rappelant que le Fonds visait toutes les républiques,

seulement la Russie, et que le soutien apporté par le Fonds à cette dernière restait « limité ». L'avancée des réformes économiques à Moscou.

Un observateur du comité intermédiaire a qualifié de « climat » la réunion de lundi. Le FMI a fait face à une situation financière quelque peu tendue ; la neuvième révision des quotes-parts des États d'environ 11 milliards de dollars, l'augmentation du capital du Fonds, n'est toujours pas entrée en vigueur. L'approbation par le Congrès américain, à plusieurs reprises accumulée des arriérés importants auprès du Fonds, les membres du comité intermédiaire n'ont donc pas pu s'engager sur une voie plus ambitieuse.

La réunion du comité intermédiaire

Le Japon défend sa « phase d'ajustement économique »

WASHINGTON

Un envoyé spécial

Au lendemain d'un G7 qui a soulevé des critiques de la part des États-Unis, l'Allemagne et le Japon, le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, qui avait présenté dimanche soir, avec un air irrité, son interprétation du communiqué final des Sept, a lundi 27 avril, son rendez-vous au comité intermédiaire du FMI, pour le G7 et pour le FMI, de se consacrer aux moyens d'encourager la croissance mondiale tout en maintenant la discipline budgétaire et monétaire de Bonn.

Un reproche qui accablait l'hypothèse selon laquelle la tirade anti-allemande à propos de la politique budgétaire et monétaire de Bonn, prononcée quelques jours plus tôt par

son adjoint, M. David Mulford, était purement du hasard.

En séance, le secrétaire au Trésor M. Brady a souligné que des « mesures d'ajustement économique » qui devraient assurer une « transition en douceur » vers une croissance non inflationniste encouragée par les mesures contenues dans le budget du Japon approuvé le 9 avril. Le ministre nippon des finances, M. Tsutomu Hira, a indiqué que le « krach en douceur » du marché boursier ne devrait pas avoir d'effet sur le sentiment du système bancaire du pays. M. Hira a noté qu'en termes de pourcentage, le Japon maintient à des niveaux bien inférieurs à ceux du passé et qu'il en irait ainsi tant que serait assurée la stabilité des prix du pétrole et des autres matières premières. Il a chiffré à 1 350 milliards de dollars le total des emprunts émis au Japon.

SERGE MARTI

Tandis que M. Kohl monte en première ligne

Les grèves des services publics allemands touchent principalement les transports

FRANCKFORT

de notre correspondant

L'Allemagne a montré, lundi 27 avril, un visage inhabituel de grèves, avec des ordres non enlevés, des interruptions du bouchon sur les autoroutes, de longues files d'attente aux stations de taxis, des bus en panne sur les quais de métro. La grève n'est pas populaire. Aucune grève des services publics ne peut l'être. Mais les grévistes sont respectés.

Le syndicat des services publics OTV, qui réclame une augmentation salariale de plus de 5,4 %, a adopté une tactique remarquable : une organisation qui, le premier jour, a affecté surtout les transports urbains. Les employeurs continuent de fonctionner à pleine capacité.

4,8 %. Le chancelier Kohl leur a apporté son « complet soutien », montant en première ligne dans le conflit, ce qui, dans les habitudes allemandes, en effet, est le pouvoir politique se vante ainsi d'intervenir en faveur de salariés. En tout état de cause, un tournant a été pris, ce qui regrette ceux qui estiment qu'un tel mélange de genres est contraire à l'inflation.

La solution n'est pas si vue, mais les deux parties savent qu'elle se trouve dans une modération de l'augmentation, qui commence à être évoquée : les hauts salaires restent moins élevés que les bas, ce qui suit la même cadence.

En l'immédiat, les services financiers n'ont pas réagi. La Bourse a été à peu près stable (-0,2 %), le deutschemark a fléchi

aux autres monnaies européennes mais est inchangé par rapport au dollar à 1,6513 deutschemark, ce qui est, ici, essentiel. Les marchés ont été beaucoup plus tranquilles que par l'annonce du fort gonflement (+9,75 %) de la monnaie allemande. On craint un peu que les grèves fassent fuir certains capitaux étrangers à s'engager plus avant en Allemagne. Cela conduit à ce que les taux d'intérêt ne soient pas trop élevés. La Bourse, elle, reste optimiste à moyen terme. Beaucoup va dépendre maintenant des négociations de la métallurgie. Si les syndicats s'y propagent, cela aurait une tout autre importance.

ÉRIC LE BOUCHER

L'ouverture du dix-septième congrès de FO

M. Blondel s'en prend à la construction européenne

LYON

de notre envoyé spécial

« Force est de constater que l'Europe n'est pas une entité homogène », a affirmé M. Marc Blondel, le secrétaire général de FO, lors de l'ouverture, tout en rappelant que « FO est pro-européenne depuis ses origines ». « La mécanique de cette Europe n'est pas la même », a poursuivi M. Blondel, selon lequel « nous glissons progressivement d'une économie mixte à une économie avant tout privée, capitaliste ». Qu'on ne s'étonne pas des lors de l'éclosion du tissu social, du chômage, des exclusions et des inégalités sociales. « Les tentatives pour revenir sur l'interdiction du travail de nuit des femmes, la volonté de réduire les cotisations sociales patronales, la politique économique de désinflation compétitive, voire de délocalisation, découlent aussi de cette logique », a-t-il affirmé.

« La politique d'austérité imposée aux contraintes européennes », menée par le gouvernement, est relayée, selon le secrétaire général, par la CFDT. « Quand la CFDT arrive en négociations le stylo à la main, pour quel rôle veut-elle que le patron fasse des concessions ? », s'est-il interrogé. Quant à la CGT, elle demeure « un bunker idéologique ». Plusieurs intervenants ont ensuite monté à la tribune, moins pour mettre en garde la direction sortante contre « l'entretien de polémiques perpétuelles dommageables à la syndicalisation », comme l'a souligné l'un d'entre eux, que pour atténuer les velléités anti-européennes du leader de FO

qui, cependant, ne s'est pas prononcé sur la ratification des accords de Maastricht.

Souhaitant que la construction de la future direction européenne permette de « dépasser définitivement le système après la « démission » de la construction européenne », M. Blondel, M. Jacques Miel (Union départementale de Paris) a réaffirmé que FO ne peut se limiter à une posture de « non-alignement » pro-européenne et ne trouver que des arguments contre l'Europe. Plus explicite, M. Pierre Gendreau (banquiers) a prévenu qu'il ne saurait être question de la difficulté de négocier avec le plan social aboutissant à la suppression de 250 000 emplois, la CGT, la CFDT, le syndicat communiste et la FO, pour le moment, pour ratifier les accords de Maastricht.

« Travail de faction »

M. Gendreau, qui ne figure pas parmi les adversaires traditionnels de M. Marc Blondel, a aussi critiqué la décision de la centrale d'organiser, le 24 octobre 1991, une journée de grève nationale qui, a-t-il rappelé, « n'a pas été des plus efficaces ». De même, il a appelé M. Blondel à « rectifier ce qui doit l'être », en évoquant, sans la nommer, la minorité trotskiste, qui se livre à un « travail de faction ». Supportant mal la tutelle de la Fédération des employés, dominée par ces derniers, il a d'ailleurs dénoncé la création d'une fédération FO des banques « de plein exercice ».

En revanche, la stratégie de cavalier seul menée par M. Blondel ne paraît pas devoir être remise en question. Fondée sur l'autosatisfaction (« Il n'y a pas de nouveau syndicalisme à créer, le syndicalisme libre, c'est ce qui existe », a-t-il dit), elle peut aussi donner lieu à des attitudes moins voire agressives. Ainsi, M. Roland Gaillard, secrétaire général des fonctionnaires FO, n'a pas hésité à faire conspuer par le congrès M. Yannick Simbron, ancien numéro un de la FO, présent au congrès en tant que représentant du Bureau international du travail. M. Blondel aura l'occasion de répondre aux interventions mercredi 29 avril, la veille de la clôture du congrès.

JEAN-MICHEL NORMAND

INDICATEURS

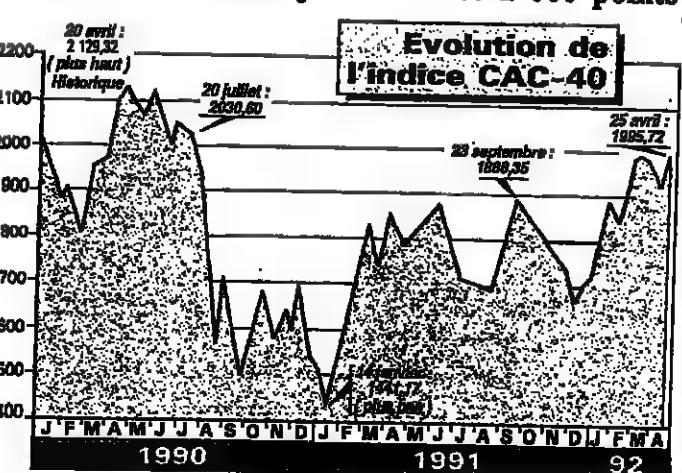
FRANCE

● Consommation des ménages -5,4 % en mars. - La consommation des ménages en produits manufacturés a fortement baissé en mars après avoir nettement augmenté en janvier et février. Cette baisse affecte tous les produits, notamment l'habillement et l'électronique grand public (contre-coup des Jeux olympiques d'Albertville qui avaient au contraire stimulé les achats). Selon les statistiques publiées par l'INSEE, les achats de produits manufacturés ont reculé de 5,4 % le mois dernier par rapport à février. En un an (mars 1992 comparé à mars 1991), la baisse est de 2 %. Le nombre total des immatriculations de véhicules français et étrangers diminue de 4,2 % - après correction des variations saisonnières - passant à 173 600 en février 1992. Sur l'ensemble du premier trimestre 1992, les ventes de produits manufacturés ont tout de même progressé de 0,9 % par rapport au quatrième trimestre 1991.

JAPON

● Ventes au détail -1 % en un an. - Les ventes dans les grands magasins et supermarchés au Japon ont baissé de 1 % en mars à 1 908,5 milliards de yens (77 milliards de francs) par rapport au même mois de l'année précédente, a indiqué lundi 27 avril le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). Il s'agit de la première baisse d'une année sur l'autre depuis mars 1990, où les ventes avaient baissé de 2 %. Les ventes dans les grands magasins ont reculé de 2,7 % à 1 065 milliards de yens (43,4 milliards de francs), celles dans les supermarchés ont en revanche progressé de 1,4 % à 843,5 milliards de yens (34,1 milliards de francs).

La Bourse de Paris joue avec les 2 000 points



Depuis la fin du mois de février, l'indice CAC 40 mesurant l'évolution quarante valeurs plus importantes de la Bourse de Paris se rapproche périodiquement de la barre de 2 000 points qu'il a franchi mardi 28 avril dans la matinée. Ce niveau, abandonné fin juillet 1990, avait été franchi pour la première fois lors des derniers jours de décembre 1989 après l'euphorie soulevée par la fin du mur de Berlin.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Présentation du plan social le 29 avril

La polémique se poursuit entre M. Calvet (PSA) et M^{me} Aubry

Mercredi 27 avril, la direction de PSA a présenté le nouveau plan social prévu pour accompagner la suppression de 1 000 emplois à l'usine Peugeot de Sochaux. A la suite du refus de M. Jacques Calvet, président du syndicat automobile, d'accepter les conditions de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, on sait que ce plan ne portera pas les FNE envisagés (le 29 avril). Les syndicats ont dénoncé le contenu.

Sur le dossier, la polémique a rebondi le 27 avril. M. Calvet s'exprimant France Inter, le matin, M^{me} Aubry effectuant justement une visite officielle à l'usine Peugeot. Le ministre du travail a commencé son déplacement par une rencontre, à Montbéliard, avec les organisations syndicales de Peugeot.

inquiètes de l'évolution dans le secteur automobile, et préoccupées du maintien de l'emploi dans une région marquée par la mono-industrie.

« C'est la première fois que je vois un ministre revenir pour un accord formel », a déclaré M. Calvet, qualifiant d'« odieux » de « ridicules » les arguments de M^{me} Aubry. Puis, en suite l'offensive, le président de PSA a rappelé que son groupe est le premier contributeur de l'impôt sur les sociétés en 1990. Soulignant qu'il « avait apporté à la collectivité » une « fin », il laissait ainsi entendre que la demande de aides publiques n'en était que plus justifiée.

« En janvier, je ne connaissais pas encore les détails du plan social de l'année précédente. Ils ont montré Peugeot n'avait pas respecté ses engagements », a répliqué M^{me} Aubry, pour expliquer le passage à

13,5 % de la contribution réclamée à l'entreprise pour financer les prétraitements FNE, et la surconsolidation de 1 %, soit 1 millions de francs. Le plan PSA respecte le nouveau.

A son tour, elle passa à l'attaque en faisant la distinction entre les industriels qui anticipent les évolutions technologiques, qui pratiquent la gestion prévisionnelle, et ceux qui ne se préparent pas, puis qui sollicitent les aides de l'Etat. « Ce n'est pas un fait de plans sociaux », les plans qu'on se réglera sur les problèmes », a-t-elle ajouté. Aux locaux d'une dernière PSA, aux locaux qui sortent de la mono-industrie, elle fit observer que l'entreprise devait aussi participer. Et qu'elle n'avait rien entendu de ce côté.

ALAIN LEBAUDE

COMMUNICATION

En raison de leur développement sur les chaînes publiques et privées

Le CSA fait une « recommandation » à propos des « reality shows »

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a adressé, lundi 27 avril, une « recommandation » aux chaînes publiques et privées à propos des « reality shows ».

Constatant que « développement » des émissions de « télé-réalité », qui se substituent aux émissions authentiques ou invitent des particuliers à témoigner à l'écran de leurs problèmes personnels, voire intimes, le CSA demande que « la confiance, le dévouement, l'exclusion » ne fassent pas l'objet de « dramatisations complaisantes ».

Le CSA rappelle que « la loi impose le respect de la dignité de la personne humaine », et des

droits de la personne » ainsi que « la sauvegarde de la santé, de la sécurité et de l'ordre public ».

Le CSA tient aussi à souligner qu'il n'appartient pas à la télévision de se substituer aux tribunaux, soit en présentant comme coupable une personne qui n'a jamais été condamnée, soit, à l'inverse, en affirmant l'innocence d'une personne condamnée ou impliquée dans une procédure en cours ». Le Conseil a mis en garde contre les conséquences psychologiques de ces émissions sur les enfants.

Faute de pouvoir payer les salaires

L'agence UPI prête à arrêter ses activités

L'agence United Press International (UPI) a informé le juge des faillites de New-York, Francis Conrad, qu'elle devra arrêter ses opérations le 15 mai, faute de pouvoir payer les salaires de ses employés.

UPI, qui avait demandé au août dernier la protection de la loi sur les faillites, a proposé la vente de son actif. Mais le 12 mai, UPI, qui perd 100 000 dollars par mois, espère qu'un repreneur pourra relancer l'agence, qui emploie actuellement quelque 500 personnes, contre 1 000 en 1990.

Les consultations de M. Bérégovoy

M. Viannet (CGT) avertit que le conflit des dockers va se durcir

M. Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, a apporté lundi 27 avril « le soutien sans réserve de la confédération CGT » à la lutte syndicale qui mène les dockers. Reçu par M. Pierre Bérégovoy dans le cadre des consultations du premier ministre, il a averti que le conflit va continuer à se durcir si le gouvernement persiste dans sa volonté. Sur les autres sujets sociaux, le dirigeant a estimé que les réponses mises par le premier ministre ne dans le sens d'une amélioration ni d'une préoccupation de « crânerie ».

De son côté, l'issue de sa rencontre avec le chef du gouvernement, M. Alain Deloux, secrétaire général de la CFDT, a été qu'il avait à nouveau souhaité « un lancement national » des « états généraux de l'emploi », alors que M. Bérégovoy a prononcé pour des « états régionaux ». La CFDT a affirmé qu'elle était prête à négocier « à la plus possible ».

Enfin, M. François Perigot, président du CNPF, reçu le même jour, a pu diffuser les réformes des régimes « fondamentaux » (sanité, retraite, chômage) afin « d'établir leur équilibre » et « d'être dotés de la réforme qui allègeront les prélèvements sur le salaire direct et qui permettront d'investir et de créer des emplois », a-t-il ajouté.

ÉQUIPEMENT

Dans son rapport d'étape

M. Gilbert Carrère propose la création d'une instance nationale de médiation sur les transports

Chargé en octobre 1991 par M. Paul Quilès, alors ministre de l'équipement, de conduire un débat national sur les infrastructures de transports, M. Gilbert Carrère, conseiller maître à la Cour des comptes, devait remettre, mardi 28 avril, au nouveau ministre de l'équipement, M. Jean-Louis Bianco, ainsi qu'au ministre de l'environnement, M^{me} Ségolène Royal, son rapport d'étape. Parmi ses propositions figure la création d'une instance nationale de médiation sur les transports.

L'objectif a été conçu le projet de TGV Méditerranée pour heurter à tant d'hostilité ? Les questions récurrentes a-t-il été précédé, avant qu'il ne soit question de liaison, encore moins de tracé ? Pourquoi Orlyval, l'aéroport qui est l'aéroport à la capitale, n'obtient-elle, après six mois d'existence, que la moitié de la fréquentation prévue ?

Ces deux exemples, relevés parmi d'autres par M. Carrère, renvoient à la question de la légitimité des choix de transports. « D'une

manière générale, la phase de consultation publique vient trop tard, estime-t-il. La SNCF ou la RATP élaborent des projets irréalisables d'un point de vue technique sans que l'on puisse se poser suffisamment la mesure des questions d'environnement écologique ou économique. » Dans ses propositions, M. Carrère préconise une consultation très précoce dans la prise de décision qui mènerait à un mode de transport.

Reinstaller une planification

A l'échelon national, un débat Parlement, sous forme de projet (loi de programmation, schéma directeur), doit définir une politique de transports nationale et réinstaller une planification de ce non. Les prévisions de forte croissance du trafic, notamment en matière de circulation routière, imposent qu'on réfléchisse de plus près à l'alternative qu'est le transport combiné, qui est la route, le rail, ou la navigation fluviale, pour les marchandises.

Le principe d'une infrastructure de transports doit aussi s'organiser au niveau de la région géographique auprès des élus, associations, milieux économiques et sociaux.

MARTINE LARONCHE

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 14, rue La Boétie, 75006 PARIS - Tél. : 43-29-48-58

Vente s/vente imm., Pal. Just. PARIS, le JEUDI 14 MAI 1992, à 14 h.
LOGEMENT à PARIS (12^e)
35, rue Froehner, bte. A, r. de ch., 1^{er} étage, cave s.-s., w.c.,
M. à P. : 135 000 F S'adresser : M. B. BOISSIER, avocat,
9, boulevard Saint-Germain, PARIS-5^e. Tél. : 43-29-48-58.

Vente s/vente imm., Pal. Just. PARIS, le JEUDI 14 MAI 1992, à 14 h. 30.
APPARTEMENT à PARIS (16^e)
1, square Tolstol - Bte. A à D, 4^e et 5^e ét., esc. 12. Réf. 812/14 Splan n° 6
2 PCES - Entr. Dépendances, w.c., cuis., s. d'eau, cave s.-s., 16, plus 1.
M. à P. : 600 000 F S'adr. : M. L.-C. ARADIE, avocat,
23, Henri-IV, PARIS-17^e. Tél. : 42-72-07-41 (avant 16 h.).

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 14 MAI 1992, à 14 h. 30.
APPARTEMENT 3 P.P. - 241, r. du Fg-St-MARTIN
et 1, rue Chandon à PARIS (10^e)
au 2^e étage du bâtiment A.
M. à P. : 300 000 F S'adresser : M. B. LEOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS (75017), 12, rue Théodule-Ribot, tél. : 47-66-50-25. Les lieux pr visiter.

Vente sur licitation, Pal. Justice de CRÉTEIL (94), JEUDI 14 MAI 1992, à 9 h. 30.
APPARTEMENT à JOINVILLE-LE-PONT (94340)
21, rue Jean-Mermoz, 4^e étage, 5 pièces princ. Loggia. Cave, sous-sol.
M. à P. : 150 000 F S'adr. : M. Th. MAGLO, avocat, 4, rue de la République, CRÉTEIL (94), tél. : 43-29-48-58; M. G. CHEMIA-NEBOT, 9, rue Robespierre, VITRY-SUR-SEINE (94), tél. : 46-81-71-23; M. P. VARINOT, 166 bis, Grande-Rue, NOGENT-SUR-MARNE (94), tél. : 48-71-03-78. Et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 14 MAI 1992, à 9 h. 30.
LOGEMENT à CLICHY (92)
9, rue Victor-Méric
au 4^e ét., porte à gauche, compr. : entrée, chambre, cuisine, salle de bains - CAVE.
MISE A PRIX : 150 000 F (à défaut d'enchère baisse 1/5, puis 1/4 et enfin 1/3).
S'adresser à M. Christian LEIPP, avocat au bureau du Val-de-Marne, 9, rue du Général-de-Larminat, 94000 CRÉTEIL, tél. : 49-80-06-90; M. Michel KAUFMAN, avocat au bureau du Val-de-Marne, 57, rue Jean-Jaures, 94110 ARCUEIL, tél. : 46-57-05-50. Et sur MINITEL : 3616 JAVEN.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 14 MAI 1992, à 9 h. 30.
APPARTEMENT de 3 PIÈCES
principales, entrée, cuisine, penderie, salle de bains, w.c., balcon, au 2^e étage à droite sur le palier - CAVE.
FONTENAY-SOUS-BOIS (94)
42, avenue de la Dame-Blanche et 2, villa de la Dame-Blanche
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adresser à M. Christian LEIPP, avocat au bureau du Val-de-Marne, 9, rue du Général-de-Larminat, 94000 CRÉTEIL, tél. : 49-80-06-90. Et sur MINITEL : 3616 JAVEN.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 14 MAI 1992, à 9 h. 30.
PAVILLON D'HABITATION
élevé sur cave - 4 pièces : entrée, cuisine, s. à manger, grand séjour, salon, w.c. - 1^{er} étage : deux chambres, salle de bains, penderie - Garage pour 2 voitures - Sur TERRAIN DE 684 m².
VILLENEUVE-LE-ROI (94)
3, rue des Flandres - MISE A PRIX : 440 000 F
S'adr. à la SCP Albert COHEN, Shérach HERSCOVICH et Marie-Dominique HYEST, avocats, 1, place Charles-Silber, 91160 LONGJumeau, tél. : 64-48-28-28, et 32, rue des Mâches, 94000 CRÉTEIL, tél. : 48-99-65-00.

Vente au Pal. de Justice de CRÉTEIL (94), JEUDI 14 MAI 1992, à 9 h. 30, EN UN LOT :
PROPRIÉTÉ à MANDRES-LES-ROSES (94520)
LIEUDIT « LA CROIX-ROUGE »
Comprenant 4 TERRAINS A USAGE HORTICOLE
UN PAVILLON
SUR TERRAIN PAYSAGE 26 a 59 ca
7 pièces princ., s.-sol et rez-de-chaussée, et combles aménagés.
MISE A PRIX : 1 200 000 F
S'adr. : M. Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or à CRÉTEIL (94), Tél. : 49-80-01-85, de 9 h 30 à 12 h.

Vente sur licitation au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 14 MAI 1992, à 9 h. 30, EN UN SEUL LOT :
IMMEUBLE à PARIS (4^e)
13, rue du Pas-de-la-Mule
Vue sur la Place des Vosges
se composant d'un bâtiment en façade élevé sur caves, d'un rez-de-chaussée, de cinq étages carrés, d'un 6^e et d'un 7^e étage lambrisés.
MISE A PRIX : 800 000 F
■ d'enchère 1/10, puis de 1/1 et enfin 1/4)
S'adresser à M. Christian LEIPP, avocat au bureau du Val-de-Marne, 9, rue du Général-de-Larminat, 94000 CRÉTEIL, tél. : 49-80-06-90; M. Marie CORNELIE-WEILL, au bureau du Val-de-Marne, 16, rue Paul-Bert, NOGENT-SUR-MARNE, tél. : 43-94-28-42. Sur place pour visiter, ■ MINITEL : 3616 JAVEN.

FRÉDÉRIC DE GAULLE

Nous
avons
réaménagé
notre
satellite
d'embarquement,
pour que
vous soyez
traité avec
tous les égards
qui vous
sont dus.



Avec notre satellite d'embarquement entièrement remis à neuf, un comptoir d'enregistrement séparé pour les passagers Club Europe, vous réservons un accueil digne de celui de la reine d'Angleterre.
(Satellite à Charles de Gaulle 1)
Paris-France Nord 47 14 14. France Sud 05 125 125. Minitel 3615 BA.
BRITISH AIRWAYS

LES SICAV DES CAISSES D'ÉPARGNE EUROPÉENNES

pour investir dans l'Europe

EURI-CASH

Acte de paiement d'un dividende pour l'exercice 1991

Nous avons le plaisir d'informer les actionnaires que le coupon n°2 des certificats EURI-CASH classe B sera mis en paiement à partir du 30 avril 1992 auprès des agents payeurs, à raison de :

80,65 ECU par action classe B

La date de détachement du coupon est fixée au mercredi 15 mai 1992.

EURI-RENT

Acte de paiement d'un dividende pour l'exercice 1991

Nous avons le plaisir d'informer les actionnaires que le coupon n°2 des certificats EURI-RENT classe B sera mis en paiement à partir du 30 avril 1992 auprès des agents payeurs, à raison de :

5,91 ECU par action classe B

La date de détachement du coupon est fixée au mercredi 15 mai 1992.

EURINVEST

Acte de paiement d'un dividende pour l'exercice 1991

Nous avons le plaisir d'informer les actionnaires que le coupon n°2 des certificats EURINVEST classe B sera mis en paiement à partir du 30 avril 1992 auprès des agents payeurs, à raison de :

1,07 ECU par action classe B

La date de détachement du coupon est fixée au mercredi 15 mai 1992.

AGENTS PAYEURS :

Bank der Bundesparbanken NV
SBS Bank Nederland
Pettelaarpark 1
NL-5216 PT'S - Hertenbosch

Bank et Caisse d'Épargne
de l'État, Luxembourg
1, place du Metz
L-1930 LUXEMBOURG

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille
F-75007 PARIS

Caisse Générale d'Épargne
et de Retraite
48, rue du Fosse-aux-Loupes
B-1000 BRUXELLES

Cassa Geral de Depositos
Largo do Calhariz
P-1109 LISBOA

Centre National des Caisse
d'Épargne et de Prévoyance
29, rue de la Tombe-Issoire
F-75014 PARIS

Deutsche Girozentrale -
Deutsche Kommunalbank
10, Taunusanlage
D-6000 FRANKFURT AM MAIN 1

Cassa di Risparmio
della Provincia Lombarda S.p.A.
Via Matteotti 8
I-21120 MILANO

Istituto di Credito delle Casse
di Risparmio Italiane
Via San Basilio 15
I-00187 ROMA



CAISSE D'ÉPARGNE
L'AMI FINANCIER

EUROCIC LEADERS

La Sicav des leaders européens

Comptes de l'exercice 1991 le 31 décembre 1991

Actif net au 31.12.1991 : F 101.857.610

Valeur liquidative au 31.12.1991 : F 1.068,95

Performance 1991 : + 10,16%

Performance du 24.03.1992 : + 7,74%

CAPITALISATION DES REVENUS

Le Président Marcel BOITELX a déclaré :

Face aux nombreuses incertitudes de 1991, EUROCIC LEADERS a poursuivi une politique de prudence et de grande sélectivité, qui lui a permis de réaliser une performance de + 10,16% se comparant favorablement aux indices principaux européens.

L'année 1992, après deux mois de ralentissement économique, pourrait constituer l'année du retournement, aidé par la reprise aux États-Unis et elle se confirme et par une baisse des taux en Europe dès lors que l'Allemagne pourra assouplir sa politique monétaire. Dans cette perspective, ce pourrait être une bonne année pour les marchés européens, incitant à une politique de gestion moins défensive tout en restant attentifs aux événements dans les pays à l'étranger.

confiants des chances des entreprises européennes leaders face à l'ouverture des frontières en 1993.

A.G.O. : 25.05.92



Consulter les valeurs liquidatives de la SICAV EUROCIC LEADERS au code CIC

22,3 % DES CADRES SUPÉRIEURS
(594 000) lisent le Monde.

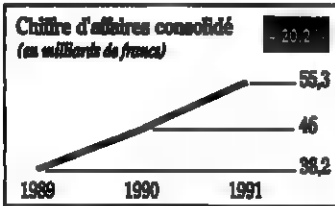
Le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs.

(IPSOS 91)

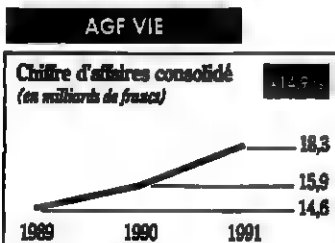
Groupe AGF 1991

CHIFFRE D'AFFAIRES : + 20 %
RÉSULTAT ET DIVIDENDE MAINTENUS

LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

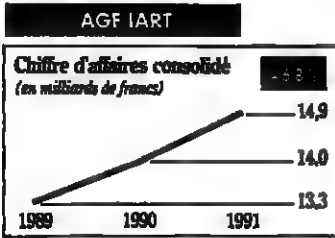


Chiffre d'affaires consolidé 91 : 55,3 milliards de F de primes (hors Assurance).
Progression : + 20,2%.
Progression à périmètre constant : + 9,7%.
Chiffre d'affaires relatif à l'inter-assurance : 21 milliards de F (38 % du total).



Activités d'assurance vie
Chiffre d'affaires 1991 : 18,3 milliards de F de primes (+ 14,9 %).
Cette progression reflète en particulier la croissance de l'assurance vie (+ 19,3 %).
Contribution au résultat : 1937 millions de F.

Activité d'Assurance
Chiffre d'affaires 1991 : 1,8 milliard de F dont 1,2 milliard de SICAV, 0,6 milliard sur le compte Libradif, 0,2 milliard de crédits distribués.



Chiffre d'affaires 1991 : 14,9 milliards de F de primes (+ 6,8 %).
Le marché de l'assurance dommages est caractérisé par une recrudescence des risques entreprise et des risques automobile. Les assurances d'assurance du portefeuille et l'augmentation des primes expliquent la progression modérée de l'activité.
Contribution au résultat : 154 millions de F.



Chiffre d'affaires 1991 : 15 milliards de F de primes (+ 34,6 %).
La croissance est de 7,3 % à structure constante. AGF INTERNATIONAL travaille dans 38 pays et réalise 80 % de son activité en Europe.
Contribution au résultat : +15 millions de F avant amortissement des écarts d'acquisition.

Autres sociétés d'assurances et de réassurance

Chiffre d'affaires 1991 : 7,1 milliards de F de primes.
Les assurances, principalement la SFAC, ont réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de F de chiffre d'affaires et contribuent pour 100 millions de F au résultat.
Les sociétés de réassurance, principalement la SAFR fusionnée avec AGF Ré en 1991, ont produit un chiffre d'affaires de 5,9 milliards de F et apportent une contribution de 37 millions de F au résultat.

LES SOCIÉTÉS ET PARTICIPATIONS BANCAIRES, FINANCIÈRES ET IMMOBILIÈRES

AGF SA

Les revenus d'AGF SA se sont élevés à 282 millions de F et les plus-values réalisées à 1110 millions de F.
Contribution au résultat : 875 millions de F.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DU PHÉNIX

Holding du Groupe qui détient les participations dans le secteur bancaire et financier dont 81 % de la Banque du Phénix et 43 % de la BFCF.
Produit Net Bancaire 1991 : 2 milliards de F.
Contribution au résultat : - 120 millions de F, en raison des provisions importantes constituées sur la Banque du Phénix.

METROPOLE SA

Holding du Groupe qui détient les participations immobilières : Pechiney, Poulenc, Albatros, SFEF...
Ses actifs, estimés à environ 7 milliards de F, la placent parmi les premières holdings industrielles françaises.
Contribution au résultat : 204 millions de F.

Autres participations immobilières et financières
Il s'agit notamment du GFC et de la société de crédit bail Sophia.
Contribution au résultat : 297 millions de F.

RÉSULTAT D'ENSEMBLE ET DIVIDENDE

en milliards de francs	1990	1991
Chiffre d'affaires consolidé	46,0	55,3
Résultat net consolidé	2,70	2,69
Fonds propres comptables	20,20	21,11
Fonds propres réévalués nets	44,50	49,50
Dividende total	0,603	0,762
Dividende/action	13,70 F	13,70 F



assurances

PALUEL-MARMONT S.A.

Le conseil de surveillance s'est réuni le 22 avril 1992 pour examiner les comptes et les résultats de l'exercice 1991 arrêtés par le Directoire.

Le résultat net s'élève à 14,69 MF, en augmentation sur celui de l'exercice précédent, qui était de 9,36 MF.

Le dividende proposé à l'Assemblée générale sera de 14 F par action (21 F avec avoir fiscal) contre 13 F l'année précédente.

Le résultat net de 12,2 MF des comptes consolidés s'explique par les charges de restructuration et des provisions exceptionnelles prises en compte à l'exercice 1991 par certaines filiales.

35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS lisent le Monde.

Le Monde est leur premier quotidien d'informations générales. (IPSOS 91)



State Street

State Street Banque S.A.

LA GESTION PAR EXCELLENCE

Crée en mai 1991 par Monique BOURVEN, la filiale du groupe STATE STREET BOSTON CORP. a reçu son agrément en tant qu'établissement de crédit en janvier dernier.

Elle se consacre exclusivement à deux métiers : la gestion quantitative de portefeuilles, la conservation de titres.

STATE STREET BANQUE S.A. est donc adossée à l'un des leaders mondiaux de la conservation de titres, par ailleurs première gestionnaire quantitative d'actions internationales. Le groupe STATE STREET, qui fête ses 200 ans en juin 1992, administre et conserve plus de 6 000 milliards de francs d'actifs et gère plus de 400 milliards de francs pour des institutions.

STATE STREET BANQUE S.A. offre à ses clients des mandats de gestion ainsi qu'une gamme de SICAV et FCP répondant à leurs objectifs. Déjà quatre SICAV et un FCP, une gamme de produits performants dont l'objectif est de faire le ou les marchés, ou mieux :

STATE STREET ACTIONS FRANCE : SICAV d'actions françaises, dont l'objectif est d'obtenir le plus régulièrement possible une performance supérieure à l'indice CAC 40.

STATE STREET ACTIONS EUROPE : SICAV d'actions européennes, dont l'objectif est d'obtenir le plus régulièrement possible une performance supérieure à celle de l'ensemble des marchés européens regroupés dans l'indice Morgan Stanley Capital International (MSCI) Europe 13.

STATE STREET EMERGING MARKETS : SICAV investie en actions de pays émergents à fort potentiel de développement.

STATE STREET ACTIONS JAPON : SICAV d'actions japonaises dont l'objectif est d'obtenir le plus régulièrement possible une performance supérieure à l'indice NIKKEI.

STATE STREET MONÉTAIRE : FCP court terme monétaire.

Objectif annoncé par Monique Bourven : une place de leader sur le marché de la gestion quantitative, en volumes gérés et en performances des produits.

Une journée portes ouvertes sera organisée en mai. Pour y participer, merci de nous envoyer votre carte ou de téléphoner : State Street Banque S.A., 11-13, avenue de Friedland, 75008 Paris. Tél. : 44-13-90-70. Vous recevrez par retour un carton d'invitation de confirmation.



RAPPORT ANNUEL D'EUROTUNNEL EXERCICE 1991

MESSAGE DES PRÉSIDENTS

En octobre 1991, nous avons eu avec fierté à nos actionnaires - "le Tunnel sous la Manche est foré". Nous indiquons dans notre déception face à la situation des rapports avec TML, le Constructeur, depuis le mois de juillet. En fait, TML demandait pour les équipements du système le remboursement des coûts plus une commission, au lieu du forfait prévu au Contrat de Construction.

Cette question a été soumise en octobre au Comité d'Experts, constitué de cinq experts et présidé par un professeur de droit, mis en place au début du projet pour traiter les différends qui lui sont soumis par les parties, selon les termes du Contrat entre Eurotunnel et TML. Dans le cas où l'une des parties n'est pas satisfaite des conclusions du Comité sur un des points en litige, elle peut porter le différend en arbitrage à Bruxelles conformément aux règles de la Chambre de Commerce Internationale.

Le chapitre financier du Rapport d'Activité informe les actionnaires que le 11 mars 1992, Eurotunnel, ses principales banques et leurs conseils ont convenu de recommander au syndicat bancaire d'autoriser Eurotunnel à poursuivre sans interruption ses tirages sur les lignes bancaires, en accordant une dérogation aux règles de la Convention de Crédit. Nos actionnaires savent que ce projet ne peut être achevé que si nous continuons à effectuer des tirages sur ces lignes de crédit.

Le Comité d'Experts a rendu ses conclusions le 26 mars 1992, et notre communiqué de presse du 30 mars a souligné que cette décision a mis le projet dans une situation financière. En résumé, les Chemins de fer qui les équipements fixes devraient continuer à être réglés sur la base d'un forfait, mais qu'Eurotunnel et TML devraient négocier ensemble de nouveaux montants pour couvrir les points litigieux, et à défaut d'accord, le Comité traiterait les éléments de calcul du forfait.

Nous avons étudié les 181 pages du la décision du Comité. Elle soulève des problèmes de principe et des éléments de fait où le droit sur lesquels nous sommes en désaccord. Le 27 avril 1992, le Conseil d'Eurotunnel, réuni à Paris, nous a autorisés à recourir à l'arbitrage pour régler ces problèmes. Nous avons également l'intention de soumettre à l'arbitrage une autre conclusion surprise du Comité qui a statué en droit de statuer sur le financement des travaux en cours.

La procédure d'arbitrage prendra du temps. D'ici là, Eurotunnel maintiendra sa position clairement établie sur les différends avec TML, et continuera à chercher un règlement négocié des réclamations et une clause de modification qui devraient être justifiées par TML au titre du Contrat de Construction. Les problèmes ont été menés à bien pour le terminal français, qui fait partie du contrat à forfait. Nous savons donc que cette procédure fonctionne et que TML obtient les fonds nécessaires, dès lors que ses réclamations sont justifiées et que des règlements sont négociés. À ce jour, TML a bénéficié d'un paiement de paiements d'Eurotunnel par rapport à ses dépenses pour couvrir les travaux.

Les conclusions du Comité pèsent sur nos relations avec les dix actionnaires de TML régies par le contrat conclu par eux-mêmes en 1986, pour un grand projet dont ils ont été les promoteurs. Nous sommes toujours en rapport avec les actionnaires de TML dans une perspective d'avenir. Nous nous sommes mis d'accord avec eux sur la nécessité d'établir une totale coopération qui ne soit pas entravée par des arrière-pensées commerciales, mais de nous engager ensemble, dans

le courant de l'année, dans la réception du système. Eurotunnel a franchi un pas important en confirmant l'accord de la Commission Intergouvernementale (CIG) sur les principes de réception qui sont appliqués à l'ouverture phasée du système envisagée à présent.

Nous tiendrons nos actionnaires informés de l'évolution de la situation et notamment de la réaction de nos banquiers à la situation créée par l'intervention du Comité dans l'équilibre délicat des relations triangulaires entre Eurotunnel, TML et les banques. Les conclusions du Comité peuvent conduire quelques universitaires à remettre en question à la fois le coût final des travaux à forfait, en attendant l'arbitrage, et le programme d'achèvement des travaux, dans l'attente d'un accord avec TML. Un mois avant la décision du Comité d'Experts, les conseillers techniques des banques, le Maître d'Œuvre Indépendant de Eurotunnel ont traité séparément des négociations distinctes du coût final de construction. Elles diffèrent de moins de 1,6%, et toutes les trois s'accordent sur une date d'achèvement réaliste entre le 15 septembre et le 10 novembre 1993.

À notre avis, si quelque chose doit empêcher le Tunnel sous la Manche d'ouvrir au 4^e trimestre 1993, à un coût se situant alors à l'intérieur de nos marges disponibles et sous l'effet du soutien continu des banques, ce seront certains comportements commerciaux. Eurotunnel sera prêt à exploiter le Tunnel et ses services de navettes, et à prendre sur le marché sa part substantielle de revenus.

Par ailleurs, au cours des deux derniers mois, nos relations sont devenues plus tendues avec la CIG et les deux gouvernements, avec les sociétés de Chemins de fer qui seront nos principaux clients, avec la Communauté Européenne qui escompte que ses investissements prévus sur les lignes bi-nationales sur des questions fondamentales pour nous. Nos principaux sujets de préoccupation sont les suivants :

La CIG. Depuis le début, nous nous sommes efforcés de trouver des réponses aux questions relatives à la sécurité soulevées par la CIG, après l'examen des propositions de TML soumises à la CIG par Eurotunnel. Eurotunnel s'est fixé des normes élevées de sécurité, mais exiger une sécurité absolue dans toutes les circonstances concevables est impossible en matière de transports. Nous avons donc informé les deux gouvernements que nous réclamerons une compensation pour les coûts supplémentaires entraînés par des exigences qui vont au-delà des termes de la Concession. Celle-ci exige notre avis qui est pris en considération notre besoin de compétitivité et implique aussi des comparaisons avec les Chemins de fer, les ferries et les transports aériens.

Les Chemins de fer. En 1991, les promoteurs d'Eurotunnel ont négocié un accord cadre avec la SNCF et British Rail. Le projet a été établi sur la base d'un partage par moitié de la capacité du Tunnel entre les trains des sociétés de Chemins de fer et nos navettes qui transporteront les véhicules routiers. Les Chemins de fer étaient alors en position de force pour négocier. Depuis lors, les événements ont beaucoup modifié la situation d'origine. Les coûts ont augmenté de façon substantielle, le retour dans la mise en service des lignes ferroviaires réduira nos premiers revenus et, récemment, les sociétés de Chemins de fer ont révisé à la baisse leurs prévisions de trafic pour les années 90. C'est la politique imposée à British Rail par les circonstances politiques, et qui se traduit par un sous-investissement de capacité, puisse expliquer le basculement de leur estimation au du

domaine de la conjecture. Nous avons engagé des discussions sur tous ces points avec les Chemins de fer.

Les directives de Bruxelles. Au cours de l'année 1991, Eurotunnel a dû faire face à deux problèmes importants à Bruxelles. La Direction de la Concurrence (DG IV) a remis en question le fait précédemment admis que le Tunnel d'utilisation du Tunnel par les Chemins de fer échapperait aux règles de la concurrence pendant toute la durée de la Concession. Par ailleurs, la Direction des Transports (DG VII) a obtenu l'approbation du Conseil des Ministres sur une nouvelle directive concernant les Chemins de fer, qui prévoit l'accès de tous les opérateurs aux réseaux ferroviaires nationaux et par conséquent au Tunnel. L'application de cette nouvelle règle modifiera les relations commerciales entre Eurotunnel, la SNCF et British Rail.

Les États. Eurotunnel est un groupe privé qui est engagé dans un grand projet aux conséquences considérables sur les politiques de transport, d'investissement public et de réglementation dans nos deux pays. En tant que présidents des sociétés française et anglaise qui constituent le Groupe Eurotunnel, nous apprécions d'avoir toujours pu bénéficier d'un accès aux différents ministères des Transports, et à leurs collaborateurs dans les deux pays. Ces contacts sont un facteur important de notre réussite finale.

Au moment où 1993, la réception de l'entrée sur le marché transmanche se rapprochent, Eurotunnel est de toute évidence sous pression sur plusieurs fronts. Et pourtant, le Tunnel sous la Manche est construit. Notre Division Transport (Transco) est constituée pour exploiter le système et gagner notre part d'un marché en croissance, nous le remercions d'une nouvelle équipe dirigée par Alain Bernard. Il faudra continuer à avoir des nerfs solides. La grande majorité de nos 616.000 actionnaires a investi dans ce projet pour les bénéfices à long terme qu'il leur rapportera ainsi que pour les économies de nos deux pays et leur avenir européen, plutôt que pour des profits à court terme.

La confiance que nous avons dans le potentiel du marché pour nos différents services est progressivement renforcée par nos propres études de marché. Nous serons en mesure de donner les résultats de ces travaux dans notre Rapport Semestriel d'octobre. En attendant, nous constatons au 31 mars que le trafic des voitures et le trafic fret sur la traversée Calais-Douvres se sont accrus respectivement de 16% et de 7,5% au cours des douze derniers mois, marqués par la récession, par rapport aux douze mois précédents. Ces pourcentages sont supérieurs à ce qui était prévu.

Nous aimerions conclure en exprimant notre gratitude à notre Division d'administration pour son soutien déterminé. Michel Frame quittera ses fonctions d'administrateur le 30 avril 1992 après avoir siégé plus de cinq ans et demi à ce poste ; il avait été directeur britannique du projet de Tunnel de 1973-74. Nous lui souhaitons beaucoup de succès à la présidence de British Steel et de Westcoast. Nous tenons également à exprimer notre reconnaissance à Roger Fauroux qui quittera ses fonctions d'administrateur lors de l'assemblée du 25 juin prochain, pour avoir la liberté de s'engager dans des activités politiques.

Enfin, nous souhaitons remercier l'équipe la plus nombreuse d'Eurotunnel. Son engagement total dans l'achèvement du projet, la construction d'une compagnie bi-nationale et le développement d'un service répondant aux attentes de nos clients, est le meilleur gage de succès pour nos actionnaires et nos banquiers.

André Bénard
Président d'Eurotunnel S.A.
et Président du Groupe

Sir Alastair Morton,
Président d'Eurotunnel P.L.C.
et Vice-Président
du Groupe

RAPPORT ANNUEL ET ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le Rapport d'Activité et les Comptes du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 1991 seront à la disposition des actionnaires à partir du 15 mai 1992.

Les Assemblées Générales Annuelles d'Eurotunnel S.A. et d'Eurotunnel P.L.C. se tiendront cette année à Paris le 25 juin, une réunion d'information pour les actionnaires sera organisée le lendemain à Folkestone. Des communications à nos Assemblées seront faites dans les Comptes du Groupe et publiées dans la presse.

COMPTES DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 1991

Les comptes combinés d'Eurotunnel sont établis par immobilisation de tous les coûts se rapportant au Projet. Cette année, FRF 1,1 million de bénéfices ont été réalisés sur des activités immobilières au projet proprement dit et passées au compte de résultat.

Le tableau ci-contre présente les immobilisations jusqu'à la fin 1990 pour les années 1990 et 1991 et leur total cumulé jusqu'à la fin de 1991. Les immobilisations totales, nets de produits financiers, se sont élevées à FRF 14,68 milliards ; les coûts immobilisés au 31 décembre 1991 atteignent FRF 43,35 milliards.

Au 31 décembre 1991, les capitaux propres d'Eurotunnel représentent FRF 16,2 milliards ; à la même date, les dettes bancaires atteignent FRF 33,81 milliards.

ANALYSE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

FRF millions	à fin 1989	1990	1991	Total
Coût du matériel de Construction	12.247	9.286	9.848	
Acquisition de terrains en Concession	160	(5)	116	
	12.407	9.281	1.000	31.688
Coûts de financement	1.726	1.322	122	
Frais généraux (a)	3.113	1.958	2.365	
Frais financiers moins produits financiers	23	1.678	1.000	
	4.862	4.958	5.387	15.187
Avances et acomptes	164	194	45	
Immobilisations propres	2.638	1.754	184	
Moins : Amortissements	(670)	(927)	(878)	
	2.132	25	(640)	1.509
Total	19.401	14.264	14.682	48.347

(a) y inclut dotation aux amortissements

INFORMATIONS ACTIONNAIRES PAR MINTEL : 3615 EUROTUNNEL

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 AVRIL

Cours relevés à 10 h 30

Règlement mensuel

Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%
4590	CAE 3%	4575	4730	4730	+ 3.38	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Comptes	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%
852	BAP. T.P.	514	505	505	- 1.72	4595	CAE 3%	4575	4730	4730	+ 3.38	4595	CAE 3%	4575	4730	4730	+ 3.38	4595	CAE 3%	4575	4730	4730	+ 3.38
852	O.Lyon T.P.	504	505	505	+ 1.22	852	BAP. T.P.	514	505	505	- 1.72	852	BAP. T.P.	514	505	505	- 1.72	852	BAP. T.P.	514	505	505	- 1.72
1440	Remont T.P.	1480	1487	1487	+ 0.47	1440	Remont T.P.	1480	1487	1487	+ 0.47	1440	Remont T.P.	1480	1487	1487	+ 0.47	1440	Remont T.P.	1480	1487	1487	+ 0.47
1440	Rhone-Pon. T.P.	1180	1182	1182	...	1440	Rhone-Pon. T.P.	1180	1182	1182	...	1440	Rhone-Pon. T.P.	1180	1182	1182	...	1440	Rhone-Pon. T.P.	1180	1182	1182	...
1440	Saint Gobain T.P.	1140	1142	1142	...	1440	Saint Gobain T.P.	1140	1142	1142	...	1440	Saint Gobain T.P.	1140	1142	1142	...	1440	Saint Gobain T.P.	1140	1142	1142	...
785	AOCOR.	779	779	779	...	785	AOCOR.	779	779	779	...	785	AOCOR.	779	779	779	...	785	AOCOR.	779	779	779	...
785	Alu. Unipac.	644	644	644	...	785	Alu. Unipac.	644	644	644	...	785	Alu. Unipac.	644	644	644	...	785	Alu. Unipac.	644	644	644	...
1050	Alu. Supram.	1050	1050	1050	...	1050	Alu. Supram.	1050	1050	1050	...	1050	Alu. Supram.	1050	1050	1050	...	1050	Alu. Supram.	1050	1050	1050	...
301	ALSP.	301	301	301	...	301	ALSP.	301	301	301	...	301	ALSP.	301	301	301	...	301	ALSP.	301	301	301	...
850	Am. Export.	850	850	850	...	850	Am. Export.	850	850	850	...	850	Am. Export.	850	850	850	...	850	Am. Export.	850	850	850	...
181	Power-T. Metals.	181	181	181	...	181	Power-T. Metals.	181	181	181	...	181	Power-T. Metals.	181	181	181	...	181	Power-T. Metals.	181	181	181	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...	154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154	...
154	Ind. de la C. de la M.	154	154	154																			

COMPTANT

(injection)

SICAV *(reflection)*

{selection}

27/4

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Hors-cote

Stee Hydro Energie.....	284
Cognac.....	98
C&H Cognac.....	10 25
Copasa.....	605
Dresat Assurances.....	336
Elecra-Saupsa.....	323
Europ. Account.....	79
Euroc Steuers Ind.....	25
Gachot S.A.....	66
Guy Degraeve.....	465
Lescaux du Monde.....	189
Nicoles.....	1200
Pampop. Parcier.....	350
Quadrans.....	22
Roussy N.V.....	216 30
St-Gabriel-Entrelage.....	1803
S.E.P.R.....	890
S.M.T. Group.....	130
S.P.R. sect. B.....	336 80
Weston.....	648

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 28/4	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/4
			achat	vente			
Etats Unis (1 USD)	5 576						
Lib.	8 920						
Allemagne (100 DM)	337				Or fin (à la barre).....	80400	
Belgique (100 F)	16 382				Or fin (en lingot).....	60700	
Paye-Bas (100 f)	289 890				Napoleon (200).....	360	
Italie (1000 lire)	4 494				Pièce Fr 100 f.....	348	
France (100 F)	87 250				Pièce Suisse (20 f).....	342	
Gde.Bretagne (1 £)	9 808				Pièce Suisse (20 f).....	342	
Grèce (100 drachmes)	2 976				Souverain.....	435	
Suisse (100 f)	364 300				Pièce 20 dollars.....	2080	
Suède (100 kr)	93 440				Pièce 10 dollars.....	1022 50	
Norvège (100 kr)	86 370				Pièce 5 dollars.....	890	
Autriche (100 sch)	47 821				Pièce 50 pesos.....	2235	
Espagne (100 pes)	6 280				Pièce 10 Roubles.....	360	
Portugal (100 esc)	3 388						
Canada (1 \$ can)	4 690						
Japon (100 yens)	4 190						

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

ÉCHECS

Les demi-finales du Tournoi des candidats

- Timman élimine Youssoufov
- Karpov fait reporter la dernière partie

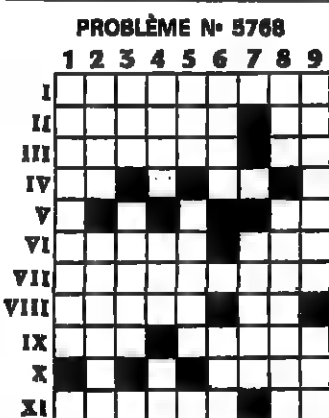
D'un 1-2, Karpov (la peur au ventre ?) a préféré faire jouer son unique droit de report (time-out) (1) au lieu de sa dernière partie contre Short, mardi, Arthur Youssoufov, deux ans, neuvième joueur mondial, a été éliminé, lundi 27 avril, en demi-finale du Tournoi des candidats au titre de champion du monde par le Néerlandais Jan Timman, quarante ans, dix-neuvième au classement mondial, sur le score de 6 à 4.

Youssoufov, avec les Noirs, a pris trop de risques et a été battu. Le Néerlandais a pris ainsi un demi-point pour accéder à la finale. Le tournoi a pris ainsi son caractère de tournoi de championnat du monde. Timman a remporté la quatrième, sixième, huitième et dixième parties, perdu la première en cinquième, a annulé dans les quatre autres. Il arrive en finale pour la deuxième fois consécutive.

En 1990, Timman avait battu Karpov sur un match nul. Karpov, qui avait eu un scénario n'a qu'une petite chance de se reproduire, le dernier représentant de la prestigieuse école soviétique dans une lice devant, comme son malheureux compatriote, marquer un point entier sur les Noirs pour garder un espoir de victoire.

B. de C.
(1) Short a utilisé son droit de report dès la quatrième partie.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Son nom est plus connu que son philosophe qu'il a écrit.
2. Tenue d'académie. Interjection.
3. On ne peut pas le faire sans l'occurrence de faire un sort. Pénalité.
4. Ne s'exporte pas dans l'au-delà. Terme musical.
5. Abruti, il y a des longtemps, des gens plus ou moins jugés.
6. Arrive en fin de son chemin.
7. Possessif.
8. Finir par échouer.
9. Purgé au moment de l'arrivée.
10. Plus les notes, plus permet que les constructions plus précises.
11. Coudre à l'étranger.

VERTICALEMENT

1. Refusent obstinément les sommes bien nécessaires.
2. Ordre de filer. Dont l'évolution naturelle a été modifiée.
3. Ouvrage d'art. Pronom.
4. Récupération dévouée.
5. Sonore. Diffuse une série.
6. Provoque des migrations.
7. Le mot de fin.
8. Plus les notes, plus permet que les constructions plus précises.
9. Coudre à l'étranger.
10. Plus les notes, plus permet que les constructions plus précises.
11. Coudre à l'étranger.

Solution du problème n° 5787

1. Jalousie.
2. Alarmiste.
3. Adler.
4. Sis.
5. Eres.
6. Pané.
7. Pierre.
8. Orgie.
9. Bis.
10. IX.
11. X.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 5787

1. Jambes.
2. Alourdir.
3. Lette.
4. Or.
5. Umar.
6. Aréole.
7. Ote.
8. Tê.
9. Ete.
10. Ete.
11. Ete.

DÉMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

CARNET DU Monde

Naissances

- Jean-Bernard LÉVY, Odile HEIDMANN-LÉVY, Nicolas et Karine,

ont la joie d'annoncer la naissance de Hugo.

Paris, le 15 avril 1992.

- Hélène et Christian MASSET, Gabriel et Françoise,

ont la joie d'annoncer la naissance de Luc.

Le Cap, le 11 avril 1992.

- Christian et Ingeborg CHARTEZ, Basile et Karine,

ont la joie d'annoncer la naissance de Marielle.

le 11 avril 1992.

William Püperlein 117, 3702 AN (Pays-Bas).

- Jacqueline Auriol, Jean-Claude et Jean-Paul Auriol,

ont la joie d'annoncer la naissance de M. Paul AURIOL.

survenu à Paris, le 26 avril 1992.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Muret (Haute-Garonne), dans le caveau de famille, le mercredi 29 avril, à 15 heures.

(Né le 15 septembre 1918 à Toulouse (Haute-Garonne), fils de Vincent Auriol, président de la République de 1947 à 1954, Paul Auriol était diplômé de l'école libre des sciences politiques. Secrétaire général adjoint de la Société de distribution de l'électricité de l'Ouest de 1945 à 1947, il avait occupé, de 1947 à 1954, les fonctions de secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Contrôleur général adjoint, puis conseiller général d'Indre-et-Loire de 1954 à 1958, il avait été, à partir de 1962, secrétaire général adjoint national de la conférence mondiale de l'énergie.)

- André et Liane BÉGIN, ont la joie d'annoncer la naissance de Hugues.

survenu le 23 avril 1992, à Poitiers.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

- M. Georges Meyer-Helme, M. et M. Roger Vieux-Pocotte, ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Pierre BLUM.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- Chambéry, Taiwan, Coublevie, Le Chesnay, Paris, Annecy.

Il a plu au Seigneur de rappeler un serviteur

M. Pierre CHAMBRE, professeur honoraire au lycée de Chambéry, officier des Palmes académiques, officier de l'ordre national du Mérite.

survenu le 24 avril 1992, dans sa quatre-vingtième année.

La messe de sépulture aura lieu le mercredi 29 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Christophe de Chambéry.

Ni fleurs ni couronnes. Des fleurs recueillies à l'église pour des œuvres de bienfaisance.

Le profond.

Ce avis tient lieu de faire-part.

114, rue de la République, 73000 Chambéry.

- Le 24 avril 1992, à quatre-vingt-cinq ans.

M. René DEFRAZ, née Madeleine Thierry, s'est endormi dans la nuit du 24 avril.

M. et M. Hubert Defrance, M. et M. Georges Reille, M. et M. Jean-Claude Defrance, M. et M. Thierry Defrance, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Paul AURIOL.

survenu à Paris, le 26 avril 1992.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Muret (Haute-Garonne), dans le caveau de famille, le mercredi 29 avril, à 15 heures.

(Né le 15 septembre 1918 à Toulouse (Haute-Garonne), fils de Vincent Auriol, président de la République de 1947 à 1954, Paul Auriol était diplômé de l'école libre des sciences politiques. Secrétaire général adjoint de la Société de distribution de l'électricité de l'Ouest de 1945 à 1947, il avait occupé, de 1947 à 1954, les fonctions de secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Contrôleur général adjoint, puis conseiller général d'Indre-et-Loire de 1954 à 1958, il avait été, à partir de 1962, secrétaire général adjoint national de la conférence mondiale de l'énergie.)

- André et Liane BÉGIN, ont la joie d'annoncer la naissance de Hugues.

survenu le 23 avril 1992, à Poitiers.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

- M. Georges Meyer-Helme, M. et M. Roger Vieux-Pocotte, ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Pierre BLUM.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. et M. Jean Salin, M. et M. Jean-François Cousirat-Coustère,

ont la joie d'annoncer la naissance de Cécile Desaulle (f).

M. et M. François-Marie Desaulle, M. et M. Jean-Pierre Desaulle, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Maurice Desaulle.

survenu le 24 avril 1992, dans sa quatre-vingtième année.

La messe de sépulture aura lieu le mercredi 29 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Christophe de Chambéry.

Ni fleurs ni couronnes. Des fleurs recueillies à l'église pour des œuvres de bienfaisance.

Le profond.

Ce avis tient lieu de faire-part.

114, rue de la République, 73000 Chambéry.

- Le 24 avril 1992, à quatre-vingt-cinq ans.

M. René DEFRAZ, née Madeleine Thierry, s'est endormi dans la nuit du 24 avril.

M. et M. Hubert Defrance, M. et M. Georges Reille, M. et M. Jean-Claude Defrance, M. et M. Thierry Defrance, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Paul AURIOL.

survenu à Paris, le 26 avril 1992.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Muret (Haute-Garonne), dans le caveau de famille, le mercredi 29 avril, à 15 heures.

(Né le 15 septembre 1918 à Toulouse (Haute-Garonne), fils de Vincent Auriol, président de la République de 1947 à 1954, Paul Auriol était diplômé de l'école libre des sciences politiques. Secrétaire général adjoint de la Société de distribution de l'électricité de l'Ouest de 1945 à 1947, il avait occupé, de 1947 à 1954, les fonctions de secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Contrôleur général adjoint, puis conseiller général d'Indre-et-Loire de 1954 à 1958, il avait été, à partir de 1962, secrétaire général adjoint national de la conférence mondiale de l'énergie.)

- André et Liane BÉGIN, ont la joie d'annoncer la naissance de Hugues.

survenu le 23 avril 1992, à Poitiers.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

- M. Georges Meyer-Helme, M. et M. Roger Vieux-Pocotte, ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Pierre BLUM.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- Ses amis et collègues ont la joie d'annoncer la naissance de

Colette LANGIGNON, psychanalyste, cofondatrice avec François Dolto de la Maison.

Le service religieux sera célébré en l'église de Saint-Germain-des-Prés, Paris-6^e, le jeudi 29 avril 1992, à 16 heures.

- Dominique Lavan-Hurel, son épouse, Dominique, Catherine et Mathilde Lavan, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Pierre LAVAUX.

survenu le 24 avril 1992, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La messe de sépulture aura lieu le mercredi 29 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Christophe de Chambéry.

Ni fleurs ni couronnes. Des fleurs recueillies à l'église pour des œuvres de bienfaisance.

Le profond.

Ce avis tient lieu de faire-part.

114, rue de la République, 73000 Chambéry.

- Le 24 avril 1992, à quatre-vingt-cinq ans.

M. René DEFRAZ, née Madeleine Thierry, s'est endormi dans la nuit du 24 avril.

M. et M. Hubert Defrance, M. et M. Georges Reille, M. et M. Jean-Claude Defrance, M. et M. Thierry Defrance, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Paul AURIOL.

survenu à Paris, le 26 avril 1992.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Muret (Haute-Garonne), dans le caveau de famille, le mercredi 29 avril, à 15 heures.

(Né le 15 septembre 1918 à Toulouse (Haute-Garonne), fils de Vincent Auriol, président de la République de 1947 à 1954, Paul Auriol était diplômé de l'école libre des sciences politiques. Secrétaire général adjoint de la Société de distribution de l'électricité de l'Ouest de 1945 à 1947, il avait occupé, de 1947 à 1954, les fonctions de secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Contrôleur général adjoint, puis conseiller général d'Indre-et-Loire de 1954 à 1958, il avait été, à partir de 1962, secrétaire général adjoint national de la conférence mondiale de l'énergie.)

- André et Liane BÉGIN, ont la joie d'annoncer la naissance de Hugues.

survenu le 23 avril 1992, à Poitiers.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

- M. Georges Meyer-Helme, M. et M. Roger Vieux-Pocotte, ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Pierre BLUM.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Ce avis tient lieu de faire-part.

- M. Henri Calley, M. et M. Bernard Calley, ont la joie d'annoncer la naissance de M. Bernard CALLEY.

survenu le 24 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 avril, à 10 h 30, au cimetière de Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

12 pages d'offres d'emploi

Le Monde

INITIATIVES

L'entreprise d'insertion



QUEL retournement de situation, ou expérimentation au début des années 80, considérée au mieux comme un gadget et au pire comme une tentative néfaste, au temps de la cohabitation, entre 1986 et 1988, les entreprises d'insertion par l'économie ont, maintenant, le vent en poupe.

Par le jeu des annonces successives, on a l'impression que toutes les fées entourent le berceau. Jean-Pierre Soisson avait demandé un rapport à Claude Alphandéry. Martine Aubry repart de Michel Praderis, en juillet 1991, le rapport qui lui avait été initialement commandé. Dans la foulée, de nombreuses structures se sont mises en place : le Comité national des entreprises d'insertion, l'Institut de développement de l'économie sociale (IDES), des associations, des syndicats, des entreprises d'insertion, qui s'appelaient entreprises d'insertion à l'origine, restent modestes sur le plan économique et même social.

Ces derniers mois, leur développement a été l'objet de deux communications au conseil des ministres, celle de février 1992 était l'annonce d'une grande première : la projection d'un film de neuf minutes pour éclairer le propos. Apparemment, les financements abondent. L'aide de l'Etat passera de 70 millions de francs en 1991 à 144 millions en 1992, au titre de l'emploi, tandis que l'action sociale y consacrera 100 millions, contre 80 l'année précédente. Un Fonds national de garantie d'emprunt sera mis en place, pour 10 millions de francs et, de la Fondation

France Active à l'Institut de développement de l'économie sociale (IDES), des associations, des syndicats, des entreprises d'insertion, qui s'appelaient entreprises d'insertion à l'origine, restent modestes sur le plan économique et même social.

TOUT au plus, on en compte environ 300, réparties sur le territoire national, dont le chiffre d'affaires moyen annuel est de 11 millions de francs en 1990, quelques-unes dépassant les 5 millions et de plus rares les 10 millions. A côté des « grandes », le CIEDIL de Saint-Etienne, l'IDES 21 à Dijon, l'AFITJ à Chambéry ou Villeneuve T à Lille, sans oublier Envia, combien vivent dans l'anonymat militant sur des « créneaux » commerciaux délicats, de la blanchisserie au repassage, de l'aide à domicile au courage des rivières ?

Un emploi, aussi, elles ne passent pas très lourds, de l'ordre de 10 000 personnes, encore que l'on ne sache pas très bien répartir, l'effectif, ceux - salariés normaux - qui assurent un encadrement nécessairement surdimensionné, ceux qui étaient chômeurs ou en difficulté, bénéficiaires des différents types de contrats (contrats emploi-solidarité pour les associations, contrats de retour à l'emploi pour les chômeurs de longue durée, contrats de qualification ou d'adaptation, les anciens RMistes) et les emplois strictement d'insertion. On doit se suffire d'indi-

cations : l'ensemble des postes aidés serait de 4 600, sur lesquels 10 084 personnes seraient passées en un an. Les salariés en insertion, accueillis après une convention qui donne droit, à chaque fois, à une subvention de 36 000 francs, auraient été, eux, 1 500 en 1991 et il est prévu d'en porter le nombre à 4 000 en 1992.

La n'est pourtant pas l'essentiel, qui est plutôt du domaine du symbolique, quand un mouvement de solidarité s'appuie sur un dynamisme économique mis au service d'un projet social. A l'origine, ces entreprises d'un autre type sont nées de l'incapacité des travailleurs sociaux à régler les problèmes auxquels ils étaient confrontés - le chômage, la délinquance... - s'ils ne parvenaient pas à assurer une insertion professionnelle. A leur corps défendant, ils sont donc devenus

d'entreprise pour que les publics les plus défavorisés se consacrent au travail progressivement puis qu'ils puissent, au bout de dix mois en moyenne, affronter les conditions d'un emploi traditionnel. Mais, soumis à la concurrence et abandonnés par les pouvoirs publics quand Philippe Séguin était ministre du travail, il leur a fallu, malgré leurs handicaps, dont la sous-évaluation de leur personnel n'est pas la moindre, prendre les habits de vrais dirigeants pour survivre économiquement.

CERTAINS, aujourd'hui, se regardent comme des patrons qui auraient des préoccupations sociales et ce n'est pas tout à fait un hasard si, aux côtés des anciens travailleurs sociaux, interviennent, dans la moitié des cas, des ingénieurs, des cadres ou des diplômés de Sup de Co, tentés par l'aventure. Avec le temps, les entreprises normales se sont par ailleurs estompées et on constate que des partenariats se développent, par le biais de la sous-traitance, du groupement d'entreprises lors de la soumission à des marchés publics, mais, également, grâce à la multiplication récente des plans locaux d'insertion. Lille a donné l'exemple, suivi de Dunkerque, de Roubaix, et il est question que la municipalité de Saint-Denis, dirigée par un communiste refondateur, se lance dans l'expérience.

La grande reconnaissance, toutefois, est venue des grandes entreprises qui, en créant leur fondation, ont voulu apporter leur soutien mais surtout signifier qu'elles ne pouvaient rester en dehors d'une telle démarche. Etre un îlot de prospérité dans un environnement délabré présente trop

de dangers, il la économique

Mais, si le sens est clair, bien des questions demeurent. Les entreprises d'insertion ne sauraient être une réponse globale au chômage. Parce qu'elles vivent le sort des entreprises, et sont donc soumises à la conjoncture, elles ne peuvent espérer croître davantage que leur propre environnement. D'ailleurs, il apparaît que le ralentissement de la croissance nuit à leurs possibilités de recrutement, à leurs possibilités de placement, à leur baisse. De même, on peut se demander si elles pourront toujours accepter de se défaire de leurs salariés, enfin formés, pour en reprendre d'autres, en mauvais état, et cependant continuer à être concurrentielles. Certaines des « créneaux » qu'elles ont dégagés - dans le second œuvre du bâtiment, dans les métiers de l'environnement ou les services aux particuliers - ne justifient-elles pas une consolidation ? A terme, en outre, ne peut-on pas imaginer que, la voie dégageée par ces précurseurs, toute entreprise se sente des responsabilités en matière d'insertion ou, au minimum, lutte préventivement contre l'exclusion de ses propres salariés ?

Peu important les réponses qui seront données. De toute manière, il est évident que, pour survivre économiquement, socialement, ces entreprises doivent atteindre un niveau de performance qui les rende insensibles à tout changement de politique, et à toute alternance. Tel est l'enjeu principal : il faut que leur démarche devienne pérenne.

Lebaube

Lire notre dossier pages II et III.

12 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

- Gestion et finances p. V
- Juristes p. VII
- Ressources humaines p. IX
- Cadres p. IX
- Collectivités territoriales p. XII
- Fonction commerciale p. XII
- Informatique p. XIII
- Secteurs de pointe p. XIII

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

10 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde des Dirigeants
- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde des Collectivités Territoriales
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES



CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE :

1^{ER} ETABLISSEMENT FINANCIER DE LA REGION.

La Caisse d'Epargne de Picardie renforce ses compétences dans les domaines-clé de son développement et vous donne rendez-vous page V



CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE

Que faire de votre vieux PC ?

Compagnie

Un socle économique

La compétence des cadres est devenue primordiale

Les entreprises d'insertion constituent-elles une réponse au chômage global ? Dans un domaine, qu'une pièce d'un puzzle. En revanche, la réponse globale à l'insertion des personnes plus en difficulté, aux exclus du champ économique, estime Pierre de Saintignon, conseiller technique de Martine Aubry, ministre du travail, l'insertion par l'économique.

Depuis des années, les pouvoirs publics s'intéressent aux populations en difficulté. En effet, les entreprises d'insertion acquiescent à la noblesse. Leur mission est de pousser le plan national d'insertion par l'économique, souligne Pierre de Saintignon, qui relève que jamais la conjonction n'a été aussi favorable à ces entreprises. En 1992, l'Etat multiplie les moyens par deux, les collectivités locales sont de plus en plus nombreuses à s'engager sur le terrain de la lutte contre l'exclusion, le Fonds social européen s'est également mis de la partie,

abondant financièrement les politiques nationales. En outre, les entreprises classiques se sentent désormais concernées par la question : les clubs locaux de chefs d'entreprise et une Fondation nationale pour l'insertion regroupent un certain nombre d'entreprises.

Evolution du discours

Que créer une entreprise d'insertion et, surtout, la pérenniser ? Ce n'est pas évident. Y a-t-il une recette ? Vraiment, si l'on en croit Pierre de Saintignon. Pour lui, il est clair qu'une entreprise d'insertion est avant tout une « entreprise classique » avec un petit plus. Comme dans toute entreprise, il s'agit, avant l'acte de création, de bien étudier le marché. Le petit plus, c'est la personnalité des responsables de ces entreprises d'insertion : les dirigeants ont des compétences techniques et de gestion. Et avoir en plus une appétence pour le social. Ils doivent être capables de gérer leur entreprise tout en faisant classiquement, tout en ayant les valeurs de la solidarité.

Quelle évolution dans la démarche sur l'insertion ? Si autrefois on parlait du social pour arriver sur l'économique — les premières expériences ont été initiées par des personnes venues du social, éducateurs, animateurs socioculturels, — aujourd'hui la démarche est inverse.

« Sans faire un hymne à l'économique, il faut être reconnaissant qu'il n'y a pas de socle économique, on ne peut rien bâtir de solide », convient Pierre de Saintignon. C'est pourquoi, s'il estime qu'il est indispensable d'avoir un partenariat de qualité entre les pouvoirs publics et les entreprises d'insertion, de façon que les jeunes soient versés dans des délais compatibles avec la bonne gestion de ces entreprises, il est également fondamental d'encourager le partenariat avec les entreprises classiques

afin qu'elles puissent épauler les entreprises d'insertion et, le cas échéant, les « garantir » à l'égard des banquiers. Il estime aussi qu'au-delà de l'aspect purement financier des aides, il est primordial d'insister sur la qualité des hommes qui prendront en charge les entreprises d'insertion.

« Au moment où une impulsion est donnée à l'insertion par l'économique, on voit se multiplier les initiatives. Ce qui est le plus, c'est la pénétration de chefs d'entreprise compétents ou, plus modestes, la surabondance d'acteurs médiateurs qui viendraient équilibrer l'idée naïve de l'insertion par l'économique. Les entrepreneurs et les cadres, il est difficile de trouver dans les grandes entreprises aussi parmi les candidats au service civil. Les entreprises d'insertion ont besoin de jeunes cadres compétents et motivés, susceptibles de leur apporter une partie de leur carrière. »

Catherine Leroy

Vitamines lilloises

Succès et tracas

DANS son manteau troué, qu'il dit avoir acheté 5 francs, Maurice n'a qu'une obsession : son contrat emploi-solidarité prend fin le 3 juin et, après une année passée aux Serres, une entreprise d'insertion de Villeneuve-d'Ascq, il se retrouvera, une fois de plus, sans travail. Marie-Pierre, elle, n'a plus de souci : après un contrat de qualification, la voici définitivement embauchée chez Renbar-Torpin, une petite imprimerie de Douai qui, depuis dix ans, recrute des jeunes en difficulté.

absolument pas les moyens d'en acheter un autre. Que deux des six jeunes quittent en même temps une imprimerie parce qu'ils ont trouvé un emploi ailleurs, et le responsable, Gérard Delgrange, sera partagé entre la satisfaction du militant d'insertion qu'il a vu jours été et le désarroi du patron qu'il est devenu.

Plus grave : la DDAESS versant les salaires des bénéficiaires d'insertion avec au moins un trimestre de retard, Caroline Le Dantec doit négocier tous les mois son banquier, se garantissant qu'elle attend incessamment sous peu une subvention de 100 000 francs versée par le Fonds social européen en 1989, mais qui est promise toujours entre Bruxelles et Paris.

Enfin, la situation, la seule vraie, l'emploi est de plus en plus aléatoire. Sur les 122 salariés en insertion ayant quitté Vitamine T en 1991, 79 l'ont fait sans avoir ni emploi ni formation ; 4 sont à l'armée ; 7 en formation et 13 seulement à l'emploi indéterminé, contre 22 l'année précédente.

Dans un moment de pessimisme, Jean-Claude Calvane, responsable de deux entreprises d'insertion, qu'ayant passé une annonce pour recruter une secrétaire pour six mois, il n'a pu recevoir pas moins de trois lettres curriculum vitae. Quand il est optimiste, il se dit convaincu que les entreprises d'insertion, enfin qu'elles ne peuvent plus se désintéresser de l'insertion des exclus, comme en témoigne le succès du club Vitamine.

Frédéric Lemaître



Le capital à double risque

Une aide financière spécifique

BENOIT GRANGER, qui lui-même, qu'il est « entre l'arbre et l'écorce ». Cet ancien journaliste dirige, depuis quelques mois, la Société française d'investissement France active (SIFA), « une SA au capital de 10 millions de francs qui, explique-t-il, fonctionne comme une société à capital-risque dont les investissements sont réservés aux entreprises d'insertion ou à des PME qui développent un projet d'insertion ».

L'arbre et l'écorce ? C'est, d'un côté, les valeurs sociales qui n'aiment pas entendre prononcer le mot « économie » et, de l'autre, les banquiers qui hésitent à financer des projets qui sont, par définition, difficiles.

La SIFA a été analysée ce paradoxe. Fondée en 1991, elle est une émanation directe de la Fédération française des associations (FFA) créée en 1988 par un ensemble de mécènes (Fondation de France, Caisse des dépôts et consignations, Fonds social juif unifié...) dont les aides financières permettent de garantir les emprunts contractés auprès des banques par des entreprises d'insertion. Les règles de quartier ou des associations intermédiaires.

La SIFA, dont les actionnaires comprennent comme une goutte d'eau, à quelques exceptions près, aux partenaires financiers de la FFA, donne le signal d'une nouvelle ère. « Notre but n'est pas de faire des entreprises d'insertion rentables », insiste Benoît Granger. « Nous voulons simplement leur donner les moyens pour résister sur le marché concurrentiel. Elles doivent investir, prendre des risques. Or, beaucoup ne résistent pas à ces impératifs. » La SIFA intervient à deux niveaux : d'abord une prise de participation, toujours minoritaire, « un investissement qui n'est pas une subvention », au terme d'une échelle (de 5 à 10 ans) spécifiée dans un contrat. L'entreprise financée s'engage à racheter à la valeur initiale, précise Benoît Granger. C'est la différence avec les fonds de capital-risque, où les partenaires s'attendent à retrouver leur argent avec des bénéfices, évidemment.

Les deux écueils

Compte tenu des contraintes qui sont des entreprises d'insertion (salaires moins élevés, d'encadrement plus élevé...), une bonne maîtrise de la gestion peut permettre d'atteindre cet objectif. Là où le deuxième domaine d'intervention de la SIFA, l'ingénierie financière, audite, étudie de marchés, montages juridiques, perspectives financières. Les spécialistes de la société d'investissement, dont quelques-uns ont été préretraités bénévoles (anciens directeurs de banque, etc.), viennent conseiller ceux qui se lancent dans l'aventure de l'insertion. Aujourd'hui, la SIFA a engagé environ 2 millions de

francs, soit un cinquième de son capital, dans huit entreprises. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ces entreprises ne sont pas fondées par quatre Marocains chômeurs illettrés. Les dirigeants de la SIFA doivent éviter deux écueils. Pas question de miser dans le capital-risque classique en finançant des entreprises qui feraient de l'insertion seulement sur le papier. Pas question non plus de devenir des investisseurs de subventions. « Dans le premier cas, précise Benoît Granger, nous nous assurons auprès de nos partenaires locaux — car nous voulons absolument coopérer avec les acteurs proches de l'économie : conseil général, chambre de commerce... — de la réalité de la démarche d'insertion. Dans l'autre, nous veillons à la mise en place d'une gestion efficace à côté des subventions publiques toujours utiles qui sont finalement d'une importance marginale puisqu'elles ne représentent en moyenne que 15 à 20 % de la masse salariale. »

Reste toutefois un troisième écueil : l'évolution des mentalités. Environ 20 % des 350 entreprises d'insertion actuellement recensées ont adopté la forme de société commerciale. Les autres sont des associations et ne peuvent donc pas, juridiquement, passer en termes d'actionariat, fermant ainsi la porte à la SIFA.

Marie-Béatrice Baudet

La tentation des diplômés

POUR ce qui est de l'implantation des diplômés de l'enseignement supérieur dans les entreprises d'insertion, il y a encore à l'âge de pierre ! Michel Desdoutès, qui de quoi il parle : voilà onze ans en effet qu'il dirige MARQUE, une entreprise d'insertion de Cessy (Vosges) ; et il est vice-président du Comité national des entreprises d'insertion (CNEI).

Comment s'étonner de cette situation ? N'est-ce pas un effet de l'expression d'un responsable, qui dit un peu fou, qui prend la responsabilité d'un de ces lieux où il faut résoudre ses problèmes ? N'est-ce pas un effet de l'expression d'un responsable, qui dit un peu fou, qui prend la responsabilité d'un de ces lieux où il faut résoudre ses problèmes ?

« Pour eux, il ne s'agit pas de la gestion d'une entreprise d'insertion, mais d'un projet d'insertion », juge Bruno Rivet, qui dirige depuis deux ans l'entreprise de Carrières-sous-Poissy (Yvelines) : « captivants », dit son collègue Michel Mercat, permanent du CNEI, qui évoque son « coup de cœur » pour ces responsables d'entreprises d'insertion qui sont des professionnels de l'insertion, qui ont une expérience de la gestion d'entreprise, qui ont une expérience de la gestion d'entreprise, qui ont une expérience de la gestion d'entreprise.

Il existe, estiment-ils, une réactivité diffuse dans une fraction des étudiants, « malgré le « moule » des études ». Les professionnels banquiers ont développé une sensibilité aux questions d'insertion. Certaines entreprises plus tournées vers le social permettent des prises de conscience. Certaines équipes de professeurs également : il Sup de

Caen, par exemple, vers 1985-1987. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ces entreprises ne sont pas fondées par quatre Marocains chômeurs illettrés. Les dirigeants de la SIFA doivent éviter deux écueils. Pas question de miser dans le capital-risque classique en finançant des entreprises qui feraient de l'insertion seulement sur le papier. Pas question non plus de devenir des investisseurs de subventions.

Valoriser l'action sociale

Plusieurs notent une réorientation de l'insertion après quelques années d'activité professionnelle. « Aujourd'hui, raconte Catherine Le Dantec, directrice de ceux qui ne souhaitent pas de mes l'insertion parce que j'ai un niveau de responsabilité supérieur au leur, même si mon métier est d'insertion, et parce que mon travail est une dimension humaine de la gestion, il faut commencer à sentir le manque. » Ce sont sans doute des personnes qui ont une expérience de la gestion d'entreprise, qui ont une expérience de la gestion d'entreprise, qui ont une expérience de la gestion d'entreprise.

Il ne paraît donc nullement impossible que les entreprises d'insertion trouvent les cadres dont elles ont besoin. A deux conditions : qu'une bonne information soit donnée dans les écoles. Qu'une rémunération correcte soit versée à ceux qui optent pour ce type de travail. Sur le premier point, presque tout est à faire. A l'université Paris-Dauphine, les étudiants ont récemment une Asso-

ciation d'insertion à la Sorbonne, un décalage peut être admis. Les jeunes diplômés qui ont opté pour l'entreprise d'insertion s'accommodent sans frustration majeure des rémunérations moindres en échange d'un travail qui leur plaît. Mais il ne faut pas que l'on admette un décalage trop marqué, en profitant par exemple du chômage des autres. Comme le souligne un ingénieur impliqué dans le travail d'insertion, « il ne faut pas que l'insertion soit vue comme une déviation de l'insertion sociale et ceux qui s'y consacrent, de la même manière qu'on a valorisé l'entreprise et les valeurs de l'économie dans les années 80. N'est-elle pas devenue l'urgence de l'urgence d'aujourd'hui ? »

Marie-Claude Betbeder

(1) Place du Maréchal-De-Latre-de-Tassigny, 75715 Paris CEDEX 16.

Créé en 1987, le club Vitamine T rassemble ainsi chaque année près de trois cents personnes, certaines venues par la vie, comme Maurice, d'autres pour lesquelles un simple coup de pouce suffit, comme Marie-Pierre.

Dirigée par Caroline Le Dantec, une dynamique jeune femme diplômée de Sup de Co Rouen, Vitamine T a pour but un objectif : offrir un public en situation de travail et de réguler l'ensemble de ses problèmes (logement, santé...) grâce au triptyque emploi - formation - accompagnement social. Forte de ses trente-cinq encadrants, Vitamine T fait aujourd'hui tourner ses activités. Ainsi, l'entreprise de nettoyage du bâtiment Art-Rebat et les Serres ont pris une exploitation du maraîchage à l'abbaye (une école d'agriculture) à Jamus (une entreprise de travail temporaire à l'abbaye sociale). Alors que, bon mal an, ces activités s'équilibrent et représentent un chiffre d'affaires de 15 millions de francs, Vitamine T devrait ouvrir quatre nouvelles activités cette année : un garage, un atelier d'électronique, un atelier de formation régionale, une association, ENVIE, spécialisée dans l'électroménager d'occasion, avec l'aide d'Auchan, et une seconde imprimerie.

Moments de pessimisme

Avec une équipe réduite à une palette d'activités capable de répondre aux besoins d'un public diversifié et d'affronter les aléas de tel ou tel secteur économique, Vitamine T est une des réalisations de Martine Aubry. Malgré tout, le parcours quotidien de ses responsables est semé d'embûches. Après vingt ans de travail et loyaux services, le camion des Serres des prés est une véritable épave et ces maraîchers n'ont

Le club des 23

L'environnement aidant, les entreprises implantées dans le Nord ont sans doute été parmi les premières à se pencher sur l'exclusion. Dès 1988, La Redoute, Norauto, Auchan, K. Way, la Voix du Nord, ont mis en place des directions régionales d'IBM, de la Denho, de Rank-Xerox, de la MCI et quelques autres, ont tout d'un coup d'entreprise, ont tout d'un coup d'entreprise, ont tout d'un coup d'entreprise.

Plus que les 25 000 francs qu'elles apportent chaque année, les responsables de Vitamine T apprécient leur contribution, qui peut prendre les formes les plus variées : d'IBM, qui détache un directeur commercial pendant dix-huit mois, à la Voix du Nord qui donne quelques tables lumineuses à Rebat-Imprim, en passant par Norauto, qui contribue à l'ouverture d'un atelier d'insertion ; toutes les initiatives sont les bienvenues. Grâce à elles, Vitamine T a la certitude de ne pas vivre enfermée dans un ghetto social mais d'être réellement au cœur de l'économie régionale.

Pourtant, au début, les entreprises durent vaincre quelques réticences : n'allait-on pas leur demander d'embaucher le public de Vitamine T ou leur reprocher d'éventuels licenciements ? « Notre but n'est pas de les culpabiliser, mais de leur demander d'avoir un certain état d'esprit face à l'exclusion, de réfléchir, par exemple, sur la formation des salariés dont elles peuvent être amenées à se séparer », explique Caroline Le Dantec. Quatre ans après l'ouverture du club, l'objectif semble atteint : les vingt-trois entreprises adhérentes viennent de reprocher à Vitamine T de ne pas être plus exigeante à leur égard. Certaines ont même décidé de constituer un groupe de travail sur l'emploi et de recevoir des salariés de Vitamine T pour leur faire passer des entretiens fictifs d'embauche, afin de les préparer à une démarche active d'emploi : une initiative encore impensable il y a un an ou deux.

F. Le

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

مكتبة الشهاب

D'un rêve à l'autre

Du travailleur social au PDG

Le « savoir-être » et le « savoir-faire »

Se réadapter grâce à l'électroménager

« **N**ous tournons en rond, à une époque où le chômage grimpe sérieusement. Après plusieurs années comme travailleurs sociaux, nous ressentons cruellement, sur le terrain, les limites de nos activités », raconte Alain Bernier, aujourd'hui directeur général du Comité national des entreprises d'insertion (CNEI). Comme d'autres éducateurs, il a ressenti au début des années 80 la nécessité d'un virage personnel qui correspondait en même temps à une évolution des mentalités.

Acteurs ou enfants idéologiques des événements de 1968, ces travailleurs sociaux ont subi l'évolution du nouvel environnement. L'économie, d'abord montrée du doigt, rejetée pour ses effets pervers - au profit d'une certaine « idéologie sociale » - a repris ses droits. Le projet des « entreprises intermédiaires » est né de la réhabilitation de l'entreprise elle-même. Conçue d'abord comme la seule façon de « traiter avec efficacité les problèmes sociaux », la réussite économique est devenue, depuis, la fierté de ces chefs d'entreprise d'un genre particulier.

Leur parcours est aussi très marqué par la progression du chômage. En 1983, après trois ans d'école, Alain Bernier devient éducateur spécialisé et consacre un an à s'occuper des jeunes dans un quartier « difficile » de la banlieue de Nancy. Mais la période est peu propice à la réussite de cette expérience de la « délinquance ». « Le lien entre la formation et l'emploi n'est rien d'évident, confesse-t-il. L'entreprise n'est apparue que comme le seul moyen d'arriver à des résultats concrets. » Le « savoir-être » a été remplacé par le « savoir-faire ».

En 1984, M. Bernier s'associe à un projet d'entreprise intermédiaire, l'Association de développement économique local (ADEL), dont il est toujours le directeur. « En quelques années, la possibilité d'offrir du travail, même de façon occasionnelle, nous a convaincus », déclare-t-il. Mais les débuts sont difficiles. Pour s'affirmer, les entreprises d'insertion - elles prennent cette appellation en 1988 - sont en concurrence avec de nombreuses PME et PMI traditionnelles. Les aides de l'Etat, établies en 1979 et 1985, sont des béquilles essentielles. Mais les règles du jeu vont soudainement changer.

En septembre 1986, Philippe Séguin, alors ministre des affaires sociales et de l'emploi, signe une circulaire qui précise que « l'expérience de soutien [de l'Etat] ne sera pas poursuivie ». Jusque-là, en avril 1988, les dirigeants d'entreprises intermédiaires devaient donc se débrouiller seuls. « Ce fut une période difficile, reconnaît François Pomon, directeur des Ateliers pour le travail et la formation des jeunes (ATFJ), créés en 1981. Jusque-là nous fonctionnions une échelle moindre. Il a fallu alors se battre sur le terrain de la rentabilité économique. » Issu lui aussi du secteur social, il n'hésite pas à relever le défi (lire ci-dessous l'article de

Francine Altzicovici). Il transforme son entreprise en SARL et, à l'image de la majorité de ceux qui ont tenté la même expérience, il se lance dans une formation économique poussée : gestion de PME et de PMI. De son côté, Alain Bernier se met à la gestion de production et à la trésorerie. Le recours à des associés détenteurs de formations économiques classiques se généralise : ici on embauche des commerciaux, là des comptables et des ingénieurs.

« Il nous a fallu prouver que sur le terrain économique, nous étions capables de tenir la tête », résume Alain Bernier. Contraints à plus d'autonomie financière, soumis plus directement aux lois du marché, les anciens éducateurs ont dû faire de la réussite sur le terrain de la gestion économique. « Nous n'avons jamais basculé pour autant dans le tout-économique », souligne François Pomon, même si nous sommes sortis du tout-social. Fiers aujourd'hui de leur réussite, ils restent attachés à leurs préoccupations des enjeux sociaux. Ils parlent plus volontiers de l'esprit d'entrepreneur que du « savoir-faire » d'entreprise. Mais la course en avant a un propre logique : « On pense changer d'appellation. Cela pourrait être : entreprises de qualification », déclare Alain Bernier. Ne faut-il pas inspirer confiance ?

Olivier Piot

« **J'**ai une fiche à paie, donc j'existe. » Pour Philippe Francis, président de Darty, ce n'est pas qu'une « valeur de symbole ». Il est la preuve concrète que des jeunes ont réussi à se « faire », comme il dit, ont réussi à s'insérer socialement dans l'économie. « A quelques exceptions près, poursuit Philippe Francis, une fois le cercle infernal du chômage, les jeunes deviennent des citoyens de premier ordre. »

Rien ne prédisposait à cela un français de l'électroménager à se pencher sur les entreprises d'insertion. Rien, si ce n'est une « sensibilité » particulière et personnelle du président de Darty pour les jeunes en difficulté et la mise en pratique, il y a deux ans, d'une idée simple. Pourquoi ne pas remettre en état des appareils ménagers usagés collectés par Darty lors de la vente d'un appareil neuf ? Des appareils - le gros électroménager - que Darty livre à la casse au prix de la ferraille. Par exemple 1,8 million de machines à laver subissent ce sort chaque année. Or, avec les pièces récupérées de quatre machines, on peut en faire une « quasi » neuve. Pourquoi alors ne pas revendre ces appareils, notamment à des familles défavorisées, avec une garantie de six mois, pour un prix moyen de 400 francs ?

Cette idée séduit Patrick Klein,

directeur des ventes de Darty-Provence, lorsqu'elle lui est proposée par Martin Spitz, trente-quatre ans, diplômé de formation professionnelle en psychologie. Cet Alsacien d'origine est aujourd'hui directeur général d'Envie Développement (Entreprise nouvelle pour l'insertion économique), basée en 1984 à Strasbourg, à l'initiative de la communauté Emmaüs, une association avec la Mission locale pour l'emploi des jeunes et le Centre d'insertion pour adultes handicapés.

Une convention a été signée entre le groupe Darty, les autres, celui-ci a adhéré à la Fédération nationale des entreprises d'insertion, qui regroupe des associations de partenaires dont plusieurs grandes entreprises françaises, et ainsi le président n'est autre que Philippe Francis. « Notre rôle, précise-t-il avec insistance, est d'accompagner le développement d'Envie. De mettre l'association, véritable outil pour l'emploi, au service d'autres projets. Mais je veille personnellement à ce que nous ne substituions pas Darty à leur équipe. Peut-on croire, en effet, que l'on obtient un profit quelconque à partir de ce type d'action ? » Il confie qu'outre le « prêt » à Envie de techniciens, d'un matériel et d'un camion, pour aider à la formation des électroménagistes d'Envie, le groupe a déjà embauché, s'en félicitant,

un certain nombre de jeunes. « Mais attention, précise Philippe Francis, nous le faisons « en aveugle ». Nous ne connaissons rien des salariés embauchés. Ce n'est pas la question de créer une catégorie à part. »

En « alternance interne »

« Nous refusons déontologiquement tout privilège d'embauche, d'avantage chez Darty qu'ailleurs. Ce serait d'ailleurs intenable pour les salariés en interne. Notre but est d'attirer la personne qui fait un difficile choix de la normale vers le monde du travail », confie Martin Spitz, qui veille à ce que le développement d'Envie, basé pour l'instant sur huit sites de 120 postes, plus une quarantaine d'encadrants. « Mais cela ne nous empêche pas, bien au contraire, de nous efforcer de mieux comprendre et de bien connaître le monde de l'entreprise afin de mieux y préparer les jeunes. »

Pour Envie, le « savoir-être » par ailleurs au même niveau important que le « savoir-faire ». C'est ainsi que, dans un état formé pendant deux ans, les « alternants internes » ont subi de l'électroménager - logistique, recyclage, réparation-entretien, produits dans les propres magasins

d'Envie, - les jeunes de l'association doivent apprendre à se présenter correctement chez la clientèle, avoir une tenue vestimentaire « impeccable », balayer après leur passage, par exemple. Toutes ces « petites » compétences sont l'importance de l'apprentissage de la technologie, d'une part, et découverte, d'autre part, et en main, les appareils ménagers, mais la hauteur d'un technicien éprouvé ayant trois à quatre années d'expérience.

Recevant une rémunération sur la base du SMIC, soumis à des contraintes de productivité tant il est vrai que le but est de produire dans les mêmes règles et la même rigueur que dans toute autre entreprise, les électroménagistes d'Envie bénéficient par ailleurs d'un suivi social dans l'extérieur : « Nous ne pouvons pas prendre en charge », dit-il en propos Martin Spitz.

Langage managérial

Au premier critique de la formation, le directeur de l'association, le langage managérial de l'économie possède un grand avantage : « Si vous mettez ces jeunes dans des stages conventionnels, nombre d'entre eux échoueraient. Cela leur rappellerait l'école dont ils sont exclus. S'ils progressent, c'est parce qu'ils voient concrètement le résultat de leur travail. »

Aujourd'hui, Martin Spitz « consolide l'existant », selon sa propre expression. « Nous avons mis en place à partir de Marseille - 26 entreprises d'insertion et 6 permanents - en attendant des sites à Tours, Saint-Etienne, Le Mans, Ile-de-France, l'Angoulême et Grenoble. Notre objectif est de créer 400 postes d'insertion d'ici à fin 1993 et une centaine de postes permanents. »

Envie a acquis - l'illustre - signifie l'« langage managérial d'entreprise. L'association dit « être » des outils de gestion (procédure comptable, tableaux de bord, audits), de formation, d'information, de communication et de représentation auprès des pouvoirs publics, des financiers et des entreprises. Mais, tout en restant sur le métier de base - l'électroménager - les responsables d'Envie, s'ils acceptent le partenariat, ont un grand groupe, assurent qu'il ne saurait y avoir d'exclusivité : « Ce serait grave qu'on associe obligatoirement à Darty. Et que l'on écrive un jour Envie avec un Y. »

Francine Altzicovici

Jean Menanteau

Un travail d'équilibriste

Les tribulations de François Pomon

Il a les cheveux bouclés mi-longs, porte un pantalon de velours et des lunettes de soleil. Il aime le mot « performant », les médailles et préfère parler de « gamins » en difficulté auxquels il propose une formation « qui l'apprend par son expérience ». Tel est le portrait, côté pile, de François Pomon, éducateur, en militait de la CFTD, aujourd'hui directeur de l'Association pour le travail et la formation des jeunes (ATFJ), une entreprise d'insertion basée à Chambéry. Face à lui, le même personnage parle de « gamins », de « gamins », de « gamins ».

Ces deux visages de François Pomon illustrent les paradoxes des entreprises d'insertion. D'un côté, l'ATFJ n'est pas une entreprise comme les autres, puisqu'elle emploie des personnes en grande difficulté qui, en fin de contrat, rejoindront, le cas échéant, des entreprises concurrentes. Et qui, d'autre part, ne peuvent même pas bénéficier de la formule de subventions que l'ATFJ perçoit. Mais, d'autre part, elle doit aux pouvoirs publics, les risques d'impayés, les frais finan-

ciers, les salaires d'un éducateur à temps plein et d'un encadrement de qualité qu'elle n'a pas les moyens de rémunérer à leur juste valeur. « Nous devons gagner de l'argent car sinon nous n'existerons plus et il n'y aura plus d'insertion », insiste François Pomon. En tout cas, plus d'insertion telle que l'ATFJ la conçoit. « Chez nous, les jeunes qui nous sont envoyés par les travailleurs sociaux sortent de prison, d'hôpitaux psychiatriques, etc. Même s'il n'y avait pas de chômage, ils n'auraient pas de travail. »

En 1981, l'ATFJ a été au début des années 80, quelques temps plus tard, deux sont stoppés. En 1986, l'association donne naissance à l'ATFJ-SARL, dans laquelle elle détient 98 % des parts, et désigne François Pomon comme gérant. « Nous nous sommes comptés pour nous développer et répondre aux appels d'offres, nous ne pouvions pas nous présenter en tant qu'association, explique-t-il. Nous n'étions pas cré-

La SARL ajoute alors trois nouveaux ateliers : confection, électronique et fabrication de conteneurs en matériaux composites destinés

à récupérer du verre, du papier, etc. Une entreprise qui a été très prometteuse : 600 machines à laver ont été vendues. Dans cette configuration, toujours en place, aujourd'hui, les salariés en insertion sont embauchés par l'association qui prête, sans but lucratif, ce personnel à la SARL. Celle-ci, de son côté, embauche directement l'encadrement et les ouvriers qualifiés. Mais cette évolution ne suffit pas. En 1989 et 1990, l'ATFJ vivra « deux années difficiles ». La ville de Chambéry et le général de Savoie lui apportent un soutien financier, tandis que Saint-Gobain-Développement dépêche deux de ses ingénieurs pour conseiller la SARL. Finalement, d'un atelier, licenciements, embauche d'un encadrement plus compétent et création de directions commerciale, technique et financière. Aujourd'hui, la SARL « est remise à flot », sourit François Pomon. Les projets ne manquent pas : renforcement des liens avec les entreprises pour placer les « gamins » en insertion, recherche de nouveaux marchés de sous-traitance en partenariat avec des industriels dotés d'un laboratoire de recherche.

Avec un chiffre d'affaires de 15 millions en 1991, la SARL compte 105 salariés, dont 30 en insertion, l'ensemble étant réparti dans six ateliers (BTP, confection, électronique, entretien d'espaces verts, matériaux, nettoyage) ainsi qu'une autre SARL, TRIALP, qui gère cinq ateliers de Chambéry. De plus, l'association a mis en place une formule de préformation à 600 heures. Le chiffre d'affaires de l'insertion s'est réduit, leur taux de placement a augmenté.

Mais en professionnalisant sa gestion, l'ATFJ n'a pas évité de se retrouver en concurrence avec des PME ordinaires, tels que ceux qui cinq procédés de production qu'elle n'a pas tous gagnés. Elle s'est donc « arrangée » par partenariat avec deux responsables de la structure... sans avoir le licenciement. Certes, l'ATFJ organise des élections de délégués du personnel, mais aucun syndicat n'existe. Et, visiblement, on ne tient pas du tout à voir la CGT s'implanter. Or, c'est la jeunesse, sans doute.

Sortir de la galère



ERIC, vingt-huit ans, est responsable du secteur dépannage de l'ID 21 (entreprise d'insertion en transport), implantée depuis huit ans dans la banlieue de Dijon. Il raconte son histoire, à la fois exemplaire et étonnante, avec l'accent rouennais et la voix des gamins qui ont grandi sur le pavé.

« J'ai quitté l'école à seize ans avec tout juste rien dans les mains, ni dans la tête ; j'étais flegmatique comme tout. C'était que la castagne et les ruses. Mon père m'a foutu dehors : il faut dire qu'il était inibé à mort et qu'on se tabassait. Alors à midi, j'allais bouffer chez ma mère, une sainte femme, et je logeais, ou plutôt je campais, à trois ou quatre, chez des éducateurs de prévention du quartier. Et je peux dire que si je suis là, c'est grâce à eux. Ils m'ont tenu la tête hors de l'eau toutes ces années et sauvé la vie. M'ont promis la lune, eh bien, me l'ont donnée. »

Après un an ou deux de petits boulots - repaître une pelasse, bêcher un jardin, livrer des commissions - un stage d'insertion de six mois comme livreur chez Conforama ne lui déplaît pas trop. Du coup, à dix-huit ans, il a droit au chômage : 2.000 francs par mois pendant un an. « C'est trop,

trouve-t-il, de quoi faire plein de conneries pendant les heures creuses. Et des heures creuses, ça, il y en a. »

Les éducateurs l'envoient prendre l'air dans une ferme de l'Ain, dans la montagne : les tentations sont moins nombreuses que sur le bitume et, à s'occuper des bêtes, on ne risque pas de tomber dans la délinquance. Eric ne descend à Dijon qu'une fois par mois, juste pour pointer.

Fin du chômage : retour à la case départ. Eric est déjà les des experts boulots galère, des journées vides et de l'habillage de fortune. Un stage de six mois de chauffeur-livreur routier, rémunéré 3.500 francs par mois, offert par l'Association formation transport (AFT), lui permet de passer son permis de conduire poids lourds. « On était quinze dans le stage, rien que des drogués, des alcoolos, des sans domicile fixe, de

vraies brutes, des loques humaines. Mais moi, j'étais un peu différent. Un peu différent de ceux qui sont allés en prison. »

Deux mois plus tard, les ateliers de l'ID 21, qui est une entreprise d'insertion, payé à l'heure les jours de travail. L'entreprise d'insertion (sept ateliers au départ, quarante aujourd'hui), Eric est devenu

une entreprise qui fait bosser des mecs qui pourraient pas bosser par ailleurs. Qui prend des déchets et en fait des vrais gens. »

Il s'accroche pendant deux ans, se débrouille. Au bout d'un an, il est chef chauffeur-livreur, puis chef d'équipe. On l'a vu à Lyon passer un diplôme de capacité de transport, le diplôme qui permet d'être responsable d'un camion. Sans eux, je serais peut-être en taule. »

Liliane Delwasse

ÉCHOS

Emploi des cadres en mars : toujours la baisse

■ Selon l'INSEE, le nombre de cadres embauchés en mars 1992 a baissé de 4 000 propositions, encore une fois au cours du mois de mars. Le recul est de 38 % par rapport au même mois de l'année précédente, soit une chute de 140 000 en chutes. En correction des variations saisonnières, la diminution paraît constante depuis le début de 1992 sur un rythme de 23 %. Un palier, tant attendu, se dessine. Mais à un niveau très faible. Les fonctions études-recherche-projets, les productions-fabrications, les chantiers sont les plus affectés, suivi des fonctions informatiques.

Regroupement de recruteurs

■ Le CNAPE Raymond Poulain consultants, spécialisé dans le recrutement des cadres, est finalement regroupé avec le groupe IDEF, institut pour le développement et la formation, organisme privé de formation, qui prend la majorité du capital. Une nouvelle structure juridique apparaît, Raymond Poulain management, qui exploitera la marque. Jean-Pierre Dominici prend la présidence du conseil de surveillance. Raymond Poulain devient président du directeur.

Les Français aux Etats-Unis

■ Selon l'Office des migrations internationales, 140 112 français résident aux Etats-Unis au 1^{er} janvier 1991, soit 84 872 immigrés. Ce qui place les Etats-Unis au quatrième rang des pays d'émigration, après l'Allemagne, la Suisse et la Belgique. Avec 17 000 résidents français, Los Angeles arrive largement en tête. La nouvelle loi sur l'immigration, entrée en vigueur au 1^{er} octobre, pourrait modifier la situation. Elle offre en effet de nouvelles possibilités et, notamment, 111 000 immigrants français pourraient bénéficier d'un statut au titre des seules catégories préférentielles, familiales ou professionnelles.

LIBRAIRIE

Le salaire, la règle et le marché

■ **Christian Reynaud**, 215 pages, 150 francs. ■ **La règle du salaire**, Christian Reynaud, le place prise par la politique du salaire dans la gestion sociale, et sa sophistication, correspondrait à une évolution profonde. De la rémunération aux pièces à la prime collective, la prime de production taylorien, le mode d'industrialisation du travail subit des transformations. L'individualisation n'est que le dernier d'un changement qui se lit également dans l'évolution des techniques, plus en plus perfectionnées. Peu à peu, par l'introduction de nouveaux éléments, la dimension « salaires » des politiques sociales devient stratégique et, d'un point de vue macroéconomique, fait désormais partie des instruments que les économistes privilégient. C'est pourquoi la *Règle du salaire* Reynaud est essentielle. Il permet de faire le point — et de le faire — sur cette question, tant sur le plan théorique que pratique.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

TRIBUNE

La demande de formation

par Norbert Livet

La loi du 1^{er} juillet 1970 a consacré le droit de tout un chacun d'acquiescer un premier niveau de qualification, à savoir la formation individuelle. A la bonne heure ! Quand on considère qu'en France à peu près un salarié sur deux n'a aucun diplôme professionnel, ce n'est pas un luxe.

Le crédit formation individualisé a généré un dispositif qui prend en compte les étapes de la formation : l'élaboration d'un projet ; la désignation d'un correspondant, maître de bilan, engagement vers une qualification librement déterminée par l'individu. Cependant les crédits de formation pour financer la formation varient selon les publics : enveloppe financière réservée à l'intérieur des fonds de congé individuel de formation pour les salariés, crédits du dispositif jeunes sur un catalogue des formations individuelles pour les moins de vingt-cinq ans, pas de moyens spécifiques pour les chômeurs. Ces crédits doivent faire appel aux ressources existantes. Ce dernier point, assez décisif, était passé inaperçu lors de la mise en place du dispositif.

DEPUIS lors, au travers des campagnes publicitaires, de l'information des médias, le public commence à penser à la formation, à connaître ses droits et à revendiquer — à juste titre — sa mise en œuvre pour ses projets. C'est alors qu'il commence à découvrir qu'il existe un droit à la formation et la pratique. Comment expliquer à un chômeur adulte que son stage de coiffure, de boulanger, d'esthéticienne ne sera sans doute jamais financé, aucun dispositif n'estimant prioritaire — à juste titre sans doute — le financement de telles formations. Quelle déception de constater que les formations en électronique nécessitent un niveau bac et que les (re)mises à niveau générales sont quasi inexistantes. Les chômeurs font alors la douloureuse expérience de la distance qui sépare un droit formel d'un droit réel (vieux débat social). Le « droit au stage » est ici perçu sans nuance. « De quel droit refusez-vous mon stage de stage de bureau, de conduite pour chiens, de conducteur poids lourds, etc ? » souvent dans les bureaux de l'ANPE.

A l'inverse, la formation (remplissage des stages pour des chômeurs de longue durée) est vécue comme une injonction insupportable pour des gens qui n'ont rien demandé. Le refus de formation peut d'ailleurs être interprété comme un motif de radiation.

La demande ou la non-demande de formation devient dans la vie quotidienne des ANPE une occasion de conflits plus fréquents, plus violents que la demande d'emploi qui est pourtant à l'origine des difficultés que rencontrent les chômeurs. D'où provient ce déplacement curieux ?

En tout premier lieu de la rareté de la formation qui incite les chômeurs à se tourner

vers la formation « faute de mieux » qui est le pouvoir public, depuis longtemps, à inventer des dispositifs d'aide en les parant d'une vaine formative souvent injustifiée.

PLUS généralement, un discours politique sur la formation a été installé, repris, de bonne foi, par toute une série de relais et qui fait de la formation une réponse à tous les maux. Cette attitude des pouvoirs publics « défavorisés », installée à cette occasion, dans la plus grande confusion, le long terme (comment relever le niveau de la qualification de toute une partie de la population ?) et le court terme (comment sortir les chômeurs de cette mauvaise situation ?) Comment réparer les outrages au destin ? On parle même maintenant de la formation comme alternative à l'incarcération. Tant mieux pour ceux qui sont menacés de prison, tant pis pour l'idée même de formation. N'y a-t-il pas une illusion « pédagogique » qui fait croire à une société entière et qui permet d'oublier un temps les racines de l'exclusion ? Lourde charge pour ceux qui ont pour mission de gérer sur le terrain l'allocation — à l'origine et deniers comptés — de la formation !

La formation n'est en fait qu'une perversion de la logique de développement personnel et individuel, elle est la plus en plus perçue comme une espèce de body-building à visée professionnelle. Ces attitudes s'expriment dans les modalités différentes selon le niveau culturel (les capacités cognitives pour être précis) des individus. Les premiers ont compris que la formation ne peut que développer des aptitudes, des connaissances qu'on porte potentiellement en soi et qu'il s'agit d'intégrer, de s'incorporer. Les autres, souvent sensibles au gadget, considèrent la formation comme un moyen extérieur que le stage ou leur conférer : un permis de conduire les poids lourds, une licence de cariste, un diplôme de maître-chien, un logiciel. On se retrouve en général ceux qui sont les moins qualifiés et les plus démunis devant les évolutions actuelles. Leur demande n'en est que plus pressante.

Il ne faut pas oublier à ce propos que la formation est un marché marchand parmi d'autres sur lequel les « efforts » ont une pratique marchande plus ou moins agressive face à laquelle les conditions consommateurs-stagiaires sont de plus en plus désarmées.

Si l'Etat intervient dans la loi du marché, le financement connaît une institutionnalisation à la fois forte et floue (non transparente). Les instances publiques ont avant tout (quoiqu'on dise) pour première fonction de servir la demande de formation. La gratuité pour les stagiaires est rarement assurée, à la surprise de beaucoup. Nous vivons dans un pays qui a le privilège de ne pas payer la gratuité de la plupart des formations initiales. L'exercice insouciant de ce

droit supporte mal l'effort financier qui accompagne beaucoup de formations d'adultes (d'autant plus qu'elles s'adressent à des chômeurs aux ressources amoindries).

Les professionnels de l'orientation de la formation (en premier lieu l'ANPE) sont sollicités sans cesse sur des questions de financement de la formation. Les montages financiers sont alambiqués, compliqués à plaisir, chaque financier (Fonds national pour l'emploi, ASSEDIC, collectivités régionales, etc.) ayant défini ses propres critères et procédures. La complexité est telle qu'elle ne peut pas raisonnablement être exposée à l'usager qui attend du spécialiste qu'il le « débrouille ».

IL ne faut pas conclure de ces considérations que la formation des chômeurs, objet de manipulations et de dévaluations successives, a perdu toute vertu de progrès et d'émancipation. Bien évidemment, dans ce raz-de-marée de la formation-gadget, la formation-alibi émergeant des projets individuels qui se construisent avec la complicité de professionnels attentifs et compétents. Ces derniers souhaitent simplement être plus écoutés par les décideurs.

Qu'ont-ils à dire ? — Tout d'abord une formation doit être précédée d'un processus d'orientation qui soit d'un côté facile à l'usager et qui préserve une certaine sérénité et une attention à chacun. Ce travail ne peut être effectué à la va-vite, à un guichet anonyme. Cela suppose aussi des professionnels de l'orientation bien formés et en nombre suffisant.

— L'orientation et l'envoi en formation doivent demeurer à l'abri des injonctions extérieures et souvent contradictoires des différents plans, emplois, plans chômeurs longue durée, etc.

— Les professionnels de l'orientation doivent disposer de moyens simples pour solvabiliser un projet de formation en dehors des démarches cataloguées. La solution pourrait résider en un droit de tirage sur des fonds locaux de formation qui seraient répartis — très dispersés actuellement — dans le cadre d'organismes et de réseaux à posteriori d'une instance de concertation (niveau local pour l'emploi et la formation). La bonne gestion de l'argent public ne peut qu'y gagner.

Dans le cas contraire, l'insécurité financière et l'impression d'une dévaluation de l'acte de formation, souvent paradoxale que sa nécessité est maintenant reconnue dans tous les secteurs de la société, y compris dans bien des entreprises (encore trop minoritaires) qui s'engagent dans des programmes de formation et réfléchissent à des formations adaptées au plus grand nombre.

► Norbert Livet est conseiller professionnel.

ÉCHOS

L'Europe, l'entreprise et le citoyen

■ Le Conseil international de la langue française et la Maison de l'Europe de Cluny organisent, les 12 et 13 mai, un colloque sur « Les institutions européennes et le citoyen », qui aura lieu à Cluny (Saône-et-Loire). Les journées se dérouleront sous la forme d'exposés suivis de débats. Les thèmes retenus sont : l'immigration, la politique agricole commune, l'information et le rôle de décision communautaire, la monnaie unique et la francophonie.

► Renseignements : 47-05-07-93.

Identité et culture

■ Le service commun de développement de la formation continue, l'université Paris-VII et le centre de recherche Ethnologie et Entreprise organisent, les 1^{er} et 2 juin, un colloque sur le thème « Identité et culture en entreprise », qui veut rassembler les praticiens de l'entreprise, des théoriciens de l'organisation ainsi que des « témoins d'identité extrême » (tribus, sectes, compagnies artistiques).

► Renseignements : 80-69-10-10 ; 42-74-68-88 ; 44-27-78-07.

Recherche infirmiers

■ L'Ecole nationale de la santé publique organise un séminaire sur « La pénurie des personnels infirmiers en France », le jeudi 11 juin à Paris. Les intervenants traiteront des différents aspects (qualitatifs, formation, contenu professionnel, conditions de travail, etc.) ainsi que des perspectives de ce métier. Une table ronde à laquelle participeront des médecins hospitaliers, des responsables de formation et de ressources humaines sera consacrée au thème suivant : « Que faut-il remettre en question pour sortir de la crise de la profession infirmière ? ».

► Renseignements : (16) 99-28-27-15.

STAGES

Le service des stages est désormais accessible en ligne directement 3615 LEMONDE.

Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG/ETUD (12, avenue Raspail, 75007 Gennevilliers Cedex), le service des stages de la MNEF, au téléphone au (1) 45-08-99-99.

Les entreprises cherchant à recruter des stagiaires doivent contacter directement le service des stages de la MNEF, au téléphone au 45-46-16-20.

GESTION
Lieu : Neuilly. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini. Ind. : 1400 F/mois. Profil : bac + 4, compétence en gestion, bonne connaissance du milieu informatique. Mission : assurer la mise en place et l'entretien d'un logiciel de gestion des ressources humaines. 00635.

COMPTABILITÉ
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, comptabilité, bases informatiques. Mission : assurer différentes opérations liées à l'établissement d'une documentation et au développement d'un logiciel de comptabilité. 00673.

Lieu : Vaucluse. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, préparation du DEC, bonne connaissance micro. Mission : travaux de comptabilité d'une PME jusqu'au bilan. 00778.

PERSONNEL
Lieu : Vézey. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil :

bac + 4/5, ressources humaines, connaissance du commerce, micro-informatique. Mission : suivi et évolution de la base de données de la DSI (mobilité, rémunération, formation et recrutement), évolution quantitative des formations. 00685.

Lieu : Boulogne. Date : mai. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : participer à la mise en place du personnel dans le cadre d'une campagne d'animation et à la promotion pour le recrutement agro-alimentaire. 00674.

Lieu : Vincennes. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : 500 F. Profil : bac + 2. Mission : assurer un gestionnaire du personnel, études spécifiques (expatriation, salaires...). 00711.

MARKETING
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : assurer la mise en place du personnel dans le cadre d'une campagne d'animation et à la promotion pour le recrutement agro-alimentaire. 00674.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, formation commerciale, techniques de vente, marketing. Mission : assurer la mise en place et l'entretien d'un logiciel de gestion des ressources humaines. 00635.

COMPTABILITÉ
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, comptabilité, bases informatiques. Mission : assurer différentes opérations liées à l'établissement d'une documentation et au développement d'un logiciel de comptabilité. 00673.

Lieu : Vaucluse. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, préparation du DEC, bonne connaissance micro. Mission : travaux de comptabilité d'une PME jusqu'au bilan. 00778.

PERSONNEL
Lieu : Vézey. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil :

tion, le suivi et la prospection à partir d'un fichier clients. 00780.

INFORMATIQUE
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, gestion, informatique (coredraw, pagemaker). Mission : assurer la mise en place et l'entretien d'un logiciel de gestion, notamment finaliser la mise en place du logiciel. 00674.

Lieu : Ballerupt (34). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 4500 F. Profil : bac + 4 informatique, turbo Pascal (MS DOS), obligation de 3 jours de 6-8. Mission : assurer la mise en place du logiciel de gestion, notamment finaliser la mise en place du logiciel. 00674.

COMMUNICATION
Lieu : Paris. Date : mai. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, BTS direction commerciale, bureautique ou commerciale. Mission : réaliser une enquête téléphonique sur la communication, saisir des données sur traitement de texte. 00728.

Lieu : Paris. Date : mai. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F/mois. Profil : bac + 2, documentation, anglais, mission : enregistrer et classer des documents, indexation et saisie d'informations. 00728.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, communication, médias, audiovisuel, publicité. Mission : assurer une étude de presse quotidienne. 00651.

ÉLECTRONIQUE
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : technicien électronique SAV. 00685.

CHIMIE
Lieu : Cléchy. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 50 % du SMIC. Profil : bac + 2, F5 ou F7, mission : à définir. 00684.

TECHNOLOGIE
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : technicien micro. 00681.

DRÖIT
Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, droit, économie, droit des sociétés. Mission : assurer l'élaboration d'assignations et autres actes judiciaires. 00689.

SECRÉTARIAT
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, secrétariat, Word 4. Mission : accueil, standard, secrétariat. 00670.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1600 F + prime. Profil : bac + 1/2. Mission : faire de l'administratif, assurer la prospection téléphonique. 00662.

Lieu : Vaucluse. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, jeune fille soudeuse. Mission : secrétaire juridique. 00670.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, bureautique, anglais, mission : secrétaire bilingue anglais. 00689.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : secrétaire bilingue italien. 00690.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F mini. Profil : bac + 2, secrétariat. Mission : au sein du département Ressources humaines, tâches administratives liées au recrutement. 24883.

LIBRAIRIE

Guide pratique d'accès aux banques de données

de Richard Dauphin
Editions du Dauphin, 120 p., 120 F.
■ **CALVACOM, BIOBOC, ECODOC, DOGE** sont des bases de données de quelques-unes des banques de données françaises et étrangères accessibles en quelques minutes et qui offrent des dépêches de l'AFP, des biographies de personnalités européennes, des informations sur la presse d'entreprise. L'ordinateur permet de trouver des horaires de cuisine, des horaires d'avion ou le titre d'un roman paru en 1975. Autant de renseignements qu'on peut découvrir sur son Minitel à condition de s'en servir avec autant d'aisance qu'on cherche un livre dans sa bibliothèque. C'est exactement le but de ce guide pratique qui prétend familiariser les utilisateurs potentiels de cet outil.

Prix CESI du livre d'entreprise

■ Pour sa deuxième édition, le prix CESI du livre d'entreprise a été attribué, le 27 mars, à Nicole Aubert et Vincent de Gauléjac pour *Le Coût de l'excellence*, paru aux Editions du Seuil.

Gestion et des Finances

CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE : 1^{ER} ETABLISSEMENT FINANCIER DE LA REGION.

La Caisse d'Epargne change. Dans ce contexte passionnant, la Caisse d'Epargne de Picardie vient de se créer. Elle a son siège basé à Amiens et neuf groupes décentralisés sur les pôles économiques de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme. Elle se place au premier rang des établissements financiers de sa région : plus de 1000 collaborateurs, des fonds propres supérieurs à 1 Milliard de francs, 27 Milliards de total bilan.

Sa puissance commerciale et financière, au service du développement local, s'appuie sur le renforcement de ses valeurs de proximité, de confiance, de rapidité de décision.

REF. 0001 DIRECTEURS DE GROUPE

Rattaché au Président du Directoire, vous participez en tant que membre du Comité de Direction, à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique générale de la Caisse.

Vous êtes le développement optimal du fonds de commerce du Groupe qui vous est confié, en déclinant au niveau local le Plan de Développement Stratégique et en garantissant la réalisation des objectifs négociés et arrêtés.

Cette mission fait de vous le représentant de la Caisse d'Epargne de Picardie, garant de sa notoriété et de son image. Responsable d'un véritable centre de profit, vos interventions recouvrent plus particulièrement la mise en œuvre des budgets, la rentabilité et la qualité des actions menées, la gestion du personnel et des moyens, la direction et l'animation des équipes.

Pour réussir dans ce poste ambitieux, vous allez à une expérience de banquier des capacités de management général reconnues et des aptitudes commerciales.

Vous avez les compétences nécessaires pour gérer un centre de profit avec les implications que cela sous-entend au niveau de la communication et de l'impact sur la vie locale.

REF. DC/31 DIRECTEUR COMMERCIAL

En lien étroit avec le Directeur du Groupe auquel vous êtes rattaché, vous élaborerez, proposerez et mettez en œuvre le plan d'action commercial du Groupe, dans le cadre du plan de développement stratégique de la Caisse et des orientations du Directoire.

Vous élaborerez, proposerez et suivez le budget commercial, déterminez les objectifs, contrôlez leur réalisation.

Votre mission consiste également à proposer une organisation et une affectation optimisées des moyens commerciaux et à contribuer à l'animation, à la formation et à l'évolution d'une équipe commerciale spécialisée dans la clientèle "Particuliers", "Professionnels", "Généraliste".

Une expérience commerciale très confirmée, marquée par des résultats probants, de grandes compétences en animation d'équipes complètent d'excellentes connaissances dans les domaines de responsabilité de l'emploi. Vous alliez des objectifs de développement ambitieux un très bon sens du résultat.

REF. RS/32 RESPONSABLE DU DEPARTEMENT DES RELATIONS SOCIALES

Direction des Ressources Humaines

Sous la responsabilité du Directeur des Ressources Humaines vous contribuez, avec l'équipe de la DRH, à la qualité du climat social de l'entreprise en : la gestion, l'animation de l'ensemble du dispositif des relations sociales.

Votre intervention, dans un environnement très qualitatif, vous conduit à : le fonctionnement optimum des institutions représentatives du personnel et les relations avec les organisations syndicales.

Vous garantissez le respect de la réglementation sociale, préparez les dossiers relatifs aux négociations et réalisez les études dédiées aux affaires sociales.

Votre mission s'étend à un rôle de conseil, de coordination et de support technique auprès des différents responsables de l'entreprise au sein du Siège et du Réseau.

Une expérience confirmée dans un poste similaire et des compétences techniques approfondies sont nécessaires pour réussir dans ce poste passionnant et stratégique. Vos qualités relationnelles vous permettent d'être un interlocuteur apprécié et convaincant.

REF. CP/33 CHEF DE PRODUITS EPARGNE MONETAIRE

Direction du développement commercial

Rattaché au responsable du département "Marché des Particuliers", vous avez pour mission de promouvoir l'ensemble des produits d'épargne traditionnelle.

A ce titre, vous participez au développement de la clientèle particulière, l'efficacité que donne votre connaissance complète des marchés, des produits et de la réglementation.

Au sein d'une équipe très professionnelle, vous contribuez à l'évolution de notre stratégie commerciale, à la mise en œuvre de produits (mise en place, lancement, promotion, information) qu'au niveau humain (formation et animation commerciale).

Votre niveau de formation se complète par une bonne créativité, du pragmatisme, de la qualité relationnelles et un réel talent d'animateur.

La connaissance du marché et l'expérience dans un poste de développement commercial sont exigées.

REF. MP/34 RESPONSABLE MARCHÉ DES PROFESSIONNELS

Direction du développement commercial

Vous contribuez au développement du Réseau sur le marché des professionnels en participant au Plan d'Action Commercial.

Impliqué dans le tissu local, vous garantissez l'optimisation des actions, moyens et outils mis en œuvre.

Vous veillez à la réalisation des objectifs prévus, favorisez la promotion des actions commerciales et agissez auprès des chargés de Marchés comme animateur, formateur et soutien.

Une formation supérieure, votre expérience confirmée du marketing du marché des professionnels et de la gestion clientèle, vous permettra d'exprimer votre savoir-faire dans la fonction élargie d'animation et de développement.

Réaliste, de tempérament créatif, vous possédez de fortes qualités relationnelles.

Le dynamisme de ce secteur d'activité renforcé par les projets de développement ambitieux de la Caisse vous permettra d'investir avec efficacité toute votre force de proposition et d'innovation.

REF. SP/35 SPECIALISTES POLES DE COMPETENCES "PROFESSIONNELS"

Groupe

Rattaché au Directeur du Département Commercial de votre Groupe, vous assurez le développement de la gestion commerciale locale auprès de la clientèle "Professionnels".

Vous assistez les chargés de clientèle professionnels et contribuez à leur formation.

Vous-même intervenez personnellement pour réaliser des objectifs commerciaux par la prospection directe, la prise en charge d'un portefeuille clients.

Une formation supérieure, une excellente connaissance des produits, des vices financiers, de bonnes notions d'analyse, de risque, maîtrisez les techniques de vente, d'animation et de formation.

De fortes qualités personnelles vous permettent de conquérir l'impact individuel et l'esprit d'équipe.

REF. MP/36 RESPONSABLE DU MARCHÉ DES PARTICULIERS

Direction du développement commercial

Vous contribuez au développement de la Caisse d'Epargne sur le marché des particuliers, vous garantissez l'optimisation des moyens et la disposition du marché.

En collaboration avec le Groupe, vous proposez et mettez en œuvre l'équipe d'orientations du Plan d'Action Commercial, dans le cadre du Plan de Développement Stratégique.

Vous contribuez à la réalisation des objectifs prévus, la promotion des actions commerciales, intervenez auprès des chefs de produits, animateur, conseil et formateur.

De formation supérieure, vous avez une expérience très confirmée du marketing bancaire comportant de solides compétences dans l'animation d'équipe. Votre enthousiasme, votre force d'innovation, de propositions vous permettent de progresser.

REF. PC/37 SPECIALISTES POLES DE COMPETENCE HAUT DE GAMME PATRIMONIAL "PARTICULIERS"

Groupe

Rattaché au Directeur du Département Commercial vous avez la responsabilité au sein de votre Groupe du développement de la clientèle "Haut de Gamme".

Vous assurez les chargés de clientèle individualisée et contribuez à leur formation.

Vous réalisez personnellement des résultats commerciaux par la prise en charge, le suivi et le développement d'un portefeuille de clients haut de gamme.

De formation supérieure, vous avez un très bon niveau de culture générale permettant d'évaluer aisance auprès d'une clientèle exigeante.

Une très bonne expérience commerciale terrain vous a permis d'acquiescer parfaitement des produits, des services financiers, de la fiscalité des particuliers et des techniques de vente, d'animation et de formation.

REF. CG/38 CONTROLEUR GENERAL RESPONSABLE DEPARTEMENT AUDIT-INSPECTION

Direction Générale

Au sein de la Direction Générale du Siège, vous avez pour objectif, en tant qu'auditeur, au Président du Directoire, de disposer de tout l'éclairage nécessaire sur la conformité de ses modes de fonctionnement, l'ensemble des règles internes et externes.

Vous fournissez au Président du Directoire les éléments d'analyse du fonctionnement de l'entreprise afin d'optimiser la prise de décision.

Après approbation, vous intervenez dans les domaines juridique, comptable, fiscal, social, commercial, informatique, sécurité bancaire.

Avec votre équipe, vous intervenez également pour assurer le contrôle du respect des décisions du directoire, des procédures, des réglementations professionnelles, des systèmes d'organisation.

Vous complétez la formation comptable et financière DECS par une expérience bancaire très confirmée, 5 ans dans le domaine de l'Audit-Inspection, connaissances approfondies des activités du réseau : réglementation, produits, services, comptabilité.

Ce poste particulièrement exigeant nécessite une grande rigueur, un goût de l'analyse, l'esprit de synthèse.

REF. DA/39 DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Direction

En relation permanente avec le Directeur du Groupe auquel vous êtes rattaché, vous dirigez les services d'après-vente en recherchant l'efficacité, la qualité de service les meilleurs, en optimisant les coûts.

Vous gérez l'infrastructure logistique et les moyens généraux du Groupe et garantissez la réalisation des traitements administratifs qui y sont affectés. Vous élaborerez, proposerez et suivez les budgets de votre département administratif.

Vous avez une solide expérience des activités administratives bancaires, de très bonnes connaissances dans les domaines de responsabilité de l'emploi.

Votre capacité à gérer, diriger, coordonner sur le terrain des opérations, production, renforce un sens de l'organisation et de l'efficacité de service du client et de l'activité commerciale.

REF. RE/40 RESPONSABLES DES ENGAGEMENTS

Direction Financière et des Risques

Responsable de l'ensemble des analyses permettant l'évaluation des risques clients dans les domaines professionnels, entreprises, vous êtes le garant des intérêts de la Caisse.

Vous concevez, analysez et contrôlez l'ensemble des indicateurs en matière de risques afin d'en faire l'évaluation et d'émettre un avis motivé pour notre comité des risques.

Ce poste important nécessite une expérience de 5 ans minimum dans le domaine de l'analyse et du suivi des clients professionnels et entreprises.

De formation supérieure en gestion comptable, vous avez l'esprit d'initiative, les qualités d'organisation. Votre aisance dans les contacts vous permet de coordonner et d'animer l'équipe qui vous est rattachée.

REF. AR/41 ANALYSTE/REDACTEUR ENGAGEMENTS

Direction Financière et des Risques

Vous réalisez les études et les analyses permettant l'évaluation des risques en matière d'engagement afin d'optimiser les prises de décision.

Vous participez à l'élaboration et à la mise en place des outils d'analyse du risque.

De formation supérieure financière, vous avez une expérience professionnelle de 3 ans minimum, la gestion d'une clientèle de professionnels, d'entreprises. Très opérationnel, vous habitez à manipuler l'outil informatique.

Rigueur, précision, esprit de synthèse favoriseront une réussite rapide au sein d'une équipe performante.

REF. JE/42 CHARGE D'ETUDES JURIDIQUES ET FISCALES

Direction Financière et des Risques

Vous garantissez le respect de la réglementation, des opérations bancaires, des aspects fiscaux de la Caisse.

A ce titre, vous intervenez dans les analyses favorisant l'optimisation des contrats et des dossiers juridiques, fiscaux. Vous assurez le respect de la réglementation, l'évolution et le suivi des aspects fiscaux.

Votre mission implique également le conseil et l'assistance aux Directeurs du siège et des Groupes.

Une formation supérieure juridique, fiscale, avec une expérience similaire plusieurs années. Rigueur, esprit d'analyse complètent un développement de la communication.



CAISSE D'EPARGNE
PICARDIE

Ces postes constituent une formidable opportunité de carrière. Ils impliquent l'autonomie, les responsabilités, l'esprit d'équipe, de réelles qualités d'écoute et de partage. Merci d'adresser, pour un premier contact, votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à la Direction des Ressources Humaines, Caisse d'Epargne de Picardie, 2 Bd Jules Verne - BP 0727 80007 AMIENS.

Gestion et des Finances

GROUPE BLENHEIM

Leader dans l'organisation de salons professionnels renforce la structure d'un de ses centres de profit en créant le poste

ADJOINT AU RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Au sein d'une petite équipe, sous la responsabilité du responsable administratif et financier, vous aiderez les personnes, vous prendrez progressivement en charge l'ensemble des opérations comptables et administratives du centre de profit (tenue de la comptabilité générale, analytique, suivi et améliorations des procédures, préparation des clôtures mensuelles et annuelles).

Après réussite dans ce poste, vous évoluerez rapidement vers des fonctions plus larges comprenant la préparation des budgets et le contrôle de gestion d'un centre de profit.

Ce poste, qui nécessite de fréquents contacts avec les services opérationnels, conviendrait à un(e) jeune diplômé(e) de formation DUT, BTS ou ESC, ayant acquis une première expérience de 3 ans minimum au sein d'une équipe comptable. De bonnes notions d'anglais seraient appréciées.

Envoyer CV, lettre de motivation et prétentions à :
Groupe Blenheim, à l'attention d'Emmanuelle WENTZO
22-24, rue du Président-Wilson, 92131 Levallois-Perret, Cedex
Fax : 47-56-13-59

de : Thomas le Carpentier - Réf. à appeler : 100 655

Un "controller", 35 ans environ, possédant une solide expérience du contrôle de gestion, notamment "par projet", dans un univers complexe. Maîtrisant parfaitement l'anglais, il sait s'imposer auprès d'interlocuteurs variés par ses qualités professionnelles, empreintes de rigueur et de fiabilité, que par ses qualités humaines et sa culture générale.

obj : CONTROLLER
PARIS - 500 KF

Un groupe international de communication, basé en France, français et étrangers, recherche un "manager" qui participera à la stratégie en garantissant les chiffres de ses différentes activités ou filiales françaises. Il aura non seulement la responsabilité d'un DAF traditionnel (supervision de la comptabilité, gestion financière des filiales...), mais surtout la responsabilité globale du contrôle de gestion et du "reporting" des différentes activités. Les techniques de contrôle de gestion.

DEPARTEMENT FINANCE
5, Avenue Lelanger 75016 Paris - Tél: 45 03 31 00 - Fax: 45 20 30 36GRANDE BANQUE FRANÇAISE
(PARIS)

recherche

RESPONSABLE DES ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Au sein du Département de la Grande Banque Française et des Etudes économiques, vous serez chargé :

- du suivi et l'analyse des données économiques et financières relatives aux orientations stratégiques de la banque ainsi qu'à l'activité opérationnelle de sa salle de marché,
- la réalisation d'une revue d'information économique et financière destinée à notre clientèle,
- l'animation de réunions périodiques avec les opérateurs de marché, les responsables de l'entreprise et institutionnelle.

Pour réussir dans ce poste, vous possédez :

- une solide formation économique, financière ou statistique (5^e cycle),
 - d'excellentes capacités rédactionnelles,
 - une première expérience similaire (2 à 5 ans) au sein d'une grande banque ou d'un Institut d'Etudes Economiques.
- Envoyez votre candidature manuscrite et CV sifré. 735
Média FR - 50/54, rue de Sully - 92515 BOULOGNE-BILLANCOURT (Paris) qui transmettra.

GROUPE BLENHEIM

Leader dans l'organisation de salons professionnels recherche un

CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

Au sein d'un des centres de profit du Groupe, vous aurez pour mission d'établir les budgets, d'analyser et contrôler les réalisations, de préparer le reporting, de suivre la trésorerie (règlements clients/fournisseurs) et les stocks.

Ce poste qui est en relation directe avec les responsables opérationnels, nécessite des qualités d'analyse, de conseil et de communication.

Préférence diplômé(e) d'une école de Gestion, ou titulaire d'une maîtrise de gestion, vous bénéficiez d'une première expérience acquise si possible dans une entreprise de services où vous avez maîtrisé le contrôle budgétaire en participant activement à la vie économique de l'entreprise. De bonnes notions d'anglais sont nécessaires.

Envoyer CV, lettre de motivation et prétentions à :
Groupe Blenheim, à l'attention d'Emmanuelle WENTZO
22-24, rue du Président-Wilson, 92532 Levallois-Perret, Cedex
Fax : 47-56-13-59

La FONDATION SAUVAGE DES ETUDIANTS DE FRANCE
recherche pour l'un de ses établissements hospitaliers :

RESPONSABLE ECONOMIQUE ET FINANCIER

À la tête d'une équipe de 6 personnes, vos fonctions seront d'animer et de superviser la gestion de la structure comptable, d'assurer la bonne gestion d'un projet général de rénovation immobilière et de mettre en place de nouveaux outils de gestion (analytique, engagements, tableaux de bord...).

Agé d'environ 35 ans et de formation supérieure (bac + 4, DECS) vous possédez une solide expérience de gestionnaire. Autonome, vos talents d'organisation et de dialogue font de vous un interlocuteur apprécié sur le terrain et vous savez travailler en équipe.

La rémunération, pour ce poste basé en proche banlieue sud, serait d'environ 180 KF (selon CC du 31 Octobre 1951) assortie d'un logement de fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à la référence P344M à ERNST & YOUNG CONSEIL, 51, rue Louis Blanc Cedex 75, 92037 PARIS La Défense 1, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

Cette société, filiale d'un important groupe du second oeuvre du Bâtiment, réalise un CA de 120 millions de francs. Dans le cadre de sa structuration, elle crée à Issy-les-Moulineaux le poste de



Sous l'autorité du chef comptable, il met en place des indicateurs de gestion, fournit les renseignements chiffrés permettant de déterminer les actions correctives à entreprendre, participe à l'élaboration des outils de décision.

Le candidat idéal, âgé de 30 ans environ, titulaire du DECS, peut justifier d'une expérience réussie, acquise de préférence dans un cabinet d'expertise comptable.

Une très bonne pratique de la micro et plus précisément du logiciel EXCEL, indispensable, la connaissance du second oeuvre du Bâtiment, un atout supplémentaire.

Pour réussir à ce poste, des qualités de rigueur, de diplomatie et de disponibilité sont indispensables.

Les entretiens auront lieu les 11 et 12 mai à Paris.

Pour saisir cette opportunité, merci d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V. et photo), sous la référence 111, à notre Conseil.

Jacques Lambert,
BP 12, 25420 Voeuécourt.



Un partenaire européen pour des télécommunications mondiales

Financial Analyst

BT - BRITISH TELECOM est un des plus grands opérateurs télécoms dans le monde. Pour développer à l'international nous permet d'offrir aux grandes entreprises des solutions globales de télécommunication. Pour notre centre européen, nous recherchons un Financial Analyst.

VOTRE MISSION : vous jouez un rôle très opérationnel en assurant le contrôle et la planification financière d'une ligne de produits. En liaison avec les Directeurs Financiers Européens, votre mission s'articule donc autour de trois axes :

- 1 - Etablir les prévisions à court terme et les budgets annuels, analyser les coûts,
- 2 - Contrôler et suivre les investissements,
- 3 - Participer aux reporting mensuels des filiales.

VOTRE PROFIL : de formation supérieure (Ecole de Commerce ou Maîtrise de gestion complétée d'un DECS), vous justifiez d'une première expérience acquise au sein d'un groupe international ou d'un cabinet d'audit. Bien sûr, vous êtes bilingue anglais/français et vous maîtrisez la micro-informatique.

Si vous souhaitez intégrer un groupe qui saura répondre à vos désirs d'évolution, contactez Stéphanie Colmès au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. SC8069MO.

Paris la Défense



EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

10 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde des Dirigeants
Le Monde du Premier Emploi
Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes
Le Monde des Cadres
Le Monde des Collectivités Territoriales

Le Monde de la Fonction Commerciale
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde
INITIATIVES

RETROUVEZ LES ANNONCES SUR 3 1 1

كتاب لافضل

هكنا من العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

Le Monde • Mercredi 29 avril 1992 VII

Gestion et des Finances

L'AMENAGEMENT, L'URBANISME, LA CONSTRUCTION UN PARI POUR L'AVENIR EN SEINE SAINT-DENIS

Une importante société d'aménagement, dans le cadre de son développement, recrute un collaborateur de haut niveau pour accompagner l'équipe existante dans la réalisation de projets ambitieux et variés.

CONTRÔLEUR DE GESTION INTERNE/EXTÉRIEUR

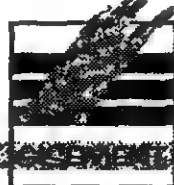
Dans un premier temps vous intégrerez la Direction Administrative et Financière pour développer un véritable contrôle de gestion à partir d'une comptabilité analytique et vous concevrez la comptabilité budgétaire en optimisant la gestion de la trésorerie et des emprunts dans l'esprit de développement d'un partenariat bancaire.

Au sein d'un organigramme fonctionnel, vous aurez une étroite relation avec les différents services auprès desquels vous occuperez un rôle interactif au plan de la circulation de l'information.

Dans un second temps vous serez conduit à fournir un avis documenté sur les futurs besoins de la société d'un point de vue financier et économique, cette dimension de conseil devant s'intégrer dans nos approches de commercialisation et également de développement économique auprès des collectivités locales.

Titulaire d'un diplôme (HEC, ESSEC, MBA) vous devez avoir acquis une bonne connaissance des entreprises, idéalement en tant qu'auditeur, vous devez avoir envie de développer une expérience proche des collectivités locales selon une perspective de développement économique à l'échelle d'un département. Doté d'un excellent sens de la communication écrite et orale, vous deviendrez un acteur de propositions dans l'entreprise.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) avec la réf. 141 CG/LM à GISEMENT, Cabinet de Conseil en Recrutement, 10 rue Magenta - 75001 PARIS.



Le Crédit d'Équipement renforce la Direction Financière en intégrant un(e) :

Chargé(e) d'Études

débutant(e) ou 1ère expérience

au Service Gestion Actif-Passif

Le service Gestion Actif-Passif est en charge de la conception, du développement et de la mise en œuvre de la gestion financière pour la gestion des risques financiers du groupe.

Vous prendrez part à l'élaboration des comptes-rendus financiers et des risques, aux analyses et études spécifiques liées à la gestion financière du groupe.

Vous participerez au développement de l'outil de gestion actif-passif en intervenant plus particulièrement dans les travaux de modélisation et de développement des modules de simulation.

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur scientifique et/ou économique et financier (École d'ingénieurs, ENSAE, DESS Statistique et Économétrie, Actuariat, Master en Finance...). Tout autant que votre formation, votre capacité d'initiative et votre goût pour le travail en équipe seront déterminants pour votre intégration à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en mentionnant vos prétentions sous réf. MLO-IMO au Service Recrutement - DRH - 14 rue du 4 Septembre, 75001 PARIS.

CONSEILLER POUR MIEUX FINANCER.

Gestion de contrats internationaux et nationaux

2 à 5 ans d'expérience



LE GROUPE
COGEMA

100 PERSONNES

21,4 MILLIARDS
DE CA
DONT 11 %
À L'ÉTRANGER

180 RÉACTEURS
NUCLÉAIRES
ALIMENTÉS PAR
LE MINÉRIEL

Au sein de la Direction de notre Branche Retraitement, le Service Gestion des Contrats assure, entre autres, la gestion financière et administrative de contrats complexes, à long terme, et établit l'ensemble des documents de gestion.

En tant qu'Adjoint du Responsable d'un secteur, vous êtes plus particulièrement chargé du suivi des facturations, des notifications contractuelles et de la supervision des prévisions ; vous participez à la conception du plan, élaborez les tableaux de bord de suivi (trésorerie, TVA...) et assurez la relation avec le client dans le cadre du quotidien des contrats.

Pour les futurs contrats, vous réalisez des simulations financières en vue des négociations avec les clients et mettez en place les outils de gestion correspondants.

De formation École Supérieure de Commerce ou École d'Ingénieurs + gestion, votre première expérience s'est déroulée en secteur industriel dans des activités vous préparant à ce type de fonction. Vous maîtrisez l'anglais et les outils de gestion informatisés. Vos qualités de rigueur, d'implication et de sens de la responsabilité feront la différence. Vos compétences reconnues vous permettront une évolution rapide vers la responsabilité du secteur puis, à terme, vers des fonctions plus commerciales ou de gestion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. M/C65 AH, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.



1000
LIGES
PROCELS
DISSELDORF

CONSEIL
Ressources Humaines

Multinationale américaine - Univers de la Santé

Contrôleur de gestion export

pour l'une de ses divisions territoriales

En tant que Contrôleur de Gestion DAF zone, vous êtes l'interlocuteur de la maison mère pour le reporting, responsable de l'élaboration des budgets et de leur contrôle, garant des procédures et source de proposition.

Étroitement associé à l'activité, vous assurez l'interface permanent des opérations locales (commerciaux, distributeurs, producteurs...) et vous intervenez à réduire les risques et à accroître la rentabilité de votre secteur.

De formation supérieure (Sup de Co, École de Gestion...), vous justifiez d'au minimum 4 à 5 années d'expérience en tant que Contrôleur de Gestion.

Vous pratiquez couramment l'anglais et maîtrisez l'outil informatique Lotus 1.2.3.

Plus de détails à Paris Ouest.



Nous vous remercions d'adresser CV + lettre manuscrite + rémunération + photo sous réf. M/592/B à notre Conseil 8 Avenue de la République - 75008 PARIS



RECRUTEMENT

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

LA DIVISION TRANSPORT
ET DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

C.A. 10 milliards, recherche pour son Siège à
Lyon - Villeurbanne

Directement rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion de la Division, il a pour missions principales l'analyse de systèmes de gestion, les budgets, les réalisations mensuelles des Départements et Filiales. Il propose les correctifs nécessaires et l'application des décisions prises, une solide formation type Grande École.

Commerce, la connaissance de l'Anglais (et si possible de l'Allemand), la pratique de la micro-informatique sont nécessaires.

Une première expérience en milieu industriel ou Cabinet d'expertise. Évolution vers la responsabilité du Contrôle de Gestion d'un Département ou d'une Filiale.

GEC ALSTHOM

T&D

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence 91360 E à LTA - VITAE 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui transmettra.

Contrôleur de Gestion... pour commencer

METROPOLE
LILLOISE

Important établissement financier à dimension nationale, nous recherchons pour adjoindre les compétences d'un jeune candidat potentiellement évolutif vers un poste de Direction. Dans un premier temps nous lui confierons une fonction de :

CONTRÔLEUR DE GESTION

Opérationnellement, vous serez en charge de la gestion de l'entreprise, de la prise en compte des besoins des clients et en assurez la gestion budgétaire qui en découle.

Stratégiquement, votre vision globale sera axée sur le développement de l'entreprise et vous permettra de participer à la mise en œuvre de la politique de développement de l'entreprise.

Ce rôle de conseil et de pilotage vous permettra d'anticiper les axes de développement pour l'entreprise.

Idealement expérimenté depuis 3 ans dans le monde bancaire ou financier, vous maîtrisez la micro-informatique que les relations

HEC, ESSEC,
ESCP...

Nous garantissons une intégration optimale aux candidats qui adresseront leur dossier sous réf. 733 à MEDIA RH - 50-54, rue de la République - 59100 BOULOGNE-BILLANCOURT.

FISCALISTE

Filiale française d'un groupe multinational, nous recherchons l'un des leaders de l'industrie de la Santé. Nous recherchons pour notre siège situé à la Défense un Fiscaliste.

Agissant au sein du département Affaires Juridiques, un véritable conseil intégré, vous aurez des responsabilités suivantes :

- optimisation de la gestion des risques fiscaux des Sociétés du Groupe dans le respect des dispositions fiscales applicables ;
- préparation, coordination et contrôle des dossiers ;
- secrétariat général de nos diverses sociétés.

Vous devez avoir acquis une solide expérience juridique d'au moins 10 ans dans une fonction similaire en entreprise ou en cabinet. Autonome, vous faites également preuve d'une réelle ouverture d'esprit. Votre capacité d'adaptation à une assemblée relationnelle naturelle sont les garants de votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 92096 à BRISTOL-MYERS SQUIBB - Service Recrutement - Immeuble Vendôme A Quartier Grande Arche - Cedex 24 92057 LA DEFENSE



Bristol-Myers Squibb France

Très puissant groupe industriel français fortement exportateur et parmi les leaders mondiaux dans son secteur de pointe, recherche un

Juriste Export

Région Paris-Ouest

Votre mission comprend principalement la participation à la rédaction, à la négociation et au suivi des contrats de vente, licences, réponses aux appels d'offres et accords de compensation à l'exportation, et l'éventuel

Vous travaillez en étroite relation avec les Directions Export, clients étrangers, les services juridiques, la Direction Générale.

Agé de 28/35 ans, doté d'un bon bagage juridique en droit des affaires complété idéalement par Sciences-Po, une ESC ou une Ecole de Gestion, et nanti d'une expérience réussie en entreprise et/ou en Cabinet, vous souhaitez pouvoir exprimer vos qualités de contact et de rigueur dans une entreprise internationale qui valorise la fonction juridique.

Vous pratiquez couramment l'anglais et, si possible, une seconde langue.

Contactez Thierry Virol au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal

Legal bis, Spontini 75116 PARIS, réf TV7954MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

FRESHFIELDS
PARIS

CABINET DE JURISTES INTERNATIONAUX

RECHERCHE DEUX AVOCATS :

- UN SPECIALISTE DU CONTENTIEUX JUDICIAIRE,
- UN SPECIALISTE DES FUSIONS - ACQUISITIONS.

Titulaires d'un diplôme de troisième cycle, vous justifiez de 10 ans d'expérience professionnelle dans un cabinet où parlez couramment l'anglais.

Adressez vos CV, photo et lettre manuscrite à :

Jean-Luc Michaud
FRESHFIELDS
69, boulevard Haussmann
75008 Paris



Lyon - Importante société de dimension internationale (3 000 personnes, 2,5 milliards de francs de CA), nous sommes filiale d'un grand groupe français. Pour apporter conseil aux principaux acteurs de l'entreprise, nous recherchons un

Responsable
des Affaires
Juridiques

En prise directe avec nos différents établissements, votre réussite tiendra à la fois à vos qualités de contact et d'ouverture et à une démarche de rigueur et d'organisation.

De formation juridique (DJCE ou DESS en Droit des Sociétés), un sens professionnel et une expérience en cabinet ou en entreprise vous permettront aujourd'hui d'agir de manière autonome dans le cadre d'une forte délégation. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable à la pratique de la micro-informatique qui est bien accueillie.

Bon négociateur, vous devrez vous imposer à la fois par une incontestable expertise en droit des sociétés, contentieux et rédaction de contrats mais aussi par votre réel sens de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (LM, CV et photo) à notre Conseil, M. Dominique de Verna, sous réf. 984 A.

75 bis rue de Séne, 69006 Lyon.

ADMA

Les Editions Dalloz-Sirey

recherchent un

Juriste

spécialisé en Droit des Sociétés

Vous maîtrisez les relations avec les auteurs, la préparation technique des manuscrits, mais aussi le travail de recherche de mise à jour. Vous suivez l'évolution législative, jurisprudentielle et doctrinale des matières qui vous sont confiées. Vous serez responsable de plusieurs volumes.

Titulaire d'un DEA de Droit des Affaires, vous avez deux à trois ans d'expérience minimum acquise soit dans une maison d'édition juridique, soit dans une entreprise dans un cabi-

net d'avocats. Vous connaissez bien le Droit des Sociétés.

L'environnement du poste et les responsabilités confiées intéresseront un candidat de très bon niveau.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la réf. B/ 840 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR Place de l'Opéra - 6, rue Halévy 75009 PARIS.

ornicar

GROUPE H&C CONSEIL

JURISTE EN DROIT PRIVÉ

Pour la Direction des Affaires Juridiques et Fiscales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Au sein d'une équipe spécialisée, vous aurez un rôle d'étude de conseil en matière de garanties et de droit du crédit auprès des différentes directions, agences et filiales du Groupe et des organismes professionnels.

De formation supérieure (BAC + 5) en droit privé, vous justifiez d'une expérience de plus de 5 ans du droit des garanties et du droit du crédit, acquise de préférence auprès d'un établissement de crédit.

La maîtrise de l'anglais constituera un atout.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions sous référence GAR à Anne MONFORT - Société Générale Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75001 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

FISCALISTE



Associé au leader mondial sous la forme d'une joint venture, ETPM est la filiale offshore d'un des majors du BTP français. Son chiffre d'affaires (2,2 milliards) se réalise intégralement à l'international. En étroite collaboration avec les équipes opérationnelles et fonctionnelles du siège, des filiales et établissements à l'étranger, vous serez le suivi fiscal de nos activités. Celui-ci s'effectuera à la phase d'appels d'offres jusqu'à la réalisation finale des travaux. La formation supérieure, droit de gestion, vous avez opté pour la spécialisation fiscale. Disposant d'une expérience de l'ordre de 10 à 15 ans, vous intervenez dans l'entreprise et/ou d'un cabinet conseil réputé. Les secteurs d'activité dans lesquels vous intervenez sont : préférence Industriels idéalement formés Internationalisés. Vous parlez couramment l'anglais. Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. sous référence ETPM à EUROMESSAGES - BP 20 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

ETPM

LA MER ASES

ARCHITECTES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3 1 5 1 5 L M

مكتبة الفقه

مكثان الأكل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Ressources Humaines

Auto Suture Europe S.A. - 600 personnes - filiale européenne de US Surgical Corporation, leader mondial américain de l'instrumentation chirurgicale (CA mondial 250 millions de \$) possédant une remarquable expertise liée à la très haute qualité technique de ses produits et à son savoir-faire de service auprès du corps médical.

Pour accompagner notre développement, nous créons le poste de :

Responsable Recrutement HF

La mission principale sera de pourvoir les différents départements administratifs et personnels d'entrepôt de la filiale française, puis dans un second temps de participer à l'accroissement de l'effectif des filiales européennes. Le candidat devra justifier d'une première expérience similaire réussie de 3 à 5 ans en milieu industriel et il aura une bonne maîtrise de l'anglais.

Une grande disponibilité sera à prévoir en raison de nombreux déplacements à l'étranger. Le poste sera basé dans le tout nouveau siège social près de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions), avec réf. 32429, à Média-System, 8 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.



AUTO SUTURE EUROPE S.A.

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

TOULOUSE

Cette Filiale Européenne d'une Multinationale américaine, leader sur son marché (+ 50 % des parts du marché) dans le monde, compte aujourd'hui le nombre de ses sites de production (2 en France, 1 en Allemagne).

Pour faire face à l'augmentation de son activité, notamment dans le domaine de Gestion Ressources Humaines, elle crée le poste de Directeur des Relations Humaines pour l'Europe.

Directement rattaché au Président Europe de cette Filiale, le candidat recruté aura en charge l'ensemble des tâches liées à cette fonction (relation avec le personnel, formation, systèmes d'encadrement/de management/de rémunération, coordination avec les systèmes en vigueur aux Etats-Unis, mais aussi l'hygiène, la sécurité, le gardiennage et l'aide aux Salariés momentanément malades en Europe).

L'ensemble des 3 sites totalise un effectif de 600 personnes.

De Formation Supérieure (Bac + 4/5), le futur titulaire du poste fera preuve d'une expérience de 8 à 10 ans minimum en France dans cette fonction, de préférence dans une entreprise de production. Cette expérience sera partiellement acquise dans une Multinationale américaine.

Maîtrisant l'Anglais et le Français, il a également une connaissance de l'Allemand, ainsi qu'une bonne maîtrise des systèmes américains de ressources humaines (système de participation aux bénéfices, Qualité totale...).

Les conditions offertes, l'ambiance de travail, l'évolution du poste liée au développement régulier de la Société sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser votre candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle sous réf. M 20/1844 J, à :

EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS

8, rue de Berni - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.25.71.07

PARIS AG-ON PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DANMARK ESSENCE ITALIE PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

EGOR

MAISON D'EDITION

Leader sur le marché de l'enseignement technique et professionnel recherche son

DIRECTEUR DES EDITIONS 360 KF +

En direct de la Direction Générale, vous élaborerez l'ensemble de la politique éditoriale.

Avec votre solide expérience du métier d'éditeur et vos montages de stratégie éditoriale, vous aurez la responsabilité de la définition et du choix des lignes de produits. Vous aurez à diriger et contrôler l'ensemble de la chaîne de production.

Vous avez une grande pratique de la gestion des budgets éditoriaux et vous managez et animez une équipe éditoriale depuis au moins cinq ans.

Vous êtes diplômés d'université ou d'une grande école, et vous avez un sens excellent de l'organisation et de la communication.

Le poste est basé à Paris.

Si vous êtes intéressés par la formation technique et professionnelle, envoyez votre C.V. + photo en indiquant la réf. 1712 sur enveloppe et lettre à : CURSUS CONSEIL - 21, rue Vivienne 75002 PARIS.

CURSUS CONSEIL



Le Monde
des

Cadres

L'AMENAGEMENT, L'URBANISME, LA CONSTRUCTION UN PARI POUR L'AVENIR EN SEINE SAINT-DENIS

Une importante société d'aménagement, dans le cadre de son développement, recrute un collaborateur de haut niveau pour accompagner l'équipe existante dans la réalisation de projets ambitieux et variés.



Au sein d'une structure organisée selon un organigramme fonctionnel, véritable pivot de la Direction des Programmes, vous vous insérez rapidement dans une équipe soudée pour prendre en charge les différents projets d'urbanisme et d'immobilier, le suivi de chaque opération en relation avec le Responsable du Foncier, le Responsable Technique et la Direction Commerciale, épaulé par la Direction Administrative et Financière et principalement le Contrôleur de Gestion.

A l'extérieur de la structure, vous serez en contact avec les Collectivités Locales, les services techniques des villes, les promoteurs et les investisseurs.

Vous complèterez votre action opérationnelle vitale pour l'entreprise par une réflexion plus en amont et deviendrez l'initiateur de chantiers de travail plus prospectifs.

Particulièrement confirmé de l'aménagement, vous privilégiez la performance d'ensemble d'une équipe, vous partagez les valeurs de progrès qui combinent l'intérêt général aux intérêts privés. Doté d'un excellent sens de la communication et d'un sens humain développé, votre investissement professionnel est bien entendu élevé pour un portefeuille de projets très important.

Vous nous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) avec la référence 141 CO/LM à GISEMENT, Cabinet de Conseil en Recrutement, 55 rue Magenta, 75008 ANNIERES.



GRUPE RMC FRANCE

RMC - leader européen du béton prêt à l'emploi et des granulats - 3 MdF de CA - 2200 collaborateurs - recherche pour son siège à RUNGIS (94) un

Chargé d'études économiques HF

A 25-30 ans, de formation Maîtrise/DESS en Sciences Economiques, vous possédez une première expérience du milieu industriel. Vous avez la maîtrise des techniques d'analyse macro et micro économiques, une réelle qualité d'analyse et une bonne pratique de l'outil informatique (IBM PC).

En collaboration avec l'ensemble du Service des Etudes Economiques, vous participez à l'analyse de la conjoncture et aux marchés ainsi qu'à la prévision d'activités du Groupe.

Vous prenez en charge, de manière autonome, une partie des études de diversification, de concurrence, d'orientation stratégique et gérez les systèmes d'information marketing. Vous développerez vos activités tant en interne avec nos Directions Opérationnelles, qu'à l'extérieur avec les organismes d'information.

Vos qualités humaines, la rigueur, la disponibilité, la confidentialité et les qualités indispensables pour réussir dans notre entreprise sont des atouts.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous références 7137 à PLURI CONSULTANTS - 11 rue de la République - 75001 PARIS

PLURI CONSULTANTS

Nous sommes un très important groupe français de transport de voyageurs, en forte expansion.

Formé à notre savoir-faire, vous intégrez une équipe d'ingénierie. En étroite liaison avec les services territoriaux et les partenaires de cette profession (organismes publics ou privés, groupes de transport...), vous assurez :

- des études de systèmes de transport collectif comportant : le choix du mode (ferroviaire, routier, tramway, systèmes hémométriques...), la conception des itinéraires (fréquences ou horaires, itinéraires, tarification...) et le montage financier (exploitation, maintenance...)
- la maîtrise d'ouvrage déléguée ou la maîtrise d'oeuvre d'infrastructures (centres d'échanges, parkings, transports propres...).

Vous dialoguez à haut niveau avec les instances de décision territoriales, élus, administrations.

A votre diplôme d'ingénieur, vous ajoutez impérativement une première expérience d'au moins 5 ans, dans le montage, la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'oeuvre d'opérations. Vous avez, de préférence, mené des missions complètes, depuis la phase jusqu'au détail de la mise en oeuvre et au suivi de l'exploitation.

Votre sens des réalités, votre imagination commerciale, vos qualités relationnelles et votre potentiel d'entrepreneur sont des atouts. Un moyen terme vers la direction d'un centre de profit.

Merci de confier votre candidature sous réf. 1 à RESSOURCES CONSEIL, 11 rue La Boétie 75008 PARIS.

Chefs de Projets

VILLERS

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 0 1 5 L M

Participez à l'avenir du Monde

Notre Direction du Personnel ■ renforce en s'adjoignant de jeunes professionnels ■ l'effort ■ humaines ■ recrute un

Responsable formation

Dotée d'un budget représentant 3 % de la masse salariale, la formation, enjeu important pour notre groupe (1 000 salariés), est un véritable outil de développement de nos équipes dans un contexte de modernisation rapide des métiers. En prise directe avec le Directeur du Personnel et en étroite collaboration avec le Responsable de la Gestion des Emplois, vous proposerez et mettrez en œuvre la politique de formation.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (écoles de commerce, droit, psychologie...) et/ou spécialisé(e) en fonction personnel (IGS, Celsa...), vous avez une expérience d'environ 5 ans en fonction.

Professionnel(le) de la formation, vous êtes une force de proposition, vous êtes à l'écoute de l'équipe et appréciez le travail en équipe.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo), avec référence LM/RF, à Isabelle Mansour, Direction du Personnel du Journal Le Monde, Gestion des Emplois, 1 place Hubert-Beuve-Méry, 75001 Paris Cedex.

Dalian

D'EDITIONS PROFESSIONNELLES
en pleine expansion, nous recherchons des guides pratiques pour les dirigeants
PME-PMI, recherche dans le cadre de son développement

Directeur de Collections

"SECTEURS SPÉCIFIQUES"
(ESCP - IAE, OU ÉQUIVALENT)

Directement rattaché à la Direction Générale, vous aurez pour mission le développement de collections d'ouvrages techniques et de gestion destinées notamment aux collectivités locales, associations, bâtiment, médical, hôteliers...

Vous superviserez les chefs de produits qui ont en charge la réalisation des études de marché, la conception de nouveaux projets, la constitution et le management des équipes d'auteurs. Vous travaillerez en étroite collaboration avec notre service Marketing Direct.

VOS ATOUTS :

Une formation supérieure pluridisciplinaire, enrichie d'une expérience réussie dans un poste d'initiative et de responsabilité dans un ou plusieurs secteurs désignés, une pratique de l'encadrement, un esprit créatif et pragmatique, la capacité de conception, l'envie de vendre et le goût des hauts niveaux.

Nous vous apporterons une formation appropriée à la pratique éditoriale et à nos activités de marketing direct.

Merci d'adresser votre candidature (manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Guy DUFOR - Editions DALIAN - 92100 Champs Elysées - France



COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Recrute son

DIRECTEUR EXECUTIF

De formation supérieure, Ecole de Commerce ou de Gestion, vous avez une expérience confirmée dans une fonction analogue. Vous maîtrisez parfaitement l'utilisation de l'outil informatique, qu'il s'agisse d'exploitation ou de gestion. Votre personnalité, votre dynamisme, votre sens des relations humaines vous permettent d'intégrer un groupe structuré et d'assurer l'efficacité de la PDG.

Vous avez acquis une expérience similaire d'au moins 4/5 ans dans le secteur de l'Audiovisuel, de la Communication ou des Médias.

Vous souhaitez rejoindre une équipe de 50 personnes, dont les locaux fonctionnels permettent un développement important dans un secteur qui prend ses lettres de noblesse : le hors média audiovisuel.

Avec une lettre manuscrite adressez nous votre CV + photo et prétentions à : CEDFI SA
125, avenue Louis Roche - BP 155
92230 GENNEVILLIERS Cedex.



La banque Hieaux est une banque de dépôt régionale basée à Eure (28) qui conjugue à la fois les moyens importants de la maison-mère (la Banque Crédit - Groupe Suez) et la spécificité d'entreprise : taille humaine privilégiant la qualité du service (proximité, rapidité de décision...). Afin de développer l'activité entreprise (PME/PMI et artisans), elle recherche :

le Directeur de l'Agence de Chartres

Chargé de conduire l'expansion commerciale de l'agence et d'animer une équipe administrative et commerciale (réf.194N)

Un Chargé de clientèle Entreprise

qui développera à Chartres un portefeuille d'activité en partant d'un déjà significatif (réf.194N)

Si vous avez une expérience commerciale bancaire "entreprise" significative de 10 ans suivant le poste et un esprit d'entreprise et de développement, alors :

merci de nous adresser votre candidature, avec réf. choisie à PSYNERGIE, 1 rue de Luyne, 75001 PARIS.



VENIR PARTICIPER AU DEVELOPPEMENT DE NOTRE BASSIN D'EMPLOI



Nous sommes une entreprise de entreprises, réunies pour promouvoir le développement harmonieux d'un bassin d'emploi de 30.000 salariés et chercheurs

Un animateur (H/F) socio-économique

partir des axes définis par notre Conseil d'Administration, vous aurez la responsabilité de :

- dynamiser le fonctionnement des groupes de travail autour des thèmes tels que : la formation, le recrutement, la communication...
- assurer vous-même la logistique administrative pour ces groupes pour le Conseil,
- prolonger et concrétiser leurs actions dans le tissu économique local, par la représentation,
- développer les liens entre les différents partenaires.

Votre profil :

- Vous avez une solide expérience en entreprise (management, bon niveau de compétence) et une bonne connaissance des socio-économiques.
- Une première expérience de l'animation est un plus.
- L'âge est moins important que la personnalité et le dynamisme.

Vos qualités :

- Le goût et le sens du contact, du travail en équipe.
- La capacité pour convaincre.
- L'autonomie.

Ce poste, riche et varié, est basé à 1/2 heure de LYON. Le contrat initial sera de 18 mois, avec possibilité de reconduction.

Merci d'envoyer, avant le 10.05.92, votre candidature - avec rémunération actuelle ou prétentions - sous la référence ABE.1 à : CLUB ENTREPRISES PLAINE DE L'AIN, allée des Tilleuls, 01150 SAINT VULBAS.



Ziff-Davis France

ZIFF-DAVIS, premier éditeur américain de magazines informatiques recrute pour le département Etudes et Recherches Marketing, un(e) :

Chargé (e) d'études marketing

2/3 ans d'expérience dans une fonction d'études. Formation supérieure Bac+4. Anglais courant.

Seront des compétences supplémentaires :

- la connaissance du monde de la micro
- la presse professionnelle
- la maîtrise des outils informatiques

Ce poste nécessite une capacité d'analyse, de synthèse et le goût de la rédaction.

Envoyez lettre, CV, photo et prétentions à : ZIFF-DAVIS France - B. PETIT - réf. CMK
10, rue Thierry-Le-Luron - 92583 Levallois-Perret Cedex

RESPONSABLE UNITE TRADUCTION

Révérons ensemble

la qualité

nos compétences

GUERBET, la découverte de l'homme, les produits de contraste pour l'imagerie diagnostique, issus d'une recherche chimique et pharmaceutique reconnue en 1990 par le Prix Gallien, sont reconnus en France et dans le Monde (+ de 50 pays du C.A. à l'International). Si notre activité est à l'homme, il en est de même de nos valeurs d'entreprise. Guerbet cultive la transparence qui unit les compétences de plus de 1000 personnes dans le Monde.

Aujourd'hui, nous recherchons le Responsable de notre Unité TRADUCTION - 256 K/AN +

Vous avez une formation de traducteur technique, vous êtes bilingue Français-Anglais, expérimenté et vous traduisez vers l'Anglais. Attribué par les domaines scientifiques (médical, vous aimez les nombreux interlocuteurs (scientifiques, toxicologues, cliniciens, marketing) et vous êtes un bon gestionnaire. Vous souhaitez valoriser votre expérience dans un Groupe reconnu au plan international.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre Unité Traductions Intégrée à l'équipe de Recherche et Développement. Vous serez en fonction des missions internes (sous-traitance, contrats).

Vous serez le référent linguistique du Groupe.

Envoyez nous votre candidature :

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence VI GG280492 à : GUERBET SA
Etablissement de l'Imprimerie - BP 15 - 93800 AULNAY SOUS BOIS CEDEX.



R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L

كتاب النحول



INSTITUTE MANAGEMENT RESOURCES

LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO

MANCHESTER - PARIS - MILAN - MADRID - MUNICH

Nous recherchons pour nos opérations françaises des

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

Notre activité : Conseil en management orienté vers l'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité.

Notre objectif : la performance. Pour faire face à la forte croissance de la France, nous renforçons notre équipe en intégrant plusieurs Consultants en management.

Votre mission : coordination des actions impliquées dans la mise en place d'organisations plus performantes et de systèmes de gestion adaptés. Partie intégrante d'une équipe, votre rôle est primordial dans l'exécution du projet. Votre expérience, votre état d'esprit,

vos qualités humaines vous permettent de maîtriser rapidement les concepts de stratégie et d'organisation.

Votre sens analytique très prononcé vous empêche cependant pas d'avoir une vision synthétique des problèmes.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce ou d'ingénieur), vous êtes âgé de 25 à 35 ans.

Vous maîtrisez bien entendu parfaitement l'Anglais. Une autre langue européenne serait un atout. Vous serez fréquemment en déplacement.

Adresser CV, lettre motivation et photo, sous la référence 2347 M, à notre Coordonnateur
Jean-Claude MAURICE CONSEIL
12 rue de Ponthieu - 75008 Paris.

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

Vous aspirez au métier de

CONSULTANT en Organisation-Management-Développement

Diplômé d'une Grande Ecole, de préférence ingénieur, vous avez enrichi votre formation de compléments sérieux, que comptabilité, informatique, bureautique.

Un passage réussi (3 à 5 ans) dans une importante organisation industrielle ou de services vous a permis de vous familiariser avec l'un des grands domaines de gestion de l'entreprise.

Vous pensez être capable de démontrer une capacité d'autonomie et de réflexion personnelle.

Vous serez accueilli par une équipe de haut niveau, où la qualité de travail est de rigueur, où la confiance réciproque va de soi, et à laquelle vous pourrez intégrer durablement. Les missions que nous confions s'accompagnent d'une formation appropriée et nous avons le souci de votre développement personnel et professionnel.

Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier (c.v., lettre manuscrite, prétentions) à Jacqueline BAC - OMD Consultants, 42 avenue Kléber, 75116 PARIS.



LE GROUPE COBB

Premier éditeur américain de bulletins techniques informatiques, en pleine expansion en Europe division de Ziff-Davis recrute

Rédacteur en Chef

Vous serez chargé du contenu des bulletins techniques (à partir des éditions américaines - travail de rewriting) - responsable de la qualité rédactionnelle

Les qualités pour réussir :

- connaissance des logiciels PC
- bonne connaissance de l'anglais
- un sens de l'organisation et du management pour la mise en place éventuelle du service de rédaction.

Envoyer d'urgence lettre manuscrite, CV et prétentions à : Louis BAC - Le Groupe Cobb, 10, rue Thierry-Le Luron - 92593 Levallois-Perret Cedex

UN GROUPE JEUNE, DYNAMIQUE, LEADER, QUI VA PLUS LOIN DANS L'EXPLOITATION ET LE DEVELOPPEMENT DES JEUX

Jouez gagnant en venant rejoindre une équipe motivée, dynamique qui s'étiole et recherche un

ORGANISATEUR COMMERCIAL

Intégré au sein de la Direction Commerciale Marketing, vous aurez à définir, mettre en place et veiller à la bonne application d'un ensemble de procédures (administratives, comptables, financières, de communication...) destinées à optimiser la qualité de prestation offerte au public.

De formation supérieure, de type IEP ou équivalent, vous disposez d'une première expérience réussie de gestionnaire, d'organisateur ou de superviseur auprès d'un large réseau commercial, de préférence dans le domaine des produits de service.

A la fois homme de dossiers et de terrain, sachant allier le goût du contact à la rigueur, le sens du dialogue et de l'organisation, vous avez de réelles qualités de manager.

Poste basé à Neuilly sur Seine.

Ecrire sous réf. 18A 2394 JM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



PPG Glass Group Europe

CA : 3,8 milliards de francs, 3300 personnes, 3 usines en France, 3 en Italie, 14 filiales. Au sein d'un puissant groupe international, leader mondial sur le plan mondial, le verre automobile recherche un

INGENIEUR OU ESC DEBUTANT pour son Service Commercial Export

- Dans un premier temps : pour faciliter l'intégration à sa connaissance des produits, il lui sera confié des études Marketing Industriel en relation avec les contrôleurs de gestion des différents produits de production : rentabilité des produits, optimisation de la gamme, politique des prix, prévisions à moyen et long terme, analyse de la concurrence.
- Dans un second temps : il sera également chargé de commercialiser les produits auprès des constructeurs automobiles étrangers en Europe dans un souci permanent de promotion de l'image PPG.

Profil demandé : Ingénieur ou ESC intéressé par la technique, motivé par une tâche impliquant rigueur, sens de l'analyse ainsi que d'excellentes capacités relationnelles et désireux d'évoluer vers des responsabilités de niveau à un niveau Européen.

Connaissance de l'anglais indispensable, celle d'une deuxième langue serait appréciée.

Poste basé à Paris

Ecrire sous réf. 18A 2394 JM - Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



cadre marketing & communication

ORGANISME PROFESSIONNEL
A VOCATION INTERNATIONALE

Adjoint du Directeur Général de l'organisme, assumant un rôle de conseil actif auprès des producteurs de films semi-finis, il est chargé de tous les grands projets marketing, l'avenir de la profession (politique de l'environnement, définition de normes françaises et européennes...). Il est en outre l'interlocuteur privilégié des groupes d'industriels agissant sur un secteur marketing d'activité. Il assure une permanence aux évolutions de leurs marchés au niveau international. Rédacteur et coordinateur, il organise à l'échelle internationale l'information des entreprises des réunions de synthèse et d'information.

Ce poste basé à Paris - nécessitant rigueur, créativité, persuasion, diplomatie et discrétion, ainsi qu'un sens de la communication orale et écrite - s'adresse à un DIPLOME type IEP, de 28 ans environ, ayant acquis 2/3 ans d'expérience dans les domaines des Etudes Economiques et de Marketing ainsi qu'une expérience de Relations Publiques et possédant une pratique absolument courante de l'Anglais.

Les dossiers de candidature - sous référence 4037 - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
2, rue Dufrenoy - 75116 Paris

Le Monde
des

Collectivités territoriales

URBANISME DIRECTEUR D'ÉTUDES

L'Agence d'Urbanisme de la région stéphanoise apporte aux collectivités locales les éléments de réflexion indispensables à leur développement économique et humain. Très à l'écoute de leurs besoins, le directeur de l'agence renforce son équipe et crée un poste de directeur d'études. Responsable du département prospective-planification, le candidat prend en charge l'élaboration du schéma directeur et la réalisation d'études à caractère intercommunal. Manager d'une équipe pluridisciplinaire, il s'assure de la rigueur des prestations et motive ses collaborateurs sur des objectifs définis. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, le candidat retenu dispose d'une expérience significative acquise dans les domaines de l'urbanisme, des SEM ou des collectivités locales. De réelles aptitudes relationnelles sont indispensables pour réussir dans ce poste. Ecrire à Monsieur le Directeur - EPURES - 46, rue de la Télématique - BP 801 - 42952 SAINT-ETIENNE Cedex 9.

Epures

L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA VILLE D'ÉPINAY-SUR-SEINE
(à 5 km de Paris, 60 000 habitants)

UN(E) CHARGÉ(E) DE MISSION

VOTRE MISSION : dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de développement économique de la ville, et au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous serez chargé :

- de l'animation et de l'information du secteur économique local ;
- du conseil et du soutien auprès des entreprises et du commerce local ;
- de la mise en place et de l'exploitation de l'observatoire économique.

VOTRE PROFIL :

- vous êtes de formation supérieure et vous avez une expérience significative du milieu des entreprises ;
- vous avez des qualités relationnelles indéniables et la capacité de nouer des relations de partenariat ;
- la pratique de la micro-informatique serait un plus très appréciable.

Adresser candidature + 2 photos + lettre de motivation à :
ÉPINAY DYNAMIQUES
79 ter, rue de Paris, 93800 ÉPINAY-SUR-SEINE



CONSEIL GENERAL - CHAMBRES ECONOMIQUES - VILLES

À la pointe de BRETAGNE, un département dynamique, un cadre de vie reconnu, un aménagement territorial harmonieux, des acteurs socio-économiques compétitifs, innovants, résolument entrepreneurs, partenaires politiques solidement engagés dans le développement économique, CREENT une structure commune de prospection industrielle. Autonome, en Région Parisienne, liaison étroite avec la structure départementale.

Chargé de Mission Economiste, Ingénieur, Sup de Co

véritable acteur du développement, agit en opérateur et prospecteur, auprès des industriels et des décideurs socio-économiques, intéressés par une implantation ou une délocalisation en FINISTÈRE.

Stratège et homme de contacts, sachant valoriser, instruire et promouvoir les atouts de notre département, son action en profondeur, induit une présence active auprès des différentes instances de décisions.

Impliqué dans une démarche opérationnelle à moyen et long terme, ses connaissances macro et micro-économiques, à l'appui d'une expérience industrielle établie, faciliteront sa réussite dans ce poste exigeant et passionnant.



A.C.P.

Adresser lettre + photo + CV, sous réf. 673/LM,
à J.M. CLOAREC - ACP - 1, rue Saint Marc
29000 QUIMPER - Tél. : 98.53.50.51

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 615 LM

مكتبة الشهاب

Le Monde
de la

Fonction Commerciale

Directeur Commercial Equipementier Automobile

Filiale française d'un groupe anglais (250 MF, 250 personnes), leader en France sur les gammes de produits, en très forte croissance, renforce son équipe en intégrant un Directeur Commercial.

Directement rattaché au Directeur Général vous : « développez les ventes et le partenariat avec les grands constructeurs automobiles nationaux et internationaux » participez à la « mise au point » des produits « élaborez la politique commerciale » établissez le budget et en suivez la réalisation « organisez et animez l'équipe commerciale, les personnes.

À 35/45 ans ingénieur de formation, vous devez impérativement une expérience d'encadrement commercial dans l'industrie de moyenne série, si possible automobile. Anglais courant.

Vous habitez dans le Nord de Paris.

Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. E204308/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 92000 Nanterre Cedex.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS - LILLE - LYON - BORDEAUX - ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE

D'ILE-DE-FRANCE

CONFIRME

SA DYNAMIQUE DE

SUCCES :

264 AGENCES

3000 COLLABORATEURS



RENFORCEZ VOS
EQUIPES

CHARGE DE CLIENTELE PROFESSIONNELLE

PARIS ILE DE FRANCE

Débutant ou confirmé, vous intervenez dans les segments de clientèle suivants : artisans, commerçants, professions libérales.

Valorisez votre formation supérieure et/ou bancaire par vos qualités relationnelles et commerciales et votre sens de la finance.

Femme ou homme de terrain avant tout, vous renforcerez nos agences dans leur démarche commerciale (conquête et fidélisation).

Une formation technique et commerciale sera mise à votre disposition pour les débutants.

Secteurs à pourvoir :
Boulogne/Mantes/Elampes/Asnières/Pontoise.

Votre réussite commerciale vous permettra d'évoluer à la mesure de votre talent.

Merci d'adresser votre dossier (CV et lettre manuscrite) sous réf. CP/LM au Service du Recrutement du Crédit Agricole d'Ile de France - 26, Quai de la Rapée - 75012 PARIS.



NC COMMUNICATION

Agence Conseil en communication
d'entreprise, nous recherchons
pour notre secteur publicité de
recrutement (annonces, actions
grandes écoles, multimédia) un :

chef de PUB

Gestion de Clientèle

De formation supérieure (Ecole de Commerce ou équivalent) vous avez impérativement une première expérience de ce métier au sein d'une agence spécialisée en recrutement.

Vous interviendrez pour gérer avec une qualité de conseil et de service optimale, une clientèle diversifiée (secteur bancaire et hautes technologies).

Dynamique, chaleureux, très organisé, vous avez une excellente culture générale, le goût du contact et de la négociation, de fortes qualités rédactionnelles.

La connaissance du Macintosh est un atout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CP/LM à :
NC Communication, 48 rue Chapon, 75003 Paris.

Schlumberger

REPORTERS

DES

RESPONSABLES

DANS VOTRE

EQUIPE

DETTES

36 15
LM

Chaque
se con
le ser
experi
Depui
ont de

l'Inf

Ing
infor

V

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

IN

مكنا من الأعمال

Le Monde • Mercredi 29 avril 1992 XIII

Le Monde des Secteurs de Pointe

Schlumberger Industries

■ SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans le domaine des équipements et des services d'acquisition, de transmission et de traitement des données liées à la gestion de l'énergie.

La Division ELECTRICITE, spécialisée dans la conception et la production d'équipements de comptage d'électricité, recherche pour son Bureau d'Etudes situé à Poitiers

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN

Diplômé d'une grande école de type ENSIEG, ENSEEHT..., vous aurez à conduire des études dans le domaine de la propagation sur le réseau de distribution d'électricité et vous participerez à la conception de cartes électroniques. Réf. IE

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

De formation ENSM, INSA..., vous prendrez en charge, à la tête d'une petite équipe, des projets de conception de pièces mécaniques de nos compteurs d'électricité de petite et grande série. La connaissance des pièces plastiques et la maîtrise de l'outil CAO 3D sont indispensables. Réf. IM

Ces deux postes sont évolutifs et s'adressent à des ingénieurs ayant déjà une expérience industrielle de 2/3 ans en développement de produits.

Ils ouvriront à des candidats mobiles et ambitieux de larges perspectives de carrière au sein de Schlumberger. La maîtrise de l'anglais est à ce titre un atout.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence du poste concerné, au Service du Personnel

Schlumberger Industries
Division Electricité - BP 23 - 86361 Chasseneuil Cedex



Lilly : les hommes, la science, la vie.

Dans le cadre de nos projets d'expansion sur notre site de Fegersheim, près de Strasbourg, nous recherchons pour notre Service Engineering en plein développement (23 personnes)

INGENIEUR

Spécialiste Flux et Fluides
(HVAC et utilities)

Lilly France, 1ère filiale du groupe américain Eli Lilly, aime les hommes et les femmes qui veulent vivre avec passion leur carrière professionnelle. Des produits phares, des investissements conséquents et une politique de Ressources Humaines favorable à l'épanouissement de chacun sont autant de facteurs qui vous feront découvrir l'industrie pharmaceutique à son meilleur niveau.

Votre mission : reportant directement au manager du service, vous serez responsable des projets à dominante "utilities" ou HVAC. Vous contribuerez pour votre spécialité aux autres chantiers du site (du cahier des charges à la réception des travaux).

Vous aurez à assurer la tenue et la mise à jour de tous les plans avec l'aide d'un technicien DAO.

Votre profil : 3 à 5 ans d'expérience similaire en entreprises pharmaceutiques, alimentaires ou nucléaires.

Vous avez prouvé votre aptitude à gérer les projets avec rigueur et dans une large délégation.

Vous êtes prêt à investir votre sens relationnel et votre goût de l'innovation dans un nouveau challenge !

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous réf. LMO 28/04 à notre Conseil, O. de Langenhagen qui vous garantira réponse rapide et stricte confidentialité. Groupe PANISSOD - Activités Santé - 109, rue de Turenne 75003 Paris.



UN GRAND DE LA SANTÉ



36 15
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

Le Monde

de l'Informatique

Ingénieur informaticien VAX/VMS

Participez au développement du Service Informatique (38 personnes) d'un Etablissement Financier regroupant 700 collaborateurs.

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, dans le cadre d'une création de poste, vous aurez pour missions : « de suivre des applications Back office marchés financiers » d'assurer l'interface avec les fournisseurs de logiciels et les utilisateurs « de développer les applications complémentaires sur VAX/VMS.

Débutant ou 1re expérience, de formation supérieure en Informatique (école d'ingénieurs, de commerce ou Miage), vous êtes capable de travailler en anglais et vous possédez un fort relationnel. Vous souhaitez vous investir personnellement dans le milieu financier.

Ce poste évolutif est basé à Paris Centre (RER Auber).

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, en précisant la référence 1090/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

Bernard Krief Recrutement
PARIS LYON BORDEAUX ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

CML Handling Technology

BUSINESS DEVELOPPER FRANCE

300 - 350 KF

ANGLAIS

En étroite relation avec la Direction Générale italienne, vous prenez en main la création et le développement de notre filiale française à partir du portefeuille clients existant. Ambassadeur de notre stratégie marketing, vous avez l'entière responsabilité de la prospection et du développement des ventes sur l'hexagone : la Grande Distribution, les postes, l'édition, les transporteurs, les grandes sociétés de service, la Grande Industrie... sont et seront vos cibles, pour des projets de plusieurs dizaines de millions de francs.

A l'écoute permanente des besoins spécifiques de vos clients, vous êtes le chef d'orchestre des projets développés, élaborés avec l'aide des ingénieurs d'étude du siège. Le montage est ensuite réalisé par des sous-traitants sous l'égide d'un collaborateur de CML et le SAV par un technicien français que vous managez.

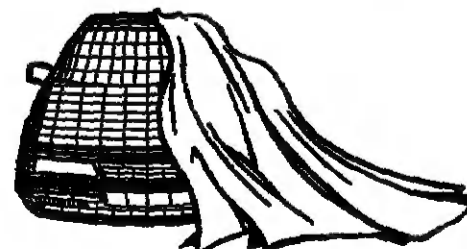
A 30/35 ans, de formation école d'ingénieur, votre maturité professionnelle, acquise sur des projets complexes, de longue haleine, vous incite aujourd'hui à valoriser votre expérience commerciale de 5 ans minimum dans le domaine de l'automatisation, la manutention, la logistique informatique, l'engineering. Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à vos responsabilités, gagner en autonomie et offrir à votre carrière l'ampleur de vos ambitions. Vous maîtrisez l'anglais et une formation approfondie à nos produits vous donnera tous les moyens de votre réussite.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil-Malmaison sous la référence 56.5988/LM.

Mercuri Urval

INGENIEURS ECP - MINES - ENPC

Pour découvrir la voiture de demain,
le mieux est de la concevoir.



Nous sommes internationalement reconnus pour notre savoir-faire dans la conception de carrosserie automobile. Notre forte croissance nous amène à intégrer des Ingénieurs Projet Automobile et ingénieurs Recherche Développement.

Affecté soit à la Direction des Projets, soit à celle de l'Innovation Technologique, vous prendrez en charge les projets d'études et les programmes d'essais tant au niveau technique qu'économique. Vous devrez optimiser les projets sous votre responsabilité en mettant en œuvre des techniques, des idées nouvelles et des méthodes performantes dans un souci constant de qualité et de rentabilité.

Diplômé de l'ECP, des Mines de Paris, ENPC ou équivalent, vous avez déjà collaboré pendant 2 ou 3 ans dans une Direction technique indus-

trielle. Vous avez de bonnes connaissances en CAO et calcul des structures et vous aimez à prendre plus d'autonomie et de responsabilité. Doté d'une aisance relationnelle naturelle, d'une ouverture d'esprit, vous êtes également rigoureux, créatif, et passionné de l'automobile.

Ces postes sont basés en région parisienne et vous permettront d'effectuer des déplacements dans les pays de la CEE. Vous devez donc parler impérativement l'anglais (la connaissance de l'allemand est un atout complémentaire).

Déposez votre candidature « par minitel 3615 EUROCOM code 604P » par courrier s/réf. 704P (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) à notre Conseil France Marketing 113, bd de Sébastopol 75002 PARIS.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

Secteurs de Pointe

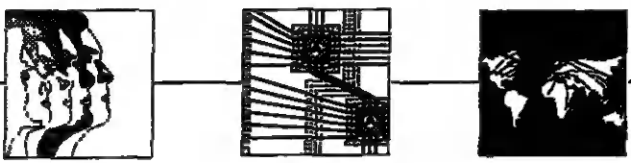
THOMSON LCD, filiale du Groupe THOMSON, spécialisée dans la fabrication d'écrans à cristaux liquides pour la T.V.H.D. (environnement High-Tech), recherche pour son unité de VOREPPE-MOIRANS près de GRENOBLE (38), un

INGENIEUR C.A.O.

Rattaché au service R. et D., vous serez plus particulièrement chargé du développement des circuits intégrés d'adressage des écrans LCD. Dans ce cadre, vous aurez en charge le développement de nouveaux produits ainsi que la conception, le dessin et les simulations de schémas électriques. Il vous sera demandé de plus, de proposer des solutions optimisant les performances et les coûts des circuits, de participer à leur spécification ainsi qu'aux tests et à l'analyse des résultats.

Agé d'environ 30 ans, de formation Ingénieur SUP TELECOM, SUPELEC, ENSI (ou équivalent), avec spécialisation électronique ou micro-électronique, vous pouvez justifier d'une expérience de 2 à 5 ans en conception de circuits intégrés analogiques, en technologie MOS, BI-CMOS ou éventuellement bi-polaire. Vous devez en outre posséder des qualités de rigueur, de ténacité ainsi qu'un sens développé du travail en équipe. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre conseil :
CABINET REINE GRECO - La Fauconnière II
62, rue de La Fauconnière - 38170 SEYSSINET-PARISET.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

CABINET D'ÉTUDES SCIENTIFIQUES TECHNIQUES

recherche

dans le cadre de son expansion
pour son service de Recherche Appliquée :

4 CHARGÉS DE MISSION

H/F

en innovation industrielle

Vous serez chargé, en liaison avec notre hiérarchie, de créer un dynamisme pour favoriser l'exploitation et la valorisation de la recherche des PME-PMI et d'assurer le suivi des projets de recherche communautaire auprès de notre clientèle.

Vous avez 30/35 ans environ, une culture scientifique, un bon esprit de synthèse, des capacités rédactionnelles (indispensables), beaucoup d'imagination et de bon sens. Anglais apprécié.

Vous avez la volonté de faire profiter de vos compétences vos employeurs dans un minimum de temps d'adaptation pour justifier une rémunération annuelle de 180 à 250 KF.

Lettre manuscrite + CV + photographie indispensable.
Les candidatures incomplètes ne seront pas étudiées.

Réf. n° 8463

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P.-Avia - 75902 Paris Cedex 15

INGÉNIEURS PROCESS GÉNIE CHIMIQUE OU GÉNÉRALISTE

Fos-sur-mer

ARCO Chimie France, SNC, fait partie des Opérations Européennes de ARCO Chemical Company. Filiale du groupe américain ARCO, ARCO Chemical est leader mondial des produits oxygénés (oxyde de propylène, polyols, MTBE...).

Des racines en Amérique et une croissance européenne

Portée par le dynamisme de sa recherche, ARCO Chemical, grâce à l'augmentation de son chiffre d'affaires et de ses investissements, a vu les effectifs de la société multipliés par deux et demi au cours des cinq dernières années. Le rythme de croissance se maintiendra, voire s'intensifiera, dans les cinq prochaines. En Europe, ARCO Chemical est présent en Allemagne, en Autriche, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas et en Scandinavie.

Qui dit "croissance", dit "opportunités"

En Europe, ARCO Chemical intensifie son programme de recrutement, en particulier dans sa nouvelle usine pétrochimique sur le site de Fos-sur-Mer. Le recrutement de notre Direction Technique se fait à différents échelons, du débutant au professionnel expérimenté, de l'ingénieur Génie Chimique au Généraliste. En plus des promotions au niveau national, ARCO Chemical offre des opportunités de carrières à l'étranger. Les échelons hiérarchiques peu nombreux favorisent la promotion aux postes de responsabilité car la contribution personnelle de chacun est clairement reconnue.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous référence P 82-LM avec CV, photo et prétentions à :

ARCO Chimie France
Direction des Ressources Humaines
BP 201 - 13775 FOS-SUR-MER CEDEX

ARCO Chemical Europe

VOTRE AVENIR : L'AVENIR DES GRANDES APPLICATIONS DE GESTION

Dans le cadre d'un important projet pilote lié à l'évolution des applications de gestion des grandes entreprises, le Groupe SAGITEC, considéré aujourd'hui comme l'un des plus avancés dans le domaine de la fiabilité et de la sécurité des logiciels, recrute un

CONSULTANT EN MÉTHODOLOGIES INFORMATIQUES

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion. Vous y avez acquis une connaissance approfondie d'au moins une grande méthodologie (MERISE, SDMS...) et de bonnes notions en réseaux et en conception orientée objet.

Autonome et capable de répondre aux attentes d'interlocuteurs de haut niveau, vous possédez aussi de réelles qualités d'adaptation à des environnements diversifiés, à des approches et à des techniques résolument novatrices.

Le premier poste que nous souhaitons vous confier vous amènera à intervenir sur plusieurs projets, à assurer auprès de leurs équipes un rôle de Conseil et de coordination, à élaborer de nouveaux outils méthodologiques. Il est appelé à d'intéressantes évolutions au sein de notre Groupe.

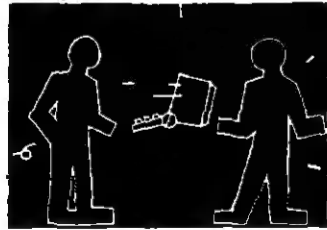
Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence
M/5129, à

Groupe SAGITEC - 4, rue du Général Lanzerac - 75017 Paris



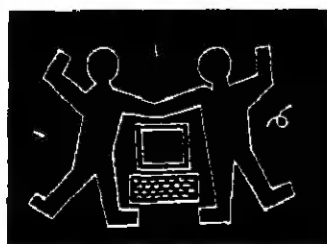
GRUPE SAGITEC

36 15
LM



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la sélection du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langues...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couple avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

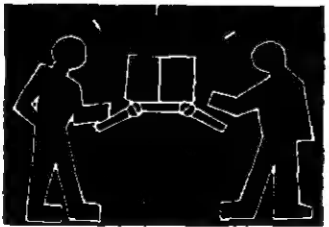
L'EXPERTISE

Cheque jour, des centaines de candidatures découvrent vos annonces sur 3615 LM, soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

36 17
LM CV

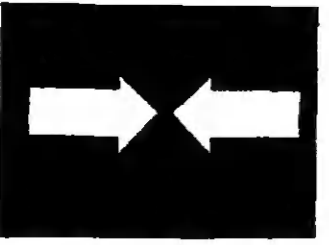
L'INTERACTIVITÉ

Offrez-leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 LM CV.



LA CONVIVIALITÉ

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffit d'une simple pression sur la bonne touche.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

حکومت الناصر

DE NOUVEAU
INDUSTRIELS
ET EN GRAND

INGÉNIEURS DE

MÉCANIQUE / PROCES

RECRUTEMENT / CONTR

Kimberly-Clark

ingénieurs
(INSA, I

Le Monde Pour p

FAX : 46

Secteurs de Pointe

DE NOUVEAUX PROJETS INDUSTRIELS, EN FRANCE ET EN GRANDE BRETAGNE

KIMBERLY CLARK SOPALIN, filiale française du Groupe international KIMBERLY CLARK Corporation met en œuvre, dans ses principaux sites européens, une politique avancée de développement des moyens de production et d'optimisation des performances industrielles (productivité, flexibilité, qualité). Les

INGÉNIEURS DIPLÔMÉS

que nous recherchons dans ce cadre auront à prendre en charge, au cours de missions d'environ 6 mois, de grands projets de développement des outils existants et d'installation complète de nouvelles chaînes de fabrication sur différents sites. Ayant au minimum 5 ans d'expérience industrielle dans les domaines concernés, ils sont mobiles et autonomes, bilingues français/anglais et possèdent de réelles qualités de communication.

* MÉCANIQUE / PROCESS-PRODUCTION R&D PP

En étroite coordination avec les services internes, vous intervenez directement sur le développement des installations de production (machines de transformation, de conditionnement et de transport). Vous participez aux études d'équilibrage de charge, aux études d'automatisation, de réduction des coûts de production et à la formation du personnel utilisateur.

* ÉLECTRICITÉ / CONTRÔLE R&D EC

Directement associé à la mise en œuvre de nos projets industriels, vos responsabilités couvrent l'intégration et l'optimisation des systèmes de fabrication lors de nouvelles installations et l'optimisation des installations existantes, la programmation des logiciels correspondants et la formation des utilisateurs.

Ces deux postes, basés à Rouen, représentent un tremplin de carrière exceptionnel pour des candidats prêts à évoluer dans notre Groupe. L'organisation des déplacements et les frais liés aux transferts (logement, déplacements) sont pris en charge.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence de votre choix, à Monsieur François ROBERT

Kimberly-Clark Sopalin

Bureaux de la Colline
92213 Saint-Cloud Cedex

Kleenex

Sopalin

Freedom

Kleenguard

Kimwipes

AVC 01



PPG Glass Group Europe

CA : 3,8 milliards de francs, 3300 personnes, 3 usines en France, 3 en Italie, 14 filiales offre un poste formateur et évolutif au sein du leader verrier sur le plan mondial à un

INGENIEUR AM - IDN - HEI...

Débutant désireux de faire carrière en production

Au sein de sa plus grande usine européenne située à Boussois (proximité de Maubeuge), il sera solidement formé en étant "posté" pendant 3 à 6 mois.

Il assurera ensuite des responsabilités de production sur un des plus importants float glass d'Europe représentant un CA de 500 millions.

La réussite dans ce poste implique de solides compétences techniques alliées à des qualités d'organisateur, d'animateur et de contact.

Les perspectives d'avenir sont larges et ouvertes au sein des différentes usines du groupe.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire sous réf. 18A 2387 2M - Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

etap

IMMOBILIER DE BUREAU

INGENIEUR GRANDES ECOLES RESPONSABLE MAINTENANCE - TRAVAUX NEUFS

Une des premières banques françaises recherche le responsable d'une équipe qui a un rôle de maître d'ouvrage (maintenance et travaux neufs) pour un ensemble d'immeubles de bureaux dotés d'équipements techniques complexes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole, minimum 35 ans :

- ayant d'excellentes qualités de communication et un sens marqué du "service"
- gestionnaire rigoureux et bon animateur
- disposant de connaissances techniques polyvalentes (bâtiment, électricité, climatisation) acquises dans une société d'ingénierie ou dans un poste équivalent dans le domaine de l'immobilier d'entreprise.

Poste à PARIS.

Ecrire sous réf. 18 B 2381 2M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

etap

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 8000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

Le Bassin d'Essais des Carènes est l'un des centres de recherche de la Direction des Constructions Navales. Positionné comme l'un des tous premiers laboratoires européens d'hydrodynamique navale, il a pour client principal la Marine Nationale, mais il exerce également une activité significative auprès de clients civils et recherche pour son secteur Navire de Commerce un

Ingénieur d'affaires France et Export Hydrodynamicien

- la promotion des prestations techniques (études, essais) auprès des industriels des organismes de recherche
- la négociation des contrats
- le suivi du bon déroulement des affaires
- la participation à un groupe international de recherche appliquée.

Le candidat possèdera une formation supérieure d'hydrodynamicien ou d'aérodynamicien (ENSTA, ENSAE, DOCTORAT, ENSMN...) et une première expérience dans le domaine naval.

D'excellentes capacités relationnelles et la maîtrise de la langue anglaise sont indispensables.

DGA

ECRIRE EN PRECISANT LA REFERENCE 18A 2385 2M A NOTRE CONSEIL :
ETAP - 71, RUE D'AUTEUIL - 75016 PARIS. DISCRETION ABSOLUE.



Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

Secteurs de Pointe

CHEF DE PRODUIT

TRANSPAC, Opérateur de Réseaux et de Systèmes de Communication, leader mondial dans son domaine, recherche un **Chef de Produit** pour prendre en charge le lancement et le suivi des produits s'articulant autour d'ATLAS 400 et de l'EDI, au sein de sa Direction Commerciale à ISSY-LES-MOULINEAUX.

Votre mission :

- définir les produits,
- élaborer les Business Plans associés,
- créer les supports de vente pour la force commerciale,
- réaliser des études prospectives sur les produits concurrentiels.

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs, vous possédez une expérience de 3 ans dans le domaine des télécommunications et de l'informatique. La connaissance de l'anglais est indispensable.

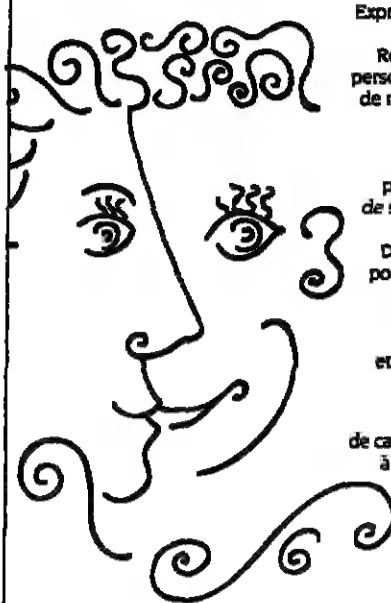
Adresser CV, photo et prétentions, sous réf. DC/04.10 à : **TRANSPAC** - DPH - Tour Maine Montparnasse - 33 avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC

un élan pour vos compétences

Vous avez le profil services. Innovez dans le domaine de la monétique



Pour apporter le service American Express à tous nos clients, il faut être à la pointe de la technique. Responsable d'une équipe de trois personnes, vous serez chargé de créer de nouveaux services et applications dans le domaine du paiement électronique. Vous coordonnerez les développements effectués par des industriels et des sociétés de service et en négocierez les points stratégiques.

De niveau Bac + 3 minimum, vous possédez de bonnes connaissances de "mécanismes du paiement électronique" et parlez anglais. Curiosité, esprit de synthèse et enthousiasme vous permettront de réussir à ce poste.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence LC/MO à American Express, Département Recrutement, 4 rue Louis-Blanc, 92500 RUE - Malmaison.

L'AUTRE VISAGE DES SERVICES FINANCIERS ET DU TOURISME

INGENIEUR CONFIRME RESPONSABLE ROBOTIQUE-ELECTRICITE



Filiale de GTM-ENTREPOSE (Groupe Lyonnais des Eaux - Dumez), ETPM réalise un chiffre d'affaires de 23 milliards de francs. Après une première expérience en systèmes automatisés de production, devenez le **RESPONSABLE ROBOTIQUE-ELECTRICITE** du Département d'Applications en Soudure Automatique de notre filiale SERIMER.

Ce poste alliant les études à l'opérationnel consiste à assurer la maintenance des systèmes robotisés de SOUDAGE OFFSHORE et leurs annexes et à mener les études liées à l'amélioration de ceux-ci. Vous animerez une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et techniciens. Votre expérience nous

intéresse si vous êtes Ingénieur diplômé, Ecoles Centrales, ENSIEG, ESIGEELEC, ENSEA, avec des connaissances en informatique et électronique industrielle, mesure digitale, vidéo industrielle, câbles connectés (électronique faible puissance) et une pratique indispensable en atelier ou en laboratoire.

Le poste est basé à VILLERS-COTTERETS (02) et de nombreux déplacements sur site à l'étranger sont à prévoir. Dans cet esprit, vous parlez nécessairement anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8287 à **EUROMESSAGES** - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

ETPM

LA MER A SES ARCHITECTES

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 5000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.



LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS NAVALES DE CHERBOURG, établissement industriel de la DGA (5000 personnes), spécialiste de la construction de sous-marins à propulsion nucléaire recherche un :

INGENIEUR ACOUSTICIEN

Diplômé ENSI ou équivalent, formation dans le domaine de l'acoustique et des vibrations. Vous serez chargé au sein du Groupe Transfert Acoustique Mécanique (TAM), du Centre d'Essai, de l'interprétation des résultats d'essais sur tronçons de sous-marins. 2 à 5 ans d'expérience professionnelle souhaitée dans l'exploitation des mesures et de leur interprétation. Grande disponibilité. Esprit d'initiative.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, rémunération actuelle et prétentions) à : MME BARBERE - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - DGA.

Ingénieur Recherche et Développement Equipementier Automobile

La filiale française d'un groupe anglais (250 MF, 250 personnes), leader en France sur ses gammes de produits, en très forte croissance, renforce son Bureau d'Etudes (18 personnes) en intégrant un ingénieur pour prendre en charge une nouvelle gamme de produits.

Directement sous la responsabilité du Directeur de la Recherche et du Développement et assisté d'un dessinateur, vous :
• analyserez les besoins des clients, les grands de l'automobile, et les offres concurrentes - définirez le cahier des charges
• effectuerez les calculs et les plans sur CAO - suivrez la réalisation des prototypes et validez leur fiabilité.

A 25/35 ans, ingénieur spécialisé en mécanique, vous bénéficiez de préférence d'une première expérience en Bureau d'Etudes. La pratique de la CAO et l'expérience en calcul sont des atouts. Anglais courant.

Poste basé dans le Nord de Paris.
Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. E 204309/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON BORDEAUX ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

exma le spécialiste du tube Un Avenir brillant pour un DIRECTEUR TECHNIQUE performant

Pour rester LE spécialiste de la fabrication et de la commercialisation du tube d'acier pour la construction, il nous faut sans cesse anticiper les évolutions technico-économiques.

Homme clé de ce challenge, votre volonté d'aboutir conjuguant à votre réalisme, votre souci constant d'améliorer notre productivité, de développer notre rentabilité et d'optimiser notre organisation. En un mot, de conforter notre compétitivité et notre performance en vue de la certification ISO 9000.

Manager aguerri doté d'une forte personnalité et d'un mécanisme certain, vous développerez les compétences de nos équipes et ferez vivre au quotidien notre devise : sécurité et qualité totales.

Résolument tourné vers l'optimisation des ressources techniques et humaines de cette usine de 120 collaborateurs, vous brillerez par votre souplesse, votre réactivité, vos capacités d'analyse et d'anticipation.

A 35 ans environ, ingénieur AM, INSA ou équivalent, décidé d'enrichir une solide expérience acquise dans la transformation des métaux. Engagez-vous dans l'avenir de notre Groupe pour construire le vôtre. Pour ce poste basé à Thionville (57), adressez votre dossier de candidature à EXMA Direction des Ressources Humaines - Groupe Jean d'Huart 3, rue de l'Industrie - 57331 YUTZ.

Nous sommes une entreprise performante dans le milieu de la peinture industrielle. Basés dans la région parisienne, nous avons l'ambition de nous développer sur tout le territoire dans les secteurs automobiles et industriels.

UN RESPONSABLE LABORATOIRE

Ingénieur spécialisé dans les peintures industrielles, vous avez une solide expérience du management en laboratoire. Vos qualités : compétence, autonomie, souplesse, vous permettront de mener à bien l'un des projets majeurs de l'entreprise.

Assisté d'une équipe de techniciens, vous aurez en charge le développement de nos projets de fabrication (peintures haut de gamme).

Votre domaine d'intervention portera tant sur les produits (matières premières, formulations) que sur les process.

La rémunération prendra en compte votre savoir-faire.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) à Huguette Wagner **PERFORMANCE + SELECTION 22**, rue Mansart 78160 MARLY LE ROI sous la référence : 33204/VL.

PERFORMANCE +

Ingénieur Chimiste

RECHERCHE ET
DEVELOPPEMENT
Industrie Routière

Le développement constant de notre activité de recherche dans le domaine routier nous amène à renforcer notre structure en vous proposant un poste à la hauteur de vos ambitions.

Votre culture et votre expérience dans le domaine de la chimie macromoléculaire ainsi que vos recherches sur les bitumes et les bitumes-polymeres vous ont familiarisé avec les méthodes modernes d'analyse IR, GPC, chromatographie liquide...

Votre dynamisme, votre personnalité, votre sens de la communication seront vos principaux atouts pour animer une équipe de recherche et de développement.

Votre maîtrise de l'anglais est une des conditions de votre évolution dans ce poste.

Poste à pourvoir en Région Parisienne.
Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 9992 à AXIAL, 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT & APPLICATION Synthèse Photochimie

pcas

entreprise autonome, héritière d'un historique fort, a basé sa pénétration du marché des spécialités chimiques industrielles sur une stratégie de développement au service du client.

Le chiffre d'affaires 1991, de l'ordre de 300 millions, est réalisé avec 370 personnes et offre une bonne rentabilité.

Pour se renforcer dans le secteur de la lithographie et de la sérigraphie, en pleine mutation technologique, PCAS recherche son Responsable Développement & Application.

Sous l'autorité du Chef de Laboratoire, mais en liaison étroite avec les Directions Marketing concernées, il prend en charge la conception-développement de nouveaux produits et nouvelles applications, le développement de nouvelles molécules et de nouvelles formulations, assure l'assistance technologique au marketing.

Fort d'une expérience minimum de 2/3 ans en Laboratoire Recherche & Développement & Application, acquise dans l'industrie, cet Ingénieur Chimiste diplômé, avec si possible une formation complémentaire 3ème cycle dans une école d'application en polymère, maîtrisera les problèmes de développement des résines photosensibles, des produits photorésistants ou des circuits imprimés.

Isabelle CARLOTTI vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo sous réf. 3126/LM **BOSSARD CARRIERES** 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS.

**BOSSARD
Carrières**

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

كتاب النحل